la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

19e année. — N° 339. — Nouvelle série n° 38. MAI 1950. — Prix : 40 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	230 fr.
Un an	400 fr.

EXTERIEUR

Six mois	300 fr.
Un an	500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte cheques postaux :
Revolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 38 - Mai 1950

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectee du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Une femme à Kolyma

1937-1948 : onze ans dans les camps et les prisons de la mort lente de l'Union Soviétique. Je ne connais pas de témoignage plus terrible sur le monde stalinien que le livre d'Elinor Lipper, ancienne étudiante en médecine qui partit un jour à Moscou pour y servir le socialisme et la liberté. Elle eut le tort d'arriver au moment où Staline était en train de liquider ce qui restait encore en U.R.S.S. de communistes ayant une culture marxiste, de communistes qui avaient lutté pour la révolution. A la fin du deuxième mois de son activité dans une maison d'édition en langues étrangères, elle reçut la visite du N.K.V.D. Et son calvaire commença. Qu'elle ait survécu tient du miracle. Une telle somme de souffrances dépasse toute imagination. Jamais Dostoïevski n'eût osé rêver pareilles maisons de la mort.

Pour la première fois, nous apprenons le traitement que le régime stalinien réserve aux femmes. On ne saurait plus scrupuleusement appliquer le principe de l'égalité des sexes. Rien, mais absolument rien n'est épargné à ces jeunes filles, à ces mères : les tortures les plus cruelles, les travaux les plus lourds, la mort en série dans les camps du Grand Nord.

Mais que reproche donc le régime à ces femmes ? Quels sont leurs crimes ? Les unes sont des fidèles fanatiques du Parti et de Staline, les autres, des épouses de communistes épurés. Les unes et les autres sont innocentes et refusent de comprendre ce qui se passe. Elles croient qu'il ne s'agit que d'une erreur, que la réparation du mal qu'on leur fait ne saurait tarder. Mais peu à peu, elles comprennent l'effroyable machine qui les broie. Le régime n'a point besoin d'êtres qui pensent mais, en revanche, il a besoin de bras, en Sibérie et surtout dans cette région de la neige éternelle, à Kolyma, dans le cercle polaire, où l'été dure à peine deux mois et où la température descend en hiver au-dessous de 70°, mais où se trouve cet or dont Staline a tant besoin.

Combien de forçats y a-t-il en U.R.S.S. ? Elinor Lipper cite le chiffre de 12 millions, chiffre qui est donné communément dans les milieux du N.K.V.D. Voilà ce qui explique ce proverbe soviétique : « Il y a trois sortes de citoyens : ceux qui sont en prison ; ceux qui en sortent et ceux qui vont y entrer. » Il y a toujours de nouvelles victimes : de 1930 à 1933, les paysans ; de 1935 à 1939, les communistes, leurs parents et les officiers ; pendant la guerre, les réfugiés antinazis, les Polonais, les Lettons, les Lituaniens ; après la guerre, les Russes des régions occupées et ceux qui furent déportés par les nazis ainsi que les prisonniers de guerre « libérés » en Allemagne ou « livrés » par les Alliés.

Voici la simple énumération des prisons et des camps que connut Elinor Lipper pendant onze ans. La prison Loubianka à Moscou ; la prison Boutyrki (Moscou) où elle resta un an et trois mois. Transport en wagon à bestiaux à Vladivostok (six mois et demi) ; voyage en bateau de Vladivostok à Magadan (une semaine) ; camp pour les femmes Chen-Olp à Magadan (deux ans et trois mois pendant lesquels Elinor Lipper travailla en qualité d'infirmière à l'hôpital des forçats) ; camp pour femmes à Balagannoïe (un mois) ; camp pour femmes de Talon (onze mois de travaux sur les routes enneigées et dans la forêt) ; hôpital « Kilomètre 23 » (deux mois) ; camp de Magadan (deux mois) ; camp Elgen (deux ans) ; hôpital du district septentrional des mines d'or (un an et demi : infirmière) ; hôpital « Kilomètre 23 » (trois mois) ; camp de Magadan (deux mois). Le voyage de retour, qui devait finalement lui permettre de retrouver sa Suisse natale, dura près de deux ans et la conduisit dans les prisons de la baie de Nachodka, de Vladivostok, Chaborovsk, Irkutsk, Novosibirsk, Tcheliabinsk, Sol-Iletsk, Aktioubinsk, le camp n° 222 près d'Aktioubinsk, les camps de Brest-Litovsk et enfin dans trois derniers camps de la zone orientale de l'Allemagne.

Pour la première fois nous avons grâce à Elinor Lipper une vue d'ensemble sur les maisons de la mort, sur l'immense armée de forçats, et nous comprenons le cri d'indignation de l'auteur qui trouve que la mémoire du prolétariat révolutionnaire est bien courte, car il a eu hâte d'oublier les milliers de militants d'élite qui sont morts dans l'enfer sibérien.

●

A Sartre et Merleau-Ponty, les auteurs de : « Les Jours de notre vie », je recommande vivement la lecture du livre d'Elinor Lipper. Ils y trouveront une illustration de ce code du travail forcé sur lequel David Rousset a attiré récemment notre attention. Ils pourront grâce à ce dossier juger si les valeurs « communistes » sont toujours les leurs.

Son long séjour, son activité dans les hôpitaux, sa connaissance du russe, permettent à Elinor Lipper de nous donner cette vue d'ensemble sur le monde concentrationnaire stalinien qui nous faisait défaut jusqu'à présent. Le procès est ouvert, voici les preuves les plus graves. Elles sont présentées avec une objectivité saisissante. Elinor Lipper dresse un tableau d'ensemble des conditions inhumaines et l'on sent qu'elle est avant tout soucieuse de donner des détails précis, des faits. Nous apprenons ce qu'est l'organisation de Kolyma, nous voyons souffrir et mourir les victimes d'une terreur barbare et nous sentons la sympathie de l'auteur pour ses camarades d'infortune.

« *Je n'étais pas seulement pleine d'amertume*, écrit-elle, *à cause de mon propre destin et je ne souffrais pas seulement d'avoir vanté et défendu le système soviétique, qui apportait tant de souffrances aux habitants de ce pays... Plus fort que tout autre sentiment était la pitié impuissante qui blessait mon âme quand je regardais ces hommes de Russie, du Caucase, de Tartarie et d'Asie Centrale, de Mongolie et de Sibérie qui acceptaient leur destin incompréhensible avec une résignation muette, comme des animaux que l'on maltraite.* »

Mais voici la conclusion d'Elinor Lipper :

« *Aujourd'hui — après mon retour de l'Union Soviétique — l'idée socialiste m'apparaît toujours comme la solution la plus raisonnable pour résoudre les problèmes sociaux et comme la seule garantie contre les guerres de l'avenir. Mais aujourd'hui je sais que l'Union Soviétique n'a plus rien de commun avec cet idéal. L'Union Soviétique a compromis cette idée devant le monde entier, elle l'a noyée dans le sang. Celui qui veut le socialisme ne peut point vouloir l'Union Soviétique, car on ne peut pas être solidaire de l'assassinat de millions d'êtres innocents et affirmer en même temps que l'on veut le bonheur de l'humanité malheureuse.* »

A quelles nécessités répond pour le régime stalinien la masse constante de dix à douze millions de forçats ? En premier lieu, il me semble qu'il faut voir là un système qui reprend et amplifie

démesurément l'esclavage qui était de tradition sous le tzarisme : une main-d'œuvre — pour ainsi dire gratuite — qui permet la mise en valeur des régions les plus inhospitalières. La gratuité est une condition essentielle, car la bureaucratie privilégiée, la milice innombrable et la véritable armée dont dispose le M.V.D., ces trois couches parasitaires de la société soviétique obligent en quelque sorte le système à disposer d'une immense armée d'esclaves. La terreur enfin est une arme politique qui assure cette discipline dont le monolithisme militaire de Staline ne saurait se passer. Les corollaires de cet état de choses sont cependant, premièrement, un rideau de fer parfait qui rend tout espoir d'évasion illusoire aux yeux des habitants de l'U.R.S.S. et, deuxièmement, une classe de privilégiés, d'une fidélité à toute épreuve au régime.

Selon Elinor Lipper, Staline aurait réussi à forger dans la jeune génération de communistes un instrument de cet ordre. Elle écrit :

« *Pour la génération des communistes staliniens, tous les problèmes sont résolus d'avance. Pour chaque question, il y a une réponse toute faite et le langage de cette jeunesse est farci de clichés. Les mots de Staline remplacent la pensée personnelle, les articles de fond de la* Pravda, *le jugement personnel. Ces jeunes sont orgueilleux et forts contents d'eux-mêmes, car chez eux tout est plus grand, le pays, la puissance, le chef...* »

Une chose m'a frappé dans le livre d'Elinor Lipper : l'absence de toute opposition politique réelle contre le régime stalinien. En fait, parmi les soi-disant contre-révolutionnaires de 1937, pas un seul qui combatte le régime. Tous lui sont dévoués. Il y a certes ceux qui avaient été autrefois des opposants mais qui, depuis bien longtemps, avaient fait la paix avec Staline et ne demandaient qu'à le servir. Pour tous, sans exception, le monde concentrationnaire et ses cruautés constituaient une révélation. Ils avaient bien vu des hommes disparaître. La Tcheka, le Guépéou, le N.K.V.D. avaient été pour eux des réalités, mais des réalités auxquelles on ne pense pas. Quand autrefois ils avaient appris qu'un tel, qui pourtant leur avait paru innocent, avait été arrêté, ils s'étaient dit qu'après tout le N.K.V.D. devait bien savoir ce qu'il faisait, que la révolution avait besoin d'une épée bien aiguisée, etc.

Une fois dans le camp, au milieu d'une humanité innocente et martyre, ils réagissent par une haine toute passive, si ce n'est par une apathie pure et simple. Rien d'un examen du régime, aucune tentative d'approfondir les raisons qui ont fait naître le monde concentrationnaire, mais seulement un désespoir muet. Cela s'explique tout d'abord par la condition physique des forçats. Il est un degré de faiblesse où le cerveau refuse tout service. Il y a peut-être autre chose encore. Ces contre-révolutionnaires étaient avant tout des *croyants* disciplinés, enrégimentés. La perte de leur *foi* les laisse extraordinairement vides. Ils ne voient nulle part une issue, ils n'ont ni doctrine, ni confiance dans l'homme pour vaincre le système qui les broie. « *Certains de ces staliniens découvrent Dieu* », écrit Elinor Lipper. La déception est-elle si grande que ces hommes n'osent plus repenser les idées de socialisme, de justice sociale, de libération humaine que le stalinisme a si totalement compromises à leurs yeux ?

La question reste posée. Un ancien concentrationnaire soviétique ayant appartenu à la tendance du centralisme démocratique m'a donné l'explication suivante : « La méfiance qui règne dans les camps est si grande qu'il faut parfois plus de deux ans de vie commune pour qu'un homme se confie à un autre entre quatre yeux et lui fasse part de ses pensées.

» A cela il faut ajouter que, dans les isolateurs politiques, les opposants étaient classés selon leurs convictions politiques. Il y avait ainsi le couloir des trotzkystes, celui des mencheviks et celui des anarchistes. Un certain sectarisme se manifestait dans ces différents groupes qui restaient fidèles à leurs idées d'autrefois. Mais on aurait cherché en vain un travail politique qui ressemblerait même de loin à celui des condamnés politiques d'avant la révolution. La faim, les punaises, les poux, sans parler des maladies, posent des problèmes quotidiens qui absorbent toutes les énergies des condamnés. »

Il faut en conclure que la perfection des méthodes policières réduit le condamné à n'être qu'une bête qui souffre.

Toutefois, malgré la vigilance du N.K.V.D. et de la terreur policière, la société soviétique pourrait connaître une opposition politique organisée, car l'opposition tout court existe et j'ai eu moi-même mille occasions pour m'en convaincre durant mon séjour dans le Donbass. A en juger d'après Elinor Lipper, il n'en est rien. La seule tentative dans ce sens aura été le groupe « *Vengeance pour nos parents* », groupe constitué par des enfants dont les parents, fidèles staliniens dans leur grande majorité, avaient été condamnés en 1937-38. Le N.K.V.D. n'a pas eu trop de mal à « liquider » ces enfants.

Je crois cependant que la situation psychologique des staliniens russes qui ont perdu la foi nous paraîtra moins obscure, si nous nous en rapportons à des cas du même ordre que nous avons l'occasion d'observer chez nous. Que devient le stalinien français qui quitte son parti ? Essaie-t-il de dépasser le stalinisme, de restituer à l'idée de socialisme son contenu vrai ? Il n'en est rien. Dans la majorité des cas, il ressemble à un moteur brûlé, bon à jeter au vieux fer. Il vivra dorénavant en marge de toute vie politique active. Quoi d'étonnant à cela ? Depuis bien longtemps, la discipline des slogans avait remplacé toute pensée digne de ce nom. Chien dressé, il n'a été qu'un instrument que soutenait une foi aveugle. Enlevez cette foi et vous vous trouvez en face d'un cerveau vide. Mais il arrive également que le stalinien apostat ait gardé, avec une certaine vitalité, le goût du combat. Alors vous constaterez que, selon l'exemple de Doriot, il ne se souviendra que de la tactique pure, de l'usage de la force, des moyens de combat. Il luttera contre ses anciens coreligionnaires avec leurs propres armes ; il sera devenu fasciste.

Tout se passe d'ailleurs actuellement en U.R.S.S. comme si l'idéologie léniniste-staliniste était réduite à une sorte de catéchisme byzantin qu'on récite du matin au soir en guise d'ersatz de pensée et de foi. Le vrai moteur reste un nationalisme impérialiste qui ne suit d'autre loi que celle que lui dicte son appétit agressif. A cet égard le régime a la confiance de la classe des privilégiés qui admire tous les tournants, car elle n'y voit que suprême habileté. Et là je pense à certain capitaine soviétique qui me citait avec fierté ces tournants en vantant ce qu'il appelait *la fine politique* de son pays.

Au sujet des camps, il partagerait probablement l'opinion du camarade Daix des « Lettres Françaises » qui les considère comme une des plus belles réalisations de l'Union Soviétique. Après tout, Pierre Daix a raison, comme le montre Elinor Lipper dans son livre, l'esclavage stalinien constitue une performance absolument unique.

J. ROUNAULT.

Lettre ouverte aux "Temps Modernes"

En tant que simple abonné des **Temps modernes**, je me permets de poser à J.-P. Sartre et M. Merleau-Ponty les questions suivantes :

1. N'existe-t-il pas une différence **de nature** entre les camps russes, pièce maîtresse d'une économie planifiée (ce sujet est traité dans toute son ampleur dans le dernier ouvrage traduit de Dallin, et plus succinctement dans le deuxième numéro du Bulletin des Groupes de liaison internationale) et les autres camps de concentration actuellement connus, en Espagne, en Grèce et dans les colonies ?

Ces derniers ont un but **répressif ou d'extermination**, mais ils ne constituent en aucune manière un système d'exploitation économique cohérent : ils ne s'intègrent pas dans une conception esclavagiste de capitalisme d'Etat, et demeurent ainsi un aspect fort ancien et j'oserai dire « **classique** » de l'iniquité sociale.

2. S'il est probable que les camps soviétiques ne peuvent être **considérés comme des camps d'extermination** et s'opposent ainsi aux camps nazis, ce fait ne revêt-il pas à vos yeux des aspects tout aussi inquiétants ?

En effet le système concentrationnaire soviétique est économiquement viable et fait indissolublement partie de la conception « socialiste » des dirigeants de l'U.R.S.S. actuelle : Molotov a admis le fait dès avant la dernière guerre.

C'est ce qui oppose le planisme russe avec toutes ses conséquences (dans un pays arriéré et isolé) aux perversions hitlériennes et à celles de leurs émules grecs ou espagnols : le nazisme a été une monstruosité du capitalisme décadent. Et l'on sait que dans tous les domaines (économique ou biologique) les monstres n'ont qu'une existence éphémère.

Tout esprit impartial doit reconnaître que c'est grâce à la main-d'œuvre servile que le capitalisme d'Etat russe a pu mener à bien une partie non négligeable de ses constructions gigantesques et non rentables. En particulier, les constructions de canaux et de voies ferrées stratégiques, la prospection de l'or en Sibérie septentrionale, l'installation de grands combinats industriels où le minerai est extrait à plusieurs milliers de kilomètres des gisements houillers dont il est tributaire. De telles réalisations méritent peut-être de grands sacrifices et ont été nécessitées par d'urgentes questions de défense nationale, mais elles n'ont aucun rapport, ni de près ni de loin, avec le socialisme scientifique, si ce n'est comme des manifestations spéciales de l'accumulation primitive à notre époque où le capitalisme libéral est dépassé ; de tels records de production sont impensables autrement que par la mise en esclavage de plusieurs millions d'hommes. C'est un système d'exploitation cohérent, fort éloigné de l'absurdité nazie, et il n'y a pas de raison pour qu'il s'effondre du fait de ses propres contradictions. On peut l'accepter ou le rejeter : la mauvaise foi consiste à l'appeler socialisme.

3. Vous faites remarquer, à juste titre, que le Code du travail correctif de l'U.R.S.S. n'est pas une révélation due à David Rousset, mais a été édité à Londres dès 1936. Comment avez-vous attendu, vous aussi, 1950 pour vous intéresser officiellement à ce problème ?

L'histoire des camps russes, comme vous le dites, n'est pas une nouveauté. Je me souviens, par exemple, d'avoir vu projeter dès 1934 (à la Bellevilloise, en séance privée) un film de propagande soviétique sur la construction de ce fameux canal de la Baltique à la mer Blanche, avec des images suggestives sur les conditions de vie des forçats « socialistes » : des sous-titres français ne laissaient aucun doute sur le chiffre de la main-d'œuvre employée, puisqu'on nous disait que plus de 70.000 personnes furent libérées pour leur bonne conduite et leur émulation.

C'est également vers les années 36 que des conversations avec les rescapés de l'U.R.S.S. nous révélèrent l'ampleur des camps de Sibérie.

Et c'est sans doute la connaissance de ces faits, les conséquences que nous en avons déduites, qui ont poussé un certain nombre d'entre nous au silence et à l'impuissante inaction devant l'occupant nazi : le choix était offert alors aux internationalistes entre aider une victoire allemande ou une victoire stalinienne ; en face de ce dilemme angoissant, nous fûmes quelques-uns (à tort ou à raison) qui préférèrent s'abstenir, n'ayant de goût ni pour la trahison ni pour l'union sacrée ; puisque personne ne pensait plus le socialisme, il nous a bien fallu nous contenter d'une attitude négative ; certes, nous prêtions aide à l'occasion aux résistants, comme nous aimerions aider quiconque est traqué aujourd'hui par une police omnipotente, en Russie ou ailleurs : mais nous ne cherchons à tirer aucun titre de gloire d'une attitude toute naturelle. Je signale simplement ces faits, car on a trop oublié les problèmes de conscience des militants non embrigadés ; et si l'U.R.S.S. n'avait été le paradis des gardes-chiourmes, notre position aurait été plus simple et plus digne.

4. Que signifie dans la pratique votre position politique actuelle d'équilibre entre les deux blocs impérialistes (américain et soviétique) ?

Il n'est, cela va de soi, nullement question d'excuser les fautes des uns par l'iniquité des autres : nous savons qu'il existe des abus monstrueux, et de tous ordres, en France métropolitaine, dans nos colonies, en Europe et sur le continent américain.

Mais, sérions loyalement les problèmes, et si l'on se dit socialiste (marxiste ou non), parlons sans artifice doctrinaire : disons **ce qui est** avant de parler de **ce qui peut arriver**.

Disons qu'en U.R.S.S., sauf pour une poignée de nouveaux privilégiés (d'origine ouvrière, il est vrai), la condition du travailleur manuel est liée à l'arbitraire bureaucratique ou se rapproche du simple esclavage. Certes, tout cela peut changer avec les années, mais **cela est actuellement**.

Inversement, du côté américain, les injustices sociales sont innombrables ; la société est imparfaite, instable, contradictoire ; le devenir de ce pays est incertain. Mais un homme libre peut encore y vivoter, y travailler, lire ses auteurs préférés, faire grève le cas échéant, avoir un foyer qu'un ukase des maîtres ne risque guère de disperser. Peut-être un jour proche la vie aux U.S.A. sera pire qu'en Russie, mais **dans le présent, il est faux de parler de fascisme ou de totalitarisme américain**, dans le sens que nous donnons à ces termes en Occident.

Votre position ambiguë, d'autant plus regrettable que votre revue a une influence utile et considérable sur la jeunesse en d'autres domaines, prête le flanc à toutes les ruses et à tous les reniements ; elle réduit, à peu de chose, tout un faisceau de bonnes volontés et de bonnes intentions.

J.-D. MARTINET.

P.S. — Les « T. M. » n'ont pas publié cette lettre.

Parmi nos LETTRES

Après les grèves du premier trimestre 1950

A la suite de mon article de mars 1950 sur les grèves du premier trimestre (*R.P.* nº 36), j'ai reçu de notre camarade Brézault, instituteur de Saône-et-Loire, une lettre dont il n'est pas inutile de citer quelques extraits :

Depuis ton article, les grèves de la métallurgie ont pratiquement pris fin avec la décision de Renault, et celles qui durent encore vont « pourrir » ; le gouvernement a confirmé sa décision de limiter à fort peu de chose le relèvement des salaires publics, et par voie de conséquence des salaires privés ; enfin, pour le cas plus particulier des fonctionnaires M. Teitgen a affirmé avec une netteté qu'on aimerait lui voir adopter en d'autres circonstances qu'il ne saurait être question de leur accorder autre chose que le reclassement. Voilà qui justifie amplement ton pessimisme quand au proche avenir, et la conclusion modérée, ou modeste comme tu le dis, de ton article. L'épreuve engagée est une épreuve de force, et il me paraît trop certain que la force n'est pas du côté de la classe ouvrière.

Il semble que la bataille ait été mal engagée, et je persiste à ne pas comprendre qu'elle ait eu lieu d'abord sur la prime de 3.000 francs, qui n'est qu'un accident dans le salaire ouvrier. (Je ne pense pas qu'on puisse sérieusement soutenir qu'elle aurait une influence déterminante lors de la fixation du salaire minimum garanti) : au moment de la question capitale des conventions collectives, les ouvriers se trouveront avec le poids de leur défaite, avec une combattivité émoussée, en proie à l'amertume, et résignés pour un temps à accepter ce qu'on voudra bien leur offrir. Et, quitte à être traité de tout ce que l'on voudra, j'estime qu'il ne faudrait plus engager une grande bataille des conventions collectives, parce qu'elle est dans la situation actuelle perdue d'avance, et qu'elle n'aboutirait qu'à favoriser les entreprises des staliniens, et à apporter un peu plus de misère dans les foyers ouvriers. Il est évidemment facile pour des « responsables » d'appeler au combat, mais il faudrait peut-être aussi penser au métallo, ou au mineur de surface qui n'est pas content de ses 12.000 francs par mois mais qui n'est pas sûr qu'au bout d'une grève ces 12.000 francs ne se transformeront pas en allocation de chômage, — et qui, finalement, ne marche pas. La conjoncture internationale est à la réaction et au conservatisme : toutes les élections ayant eu lieu depuis dix-huit mois dans les pays libres en témoignent, et les élections françaises en témoigneront dans un proche avenir.

D'autre part, il n'est d'action révolutionnaire possible que communiste. Nous allons donc nous trouver pris entre la certitude d'une pression, et d'une répression, d'un patronat égoïste et d'autant plus acharné qu'il a eu plus peur au lendemain de la libération, — et la certitude que les staliniens vont tout mettre en œuvre (et ils ne manquent pas de moyens !) pour entraîner les travailleurs à l'agitation et à la violence : n'ayant pas pour but réel l'amélioration du sort de ces travailleurs, ils n'ont pas de raison d'hésiter. Que devons-nous faire ? Tu intitules la dernière partie de ton article : « il faut que ce qui est juste soit fort » — mais comment constituer, ou reconstituer cette force ? Quelque attitude que nous prenions, nous favorisons le jeu de l'un ou de l'autre des extrêmes. Le regroupement des syndicalistes indépendants ne peut être qu'une œuvre de longue haleine ; le mauvais départ de F.O. lui a causé un tort immense, et il est encore aléatoire que ce regroupement se fasse autour d'elle (je n'en veux pour preuve que le marasme dans lequel se débat notre F.E.N.-F.O. : l'autonomie n'est pas imputable aux seuls dirigeants ; elle est la traduction fidèle de la volonté de la masse des enseignants.) Nous sommes faibles — les plus faibles — il n'y a pas de honte à le reconnaître, et les trop nombreux communiqués de victoire (y compris ceux du 25 novembre), publiés hebdomadairement dans F.O., n'y changeront rien. Au contraire. Alors ? S'arrêter, faire sincèrement, honnêtement le point, et repartir sur des bases plus restreintes, mais plus sûres ? Le moment n'est guère bien choisi, et pourtant je crois que ce serait finalement cela qui paierait : tenir aux ouvriers un langage décevant, passer pour des briseurs de grèves et des vendus au patronat (nous avons déjà l'habitude), et mener localement une action patiente, modeste, mais qui réussisse, qui rapporte peu aux ouvriers, mais qui leur rapporte. Les grands espoirs et les vastes pensées n'ont que peu de chose à faire avec les réalités pratiques de l'heure, et je regrette que, d'après les articles qu'ils donnent à F.O., nombre de secrétaires de fédérations ne le comprennent pas.

Je veux encore approuver les quelques lignes que tu consacres aux cadres : dût le recrutement des cadres F.O. en souffrir, ce devrait être là notre position unanime.

Quand aux fonctionnaires, enfin, ils récoltent, et vont récolter ce qu'ils ont semé (ou plutôt n'ont pas semé) le 25 novembre : je crois inutile de prétendre les entraîner dans un mouvement à partir du moment où ils commenceront à percevoir la seconde tranche de reclassement de 1950 (même à présent d'ailleurs, ce serait aller à un échec). Là aussi, il y aurait beaucoup à faire, avec des perspectives moins encourageantes encore que chez les ouvriers. Le gouvernement ne s'y est pas trompé, et la prochaine législature pourrait bien nous apporter une nouvelle limitation du droit de grève...

Et je terminerai en te disant, amicalement, que je ne suis pas toujours d'accord avec tel article à l'usage des enseignants autonomes. Leurs militants — je dis bien militants, et non syndiqués — sont dans l'ensemble de bons militants, sincères, et dont les positions sont souvent voisines des nôtres. Que certaines de leurs attitudes te fassent rager, je le comprends (j'en sais quelque chose par expérience), mais il vaudrait peut-être mieux ne pas les attaquer systématiquement : ils ont d'autant plus d'assurance pour nous répondre que nous n'avons pas mordu sur l'autonomie, au contraire. Encore une fois, que faire et comment faire ?

Les instituteurs de province sont souvent de bons observateurs du mouvement. Et ce serait manquer de clairvoyance que de ne pas tenir compte de leurs impressions, même différentes des nôtres et de leurs opinions même discutables.

J'aurais évidemment pas mal de réserves à formuler sur quelques appréciations de Brézault. Je ne crois pas que le syndicalisme se réduit aujourd'hui à une défensive limitée et j'ai encore confiance dans les possibilités des militants de base de F.O. Nous en reparlerons.

Quant à ma critique des militants autonomes, elle n'est ni systématique ni violente. J'ai fréquemment rendu hommage à leur bonne volonté et à leur souci de maintenir une organisation puissante. Mais l'autonomisme développe ses effets nocifs et ils en portent la responsabilité la plus lourde. Le recul de F.O. dans l'Enseignement — d'ailleurs contestable, et vu à travers une équivoque — c'est essentiellement la victoire du corporatisme et le recul du syndicalisme universitaire.

Si Lavergne et Aigueperse ne s'en aperçoivent pas, leur aveuglement peut nous surprendre. S'ils s'en aperçoivent, leur passivité peut nous inquiéter. — R. H.

UNE PAGE DE BAKOUNINE

La fonction historique des Slaves

Il n'a pas manqué chez nous de camarades espagnols, russes, bulgares, français, italiens, etc., pour prétendre à une supériorité spéciale de leur peuple dans le sens libertaire et pour se faire l'écho des vues partielles étalées çà et là par Bakounine en matière de psychologie nationale. En réalité, l'optimisme et le pessimisme du vieux combattant de toutes les émeutes européennes se sont prononcés alternativement pour et contre *chaque* type national, *selon les espoirs et les désespoirs du moment. Il a dit ainsi une masse de choses profondes, aussi vraies que contradictoires. Mais il ne s'est jamais contredit avec tant de profondeur qu'à l'égard des* Slaves. *Son jugement sur les Slaves est d'une sévérité cruelle dans une lettre véhémente sur le « mir », adressée à Herzen, mais, d'autre part, à s'en tenir au texte que l'on va trouver ci-dessous* (1), *on serait tenté de croire bien des choses : Les Slaves auraient eu le monopole de la* commune paysanne patriarcale *(qui est « commune », précisément, aux traditions de tous les peuples agriculteurs du monde !) Leur histoire ne serait qu'une suite de révoltes populaires antiétatistes comme aucun autre peuple n'en a connu (en réalité tous les peuples peuvent aligner les mêmes titres de gloire, au moins jusqu'à leur entrée définitive dans l'organisation sociale moderne). Enfin les Slaves seraient le seul élément sédentaire, autochtone, pacifique, non conquérant — et par conséquent égalitaire et libertaire — de l'histoire européenne. (En réalité ces qualités peuvent être attribuées, de façon relative et transitoire, à toutes les populations européennes connues, dans un certain état de développement de leurs institutions et de leurs mœurs qui correspond à l'agriculture non marchande.)*

***

Cela dit, pourquoi publions-nous ces pages de Bakounine ?

C'est que la question slave est à l'ordre du jour. L'intensité et la spécificité du sentiment (ou du ressentiment) populaire et national chez les peuples slaves est un phénomène capital dans l'histoire actuelle ; il a facilité le jeu de Moscou dans des proportions inouïes en Pologne, en Yougoslavie ou Tchécoslovaquie.

Et c'est aussi parce que le panslavisme dénoncé par Bakounine comme envahissant l'idéologie des classes cultivées tchèques, etc., a été poussé jusqu'à l'absurdité par les Benès et les Masaryk et qu'il constitue encore une illusion régnante, grâce au prestige que l'Autocrate actuel doit aux accords de Yalta, bien plus qu'aux victoires de ses armées ; et parce qu'à côté du mal, Bakounine indique le remède : l'appel aux traditions anarchistes, communales, égalitaires, antipolitiques, insurrectionnelles et décentralisatrices de toutes les populations dont se composent l'Empire russe et la zone d'influence russe : en particulier la révolte des Slaves contre le panslavisme russe et l'étatisme marxiste.

Enfin, à côté d'exagérations et de schématisations excessives, le texte révèle et éclaire de solides vérités par son redressement de quelques erreurs importantes.

En effet :

a) *aux yeux du lecteur occidental habitué à considérer le Slave comme un esclave-né, le caractère dictatorial du « système russe » s'explique par la « soumission fataliste » des peuples de l'Est. En réalité, la férocité du régime s'explique surtout par l'extraordinaire obstination d'une résistance muette — passive aujourd'hui — mais qui aurait pu se changer en insurrection générale, si la récente invasion germanique, par son caractère raciste et antislave, n'avait pas réveillé le « réflexe national ».*

b) *une autre habitude fâcheuse est de considérer l'Europe de l'Est sous l'angle de nos traditions politiques d'Occident. L'hostilité foncière de la civilisation paysanne à l'autorité émanant des villes et à la bureaucratie policière est un fait, sans lequel il est impossible de comprendre la légende de Stenka Razine, de Pougatcheff, de Makhno (de l'ennemi des lois en général), non plus que celle inverse mais toute voisine, du tzar du Peuple (Lénine, Staline, et autres représentants du Père à la fois bienveillant et terrible pour le moujik qu'il protège et châtie d'une main de fer) ;*

c) *il serait puéril de nier que des Slaves puissent adopter les mœurs des peuples conquérants, hiérarchisateurs, étatistes et politiques. Les cadres russes ne font pas autre chose que de jouer — avec plus de brutalité encore que les hitlériens — le rôle de* Heerenvolk *dans la moitié est de l'Europe. Mais ces mœurs conquérantes sont encore étrangères aux larges masses travailleuses slaves, en dépit de certaines traditions militaires. Et toute la grande éternelle question est de savoir si — métaphoriquement parlant — les Slaves seront « prussianisés » par la Guerre, ou les Germains « slavisés » par la Révolution sociale — au sens social et non national où Bakounine emploie les mots « slavisés » et « germanisés ». — A. P.*

(1) Extrait de « **Etatisme et Anarchie** » (1873), livre rédigé en russe par Michel Bakounine, et qui fut l'une des bases de la propagande révolutionnaire contre le tzarisme ; ces quelques pages sont ici traduites pour la première fois en français, d'après l'édition espagnole **(La Protesta,** Buenos-Aires). Le découpage par sous-titres n'existe pas dans l'original.

SLAVISME ET GERMANISME

On a pu dire que, depuis les temps les plus reculés, « la mission historique des Allemands fut de conquérir les terres slaves » ; c'est-à-dire de détruire, d'opprimer, de civiliser, de christianiser, de germaniser et d'embourgeoiser les Slaves. C'est ainsi que se développa, entre les deux peuples, une haine mutuelle, aussi fatale qu'historique ; d'ailleurs entretenue, de part et d'autre, par la situation réciproque des vainqueurs et des vaincus.

Les Slaves détestaient les Allemands, comme tout peuple vaincu déteste son vainqueur ; ils étaient asservis en apparence, au fond d'eux-mêmes irréconciliables et insoumis. Les Allemands avaient pour les Slaves la haine que les maîtres ont en général pour leurs esclaves. D'abord par réciprocité ; ensuite par la crainte constante et involontaire qui naît de sentir dans l'esclave l'espérance insatisfaite, avide de revanche et de libération.

Comme tous les envahisseurs du sol d'autrui, comme tous les oppresseurs d'un peuple étranger, les Allemands détestaient et méprisaient à la fois les Slaves. Nous avons dit pourquoi ils les haïssaient. Ils les méprisaient parce que les Slaves ne pouvaient ni ne voulaient se germaniser. Notez bien que les Allemands de Prusse ont reproché sérieusement et avec amertume aux Allemands d'Autriche leur impuissance à germaniser les Slaves, et cela jusqu'à taxer de trahison le gouvernement autrichien. Ils étaient convaincus que c'était un crime énorme contre les intérêts patriotiques de tous les Allemands — contre le **pangermanisme.**

Les Slaves d'Autriche (1), menacés ou persécutés de toutes parts, ont opposé à cette doctrine odieuse, une absurdité tout aussi dégoûtante — un idéal non moins ennemi de la liberté et non moins destructeur — le **panslavisme.**

Nous n'affirmerons pas que **tous** les Slaves d'Autriche — même en dehors des Polonais, se soient laissé prendre à un piège aussi monstrueux. Ceux de Turquie (2), notons-le en passant, ont manifesté peu d'attirance, malgré tous les efforts des agents russes qui se mêlent continuellement à eux. Mais il n'est que trop vrai que l'espérance d'une libération par le sauveteur de Pétersbourg est largement répandue chez les Slaves d'Autriche. Leur haine terrible — pour justifiée qu'elle soit — les a conduits à un tel degré de démence, qu'ils oublient ou négligent toutes les misères souffertes par la Lituanie, la Courlande, la Pologne et l'Ukraine, sans compter le peuple grand-russien, sous le despotisme moscovite et pétersbourgeois, et viennent s'offrir en volontaires au knout panrusse de l'autocrate !

Il ne faut pas s'étonner que de telles espérances absurdes soient nées dans les rangs des Slaves. Ils ignorent **l'histoire.** Ils ne connaissent pas la **situation intérieure** en Russie. Tout ce qu'ils savent, c'est qu'au grand dépit des Allemands s'est constitué un énorme empire, « purement slave », et tellement puissant que les Allemands détestés tremblent devant lui. « Les Allemands tremblent, donc les Slaves doivent se réjouir. Les Allemands haïssent, donc les Slaves doivent aimer », disent-ils.

Tout cela est assez naturel. Mais le plus étrange, le plus triste et le plus inexcusable, c'est qu'il ait pu s'organiser un parti, parmi les classes cultivées des Slaves d'Autriche, où des hommes intelligents de vaste expérience, de culture élevée, prêchent ouvertement le panslavisme, ou du moins — selon les uns — l'émancipation des races slaves grâce à l'intervention puissante de l'Empire russe — et selon les autres : la création d'un **grand empire slave** sous l'autorité du tzar russe.

Il faut remarquer à quel point cette maudite civilisation allemande, bourgeoise, et par conséquent, **étatiste** en son essence, a réussi à s'infiltrer dans l'âme même des patriotes slaves ! Nés dans une société bourgeoise germanisée, ils ont étudié dans les écoles et les universités allemandes, se sont habitués à penser, à sentir et à vouloir à l'allemande, et se seraient faits tout à fait Allemands, si le but qu'ils poursuivent n'était pas... antiallemand ! C'est par des moyens et des méthodes allemands qu'ils veulent et espèrent délivrer les Slaves du joug allemand. Ne connaissant, grâce à leur éducation allemande, d'autre moyen de libération que le recours à la fondation d'Etats slaves, ou d'un seul Etat puissant de tous les Slaves, ils se proposent un objectif **purement allemand,** parce que l'Etat moderne — centraliste, bureaucratique, militaire et policier par excellence — celui de Pétersbourg, l'Empire germanique et panrusse — est une création spécifiquement allemande. Il s'y mêlait bien quelque chose des méthodes tartares ; mais l'Etat allemand ne dédaigne point de tartariser un peu, à l'occasion.

⁂

Par sa nature même, la population slave est, dans son fond, catégoriquement non politique, c'est-à-dire **non étatiste.** C'est en vain que les Tchèques commémorent le grand Etat morave — et les Serbes, l'Etat de Douscham. Tout ce passé s'appuie, soit sur des phénomènes accidentels, soit sur de vieilles légendes. Ce qui est vrai, c'est que pas une race slave ne fut capable, par elle-même, de créer un Etat.

La monarchie-république polonaise naquit sous la double influence germanique et latine après la déroute complète subie par les paysans, et sur la base de leur soumission servile au joug de la noblesse polonaise — qui, selon le témoignage et l'opinion de nombreux historiens et écrivains polonais (entre autres Mickiewicz), n'était pas d'origine slave.

Le royaume des Tchèques (ou de Bohême) a été mis sur pied tout simplement à l'exemple des Allemands, et pour devenir bientôt partie organique et inséparable de l'Empire germanique.

Quant à l'histoire de la formation de l'Empire panrussé, ses éléments furent le knout tartare, la bénédiction byzantine et la civilisation policière et militaire-bureaucratique allemande. Le pauvre peuple de la Grande-Russie, et tous les autres après lui — petits-russiens, lituaniens et polonais — qui lui furent incorporés, ne participèrent à sa formation qu'en prêtant leur échine.

Ainsi donc, il est prouvé que les Slaves n'ont jamais construit d'Etat par eux-mêmes, de leur propre initiative. Et ils ne l'ont pas fait, parce qu'ils ne furent jamais une race **d'envahisseurs.** Seuls les peuples conquérants créent un Etat, et ils le font pour s'en servir aux dépens des peuples soumis.

Les Slaves étaient, au premier chef, une race paisible et agricole. Etrangers à tout l'esprit guerrier qui animait les races germaniques, ils étaient, du même coup, étrangers aux tendances étatistes qui se sont manifestées dès l'entrée en scène historique des Allemands. Vivant séparés et indépendants dans leurs communes, ils donnaient la prérogative, selon l'usage patriarcal, aux **anciens,** mais sur la base du principe électoral. Exploitant tous à droit égal le sol commun, ils ne connaissaient ni hiérarchie ni noblesse. Ils n'avaient ni chefs sacrés ni caste spéciale de sacrificateurs. Tous étaient donc égaux entre eux, réalisant — bien que dans un sens patriarcal, et par conséquent in-

---

(1) C'est-à-dire les Tchèques et les Croates. (N.D.L.R.)

(2) C'est-à-dire les Bulgares et les Serbes. (N.D.L.R.)

complet — l'idée de la fraternité humaine. Il n'existait pas de lien permanent unissant les communes ; mais, lorsqu'un péril commun se présentait — tel que l'invasion par une race étrangère — elles contractaient une alliance temporaire défensive ; une fois passé le péril, cette espèce d'union politique disparaissait aussi. On voit bien qu'il n'existait ni ne pouvait exister d'Etat national slave. Il existait, au contraire, ce contact social et fraternel entre toutes les races slaves dont témoigne leur sens très élevé de l'hospitalité.

Il est naturel qu'avec une telle organisation pacifique, les Slaves soient restés sans défense contre les invasions et les conquêtes des races guerrières, et particulièrement des Germains qui aspiraient à étendre leur domination dans tous les sens. Les Slaves furent, en partie, exterminés. La grande majorité tomba sous le joug des Turcs, des Tartares, des Magyars et des Allemands.

LES CHEMINS DE LA LIBERTE

C'est dans la seconde moitié du Xe siècle que commencent le martyrologe et la période héroïque de la servitude slave. Dans la lutte séculaire, incessante et tenace, le sang coule à torrents pour la liberté de la terre. Encore au XIe siècle nous rencontrons deux faits caractéristiques : la révolte générale des esclaves païens qui habitent entre l'Oder, l'Elbe et la mer Baltique, contre les chevaliers et les prêtres allemands, et l'indignation si caractéristique des paysans de la Grande-Pologne contre la domination de la noblesse. Puis nous avons, jusqu'au XVe siècle, la lutte sur le plan local, imperceptible mais incessante, des Slaves occidentaux contre les Allemands, des Slaves du Midi contre les Turcs, et des Slaves du Nord-Est contre les Tartares.

Au XVe siècle, nous rencontrons une révolution glorieuse (et, cette fois, victorieuse) : le mouvement nettement populaire des Hussites tchèques. Laissant de côté le principe religieux de ces luttes (principe certainement plus proche de la fraternité humaine et de la liberté que ne le furent les formules catholiques et protestantes qui dominèrent ensuite), nous prêterons attention au caractère délibérément social et antiétatique de cette révolution. Elle fut une rébellion de la commune slave contre l'Etat allemand.

Au XVIIe siècle, les Hussites subirent un complet désastre, grâce à une série de trahisons de la bourgeoisie à demi germanisée de Prague. C'est ainsi que la moitié de la population tchèque fut exterminée, et ses terres distribuées à des colons venus d'Allemagne. Les Allemands, et avec eux les jésuites, triomphèrent. Pendant plus de deux siècles, à la suite de ce désastre sanglant, le monde slave occidental demeura immobile, muet, courbé sous le joug de l'Eglise catholique et du germanisme omnipotents. Pendant ce temps, les Slaves méridionaux, de leur côté, subissaient la domination magyare et le joug des Turcs. Par contre, la révolte slave, toujours au nom du principe communal, commençait à se manifester au Nord-Est.

Sans parler des luttes désespérées de Novgorod-la-Grande, de Pskov et d'autres régions contre les tzars moscovites du XVIe siècle, ni de l'alliance armée des **zemstvos** de la Grande-Russie, contre le roi de Pologne, contre les jésuites, contre les boyards moscovites, et, en général, contre la prédominance de Moscou au début du XVIIe siècle — rappelons la fameuse insurrection des populations ukrainiennes et lituaniennes contre la noblesse polonaise ; puis le soulèvement encore plus décisif des paysans de la Volga sous la direction de Stenka Razine ; et enfin, un siècle plus tard, la rébellion non moins fameuse de Pougatcheff. Dans tous ces mouvements, dans toutes ces insurrections et révoltes purement populaires, nous rencontrons la même haine de l'Etat, la même aspiration vers la création d'un système paysan de communes libres.

Enfin le XIXe siècle peut être considéré comme celui du réveil général des Slaves. Inutile de dire qu'il en fut ainsi de la Pologne : elle n'avait jamais fermé l'œil, depuis l'usurpation violente de sa liberté (non pas de la liberté du peuple, à vrai dire, mais de celle des nobles et de l'Etat), et depuis le démembrement de son territoire entre trois Etats rapaces. En fait elle n'a cessé de lutter ; et, quoi que puissent faire les Mouravieff et les Bismarck, elle se révoltera toujours jusqu'à ce qu'elle obtienne sa liberté véritable.

Malheureusement pour la Pologne, ses partis dirigeants, généralement associés à la noblesse, n'ont pas su se dégager d'un programme étatiste — et au lieu de chercher l'émancipation et la renaissance de leur patrie dans la révolution sociale, ils la cherchent — obéissant à de vieilles traditions — soit dans la protection d'un Napoléon, soit dans l'alliance avec les jésuites et les féodaux autrichiens.

Notre siècle assiste également au réveil des Slaves de l'Ouest et du Sud, et, malgré tous les efforts politiques, policiers et civilisateurs des Allemands, la Bohême a resurgi, après un sommeil de trois siècles, comme un pays spécifiquement slave ; et elle est devenue le centre naturel d'attraction pour tout le mouvement slave d'Occident. La Serbie turque a rempli une mission analogue en ce qui concerne les Yougoslaves.

Mais ensemble, avec le réveil du slavisme, une question d'une extrême importance s'est posée, avec une urgence quasi fatale.

De quelle façon devra se réaliser la renaissance slave ? Par le vieux moyen de l'hégémonie étatique, ou bien par l'émancipation véritable de tous les peuples, au moins des peuples européens — et par l'émancipation du prolétariat européen tout entier brisant ses chaînes, et en premier lieu, celles de l'Etat ?

Les Slaves devront-ils se débarrasser du joug étranger, et par-dessus tout du joug allemand (qu'ils détestent plus que tout), en employant à leur tour la méthode allemande de l'**invasion**, de la **conquête** et de la **soumission des masses conquises** ? Feront-ils en sorte que les Allemands soient liés à leur tour à la féodalité de race qu'ils ont eux-mêmes subie, et qui fut cause de tant de haine ? Ou bien leur liberté naîtra-t-elle de l'insurrection solidaire de tous les travailleurs européens, et de la révolution sociale ?

L'avenir des Slaves dépend du choix de l'un ou de l'autre de ces moyens. Pour lequel se décideront-ils ?

A notre avis, poser la question, c'est y répondre. En dépit du sage proverbe du roi Salomon, le passé ne se répète pas éternellement ; l'Etat moderne, — qui n'a rien réalisé de plus que l'idée ancestrale de la domination de caste, de même que le christianisme n'est que la forme suprême de la croyance théologique et de l'esclavage religieux — est en train d'achever son rôle dans le monde.

L'Etat monopoliste, militaire, bureaucratique et centraliste, qui aspire, par une nécessité intérieure, à conquérir, soumettre et étrangler tout ce qui existe, vit, se meut et respire autour de lui — cet Etat dont l'expression la plus moderne se rencontre dans l'Empire pangermanique — est tout près d'avoir accompli sa mission. Ses jours sont comptés ; et c'est de sa chute que tous les peuples attendent leur complète délivrance.

Hélas ! faudra-t-il donc que les Slaves répètent le refrain antihumanitaire, antipopulaire et liberticide déjà condamné par l'histoire ? Et pourquoi ? Quel honneur y trouveraient-ils ? Le crime, la honte, l'opprobre, la malédiction des contemporains et

de la postérité ! Les Slaves sont-ils tellement jaloux de la haine dont tous les peuples accablent les **Herren** allemands dans le fond de leur cœur ? Est-ce que cette mission leur agrée : être le Dieu bourreau du monde ? Que le diable emporte tous les Slaves, avec tout leur avenir militaire, si, après tant d'années de servitude, de souffrance et de silence, ils doivent présenter encore de nouvelles chaînes à l'humanité !...

Un Etat slave ? Et quels en seraient les avantages pour les Slaves ? Quel bénéfice les grandes masses slaves du peuple tireraient-elles de sa création ?

Certes, les Etats mastodontes sont d'un profit indubitable, mais jamais pour les travailleurs, seulement pour la minorité privilégiée, pour le clergé, pour la noblesse, pour la bourgeoisie, et aussi parfois, pour ces intellectuels qui, au nom de leur savoir diplômé et de leur prétendue hégémonie spirituelle, se considèrent comme appelés à diriger les masses. L'avantage est pour quelques milliers d'oppresseurs, de bourreaux et d'exploiteurs du prolétariat. Pour le prolétariat lui-même, pour les grandes masses du peuple, « **plus vaste est l'Etat, plus pesantes sont les chaînes et plus étroite la prison** ».

Nous avons dit et démontré ci-dessus que **la société ne peut être et rester Dieu — c'est-à-dire Etat — sans se convertir en instrument de guerre et d'invasion.** Cette même concurrence, qui, sur le terrain économique, détruit et absorbe les petits capitaux, puis les capitaux moyens, qui dévore les fabriques et les ateliers, les biens de la terre, les propriétés, les maisons de commerce — détruit et absorbe les Etats, faibles, petits et moyens, au bénéfice des grands empires. Il en résulte que tout Etat — s'il veut exister autrement que sur le papier et ne point dépendre de la mansuétude de ses voisins (pour autant que ceux-ci soient disposés à en tolérer l'existence) — doit indubitablement se convertir en puissance de proie, en Etat **envahisseur.**

ETRE MAITRE, C'EST ETRE ESCLAVE

Mais se changer en Etat envahisseur signifie s'obliger à maintenir en tutelle forcée un grand nombre de millions d'êtres appartenant à des peuples étrangers. Il est nécessaire, pour cela, de mettre et tenir sur pied une grande force militaire. Et, là où triomphe la force militaire, adieu la liberté ! Adieu, surtout, la liberté et la prospérité du peuple travailleur ! J'en conclus que **la fondation d'un grand Etat slave ne signifierait rien d'autre que la fondation d'une grande servitude du peuple slave.**

« Mais, nous diront les étatistes slaves, nous ne voulons point d'un grand Etat slave hégémonique : nous voulons seulement la formation de plusieurs Etats purement slaves, de proportions moyennes, comme garantie indispensable de l'indépendance de nos peuples, chacun dans sa nationalité. » Or ce point de vue heurte la logique, de même que les faits, de l'histoire.

Aucun Etat de proportions moyennes ne peut, actuellement, mener une existence indépendante. Ainsi, ou bien ces Etats slaves connaîtront une existence précaire et fictive, ou bien il se créera un seul Etat qui les absorbera tous — un Etat panslaviste, un Etat du knout, un Etat à la façon de Pierre le Grand.

Comment, en effet, l'Etat slave pourrait-il venir à bout du nouvel empire pangermanique sans devenir lui-même **aussi gigantesque et aussi puissant ?**

Il n'y a point à compter militairement sur l'action solidaire de nombreux Etats séparés, et liés par les mêmes intérêts. Premièrement la coalition des diverses nations hétérogènes — même alignant des forces égales ou supérieures, au total, aux forces de l'ennemi — est toujours fragile et faible — tandis que l'ennemi, qui est homogène dans son organisation, qui obéit à une direction unique, à une seule volonté, est toujours plus solide et plus résistant. Ensuite, parce qu'on ne peut jamais compter avec la coopération amicale et durable de nombreux Etats, même lorsque leurs intérêts exigent une solide alliance. Les hommes d'Etat, comme tous les mortels, sont plus ou moins atteints d'une cécité mentale qui les empêche de voir, au delà des intérêts et des rivalités momentanées, les exigences fondamentales de leur propre situation.

L'intérêt direct de la France, de l'Angleterre, de la Suède et même de l'Autriche, était, en 1863, de soutenir la Pologne contre la Russie, et pourtant, pas un de ces pays ne remua le petit doigt. En 1864, il était d'un intérêt encore plus grand pour l'Angleterre, pour la France, pour la Suède surtout, et même pour la Russie, de prendre parti pour le Danemark menacé d'une invasion prusso-autrichienne, ou plus exactement prusso-allemande ; personne ne s'en est soucié. En 1870, enfin, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, sans parler des petits Etats du Nord, devaient, du point de vue de leurs intérêts évidents, arrêter l'invasion triomphale des troupes prusso-germaniques en France, vers Paris et vers le Sud, mais là encore l'intervention des puissances n'eut point lieu, et ce ne fut que plus tard, lorsque se créa, menaçante pour tous, la nouvelle puissance germanique, que les Etats comprirent qu'ils auraient dû mettre le holà ! Mais il n'était plus temps.

Par conséquent il n'y a pas à compter sur l'intelligence politique des voisins : on ne peut compter que sur ses propres forces ; et ces forces doivent être au moins égales à celles de l'ennemi. Il en résulte qu'aucun Etat slave, considéré séparément, ne pourra résister à la pression de l'Empire pangermanique.

Ne pourrait-on, pourtant, opposer à la centralisation pangermanique une Fédération panslaviste, c'est-à-dire une Union des Etats slaves indépendants, sur le modèle, par exemple, des Etats-Unis ou de la Suisse ? A cette question également, il nous faut répondre par la négative.

D'abord, pour qu'une telle union puisse exister, **il est indispensable que l'hégémonie panrusse soit détruite,** que l'empire russe soit morcelé en une foule d'Etats isolés, indépendants les uns des autres et unis entre eux seulement par le lien fédéral d'une complète égalité. Car la sécurité, l'autonomie et la liberté des peuples slaves, petits ou moyens, est absolument incompatible avec l'impérialisme moscovite.

Mais j'irai plus loin. Supposons que l'empire pétersbourgeois soit disloqué en un nombre plus ou moins grand d'Etats libres ; et que les Etats organisés sur des bases nationales indépendantes — la Pologne, la Bohême, la Serbie, la Bulgarie, etc. — forment ensemble avec ces Etats russes libérés, une grande Fédération slave. J'affirme que, même alors, cette Fédération ne serait pas capable de lutter, **sur le plan militaire,** avec la centralisation pangermanique — pour la simple raison que la **force militaire** sera toujours du côté de la **centralisation.**

L'entente des Etats slaves pourra, dans une certaine mesure, garantir la liberté bourgeoise — mais ne pourra servir de base à la création d'une grande puissance militaire, en raison même de son caractère fédératif. Si l'on reprend l'exemple de la Suisse ou des Etats-Unis, on doit constater que, justement, la Suisse, cherchant à augmenter ses forces militaires et étatiques, aspire actuellement et ouvertement à la centralisation : et le fédéralisme ne se maintient intact aux Etats-Unis que grâce à l'isolement du continent américain, où il

n'existe, à proximité de la grande république, aucune puissance militaire et centralisée comme la Russie, l'Allemagne ou la France.

Ainsi, pour s'opposer, **sur le terrain étatique et politique**, au pangermanisme triomphant, il ne resterait qu'un seul moyen — la fondation d'un Etat panslaviste. Ce moyen serait, à tous les points de vue, extrêmement désavantageux pour les Slaves, puisqu'il conduirait infailliblement à la soumission générale des peuples slaves au knout panrusse. Mais serait-il efficace, en ce qui concerne l'objectif proposé : pourrait-il réaliser la déroute de la puissance allemande et la soumission des Allemands au joug panslaviste, c'est-à-dire à l'hégémonie russe ?

Non ! Car il est certain que l'étatisme russe ne peut affronter l'étatisme allemand à armes égales.

Il est vrai que les Allemands ne comptent en Europe que cinquante millions et demi de nationaux — en y comprenant, bien entendu, neuf millions d'Austro-Allemands. Supposons pour un moment que le songe des patriotes allemands soit entièrement réalisé et que l'Empire germanique englobe toute la partie flamande de la Belgique, la Hollande, la Suisse alémanique, tout le Danemark, et même la Suède avec la Norvège — soit une population d'un peu plus de quinze millions. Cela fait, au total, soixante-six millions de Germains, contre quatre-vingt-dix millions de Slaves.

Sans doute, au point de vue du nombre, la population slave de l'Europe l'emporterait encore d'un tiers environ sur la population germanique. Mais nous affirmons qu'aucun Etat panslaviste ne pourrait se mesurer, à lui seul, avec les forces militaires de l'Etat pangermanique. Pourquoi ? Parce que les Allemands ont dans le sang la passion de l'ordre, de la discipline et de la politique d'Etat. Cette passion fait défaut aux Slaves, qui ont en revanche toutes les passions contraires : c'est pour cela qu'il faut user de la trique pour nous faire marcher en rangs, tandis que l'Allemand se soumet librement à la discipline, et place sa liberté même dans le fait d'être bien encadré d'autorité.

De plus, les Allemands sont un peuple sérieux et travailleur, qui a pour lui l'éducation, le soin, l'exactitude, le sens de l'économie ; ce qui ne les empêche pas, quand il le faut — et surtout lorsque les hiérarchies sociales l'exigent — de lutter avec intrépidité. Ils l'ont montré dans les guerres récentes. Enfin, leur organisation militaire et administrative a été poussée au dernier degré de la perfection, à un niveau que nul autre peuple ne pourrait atteindre. Comment imaginer, par suite, que les Slaves puissent rivaliser avec eux sur le terrain de la lutte entre les Etats ?

Les Allemands cherchent dans l'Etat leur vie et leur liberté. Pour les Slaves, l'Etat est une fosse commune. Les Slaves doivent s'émanciper hors de l'Etat ; non pas seulement en luttant contre l'étatisme allemand, mais en se joignant à la rébellion de tous les peuples contre l'étatisme, par la révolution sociale.

Les Slaves pourront conquérir leur indépendance ; ils pourront venir à bout de l'Etat allemand détesté. Mais non pas en voulant soumettre les Allemands à leur propre domination, en en faisant les serfs d'un Etat slave ; **en les appelant, au contraire, à la liberté commune, à la fraternité de toute l'humanité sur les ruines de tous les Etats.** Car les Etats ne s'écrouleront pas d'eux-mêmes : ils ne pourront être détruits que par la révolution de tous les peuples et de toutes les races — par la **Révolution sociale internationale.**

Organiser les forces du peuple pour réaliser une telle révolution, tel est le but unique que poursuivent ceux qui désirent sincèrement la liberté des races slaves hors de leur servage séculaire. Ces hommes d'avant-garde doivent comprendre que les facteurs mêmes qui constituent la faiblesse des peuples slaves — principalement leur inaptitude à se constituer en Etat — font leur force et assureront leur victoire dans l'avenir ; ils assureront de même celle de tous les mouvements sociaux contemporains.

Malgré le développement énorme des Etats modernes (et en raison même de ce développement qui, par une conséquence logique et inévitable, conduit jusqu'à l'absurdité le principe même de l'étatisme), il apparaît de plus en plus clairement que les jours des Etats actuels et de l'étatisme sont comptés. Les temps approchent, de l'émancipation des masses travailleuses et de leur organisation libre, de bas en haut, sans la moindre ingérence gouvernementale. Les temps approchent des libres unions économiques du peuple, en marge de toutes les frontières des Etats et de toutes les différences nationales, sur la base unique du travail producteur complètement humanisé, solidaire et libre.

Les Slaves d'avant-garde doivent comprendre enfin, que le temps des rêves et des entretiens innocents de philologie slave est passé, et qu'il n'y a rien de plus absurde et de plus hostile au peuple que de fixer, comme idéal et comme borne de toutes ses aspirations, le prétendu « principe des nationalités ». La nationalité n'est pas un principe humain ; c'est un principe « historique ». Le fait national n'est qu'un fait, qu'il faut traiter comme tel, afin qu'il puisse être généralement reconnu, comme n'importe quel autre fait réel et inoffensif.

Tout peuple, si minuscule qu'il soit, possède son caractère, sa manière particulière de vivre, de parler, de sentir, de penser et de travailler ; et ce caractère, cette façon d'être, sont précisément les bases de sa nationalité ; ils sont la résultante de toute la vie historique et de toutes les conditions de l'ambiance vitale de ce peuple — un phénomène purement naturel et spontané.

Tout peuple, tout individu, est par la force des choses ce qu'il est. Et il possède le droit incontestable d'être soi-même. Mais si le peuple ou l'individu existent d'une certaine manière, et ne peuvent exister autrement, il ne s'ensuit en aucune façon qu'ils aient un droit, ou même un intérêt quelconque, à considérer, l'un sa nationalité, l'autre son individualité, comme des principes exclusifs. Et il ne s'ensuit point que leur particularisme soit quelque chose dont ils aient perpétuellement à s'occuper. Au contraire, plus ils seront détachés d'eux-mêmes, plus ils seront imprégnés de l'idée générale de l'humanité, et plus ils vivront et vivifieront en eux-mêmes le sens intime de leur nationalité ou de leur individualité propre.

Il en est ainsi des Slaves. Ils croupiront dans leur insignifiance et leur pauvreté aussi longtemps qu'ils seront imbus d'une slavophilie étroite, égoïste et — par là même — abstraite. Leur cause paraîtra étrangère, et même contraire, à celle de l'humanité en général, pour autant que le problème particulier du slavisme absorbera toutes leurs forces. Ils n'obtiendront, comme Slaves, leur place légitime dans le monde — et dans la fraternité libre de tous les peuples — qu'en se pénétrant, avec tous les autres hommes, de l'intérêt matériel et moral de tous.

A chaque époque de l'histoire, il existe un intérêt commun qui domine tous les autres, une cause qui s'élève au-dessus des particularismes et des exclusivismes nationaux. Et les peuples qui ont en eux la vocation de la servir — c'est-à-dire la compréhension, la passion et la force nécessaires, pour s'identifier à cette cause — deviennent, par elle, les héros et les maîtres artisans de l'histoire.

Michel BAKOUNINE.

(Traduit par André Prudhommeaux.)



G. Virgil Gheorghiu : LA 25e HEURE. (Edit. Plon).

C'est un aspect nouveau de la Russie et du monde moderne qu'étudie G. Virgil Gheorghiu dans « La 25e Heure ». Autobiographie, autant que roman, il est bien difficile de faire la part du vrai et de la fiction. L'auteur, un Roumain, fait évoluer son personnage central, « un paysan du Danube », au milieu des événements de la dernière guerre. Déporté de pays en pays, de camp en camp, victime désarmée de la bureaucratie, servante aveugle de la **civilisation technique**, c'est contre celle-ci que Gheorghiu élève un âpre réquisitoire. Il le fait avec un bonheur certain de l'expression et de l'image. Le passage sur les pétitions, un des meilleurs, est d'un humour noir rarement égalé. Tout le roman baigne d'ailleurs dans une atmosphère d'absurdité. Le tout ne laisse pas d'être émouvant.

Mais c'est moins par ce qu'il dit que par ce qu'il démontre que l'auteur nous intéresse.

En de saisissants raccourcis, il résume sa pensée : « la civilisation technique nous transforme en hommes machines. La vie humaine n'a plus de valeur qu'en tant que source d'énergie. La civilisation occidentale dans sa dernière phase ne prend plus conscience de l'individu ». Précisons que pour Gheorghiu le régime soviétique est une manifestation de la civilisation technique occidentale, la Russie en étant devenue, après la Révolution d'octobre, la branche la plus avancée. Selon l'auteur l'U.R.S.S. a imité et dépassé l'Occident comme seul un barbare pouvait le faire et offre ainsi l'exemple le plus typique de ce que devient une société quand elle prend la technique comme fin.

« La civilisation technique, écrit Gheorghiu, engendre le citoyen né du croisement de l'homme et de la machine. C'est une espèce bâtarde qui vit dans les bureaux ; race la plus puissante de nos jours. On croit, parfois, que le citoyen se comporte comme un homme, on découvre qu'il se comporte comme une machine. On croit qu'il a un cœur, ce n'est qu'un chronomètre ». Le citoyen c'est le robot, zélé serviteur de l'étatisme et de la technique qui écrase l'homme et le détruit dans sa nature saine d'animal libre, dans son besoin de confronter et de connaître, dans son intelligence, dans son libre arbitre et dans sa vie physique.

La 25e Heure commence sous le signe de la guerre 39-45. C'est sur le début de la prochaine qu'il se termine. A l'avance, l'auteur en dénonce la mystification. « Cette guerre n'est pas une guerre de l'Occident contre l'Orient, elle n'est qu'une révolution intérieure dans le cadre de la société technique. Elle ne peut donc être dans l'intérêt des hommes ». Sa profession de foi est celle d'un individualiste en réaction contre la bureaucratie qui veut le détruire : « Je n'accepte pas, écrit-il, que d'autres m'indiquent la manière dont je dois vivre. Ma vie n'appartient ni au kolkhoze ni à la communauté, encore moins au commissaire politique ». Et Gheorghiu fait dire à l'un de ses héros : « Je continuerai la lutte contre la malfaisance de la société technique et ne m'arrêterai que lorsque je serai mort. Les hommes sont arrivés à dompter les sauvages, pourquoi ne dompterions-nous pas les citoyens ? »

L'auteur met le doigt sur la plaie. Nous lisons chaque jour dans la presse les progrès effarants de la technique. Nous n'ignorons pas que sa maîtrise échappe de plus en plus aux apprentis sorciers. Nous subissons dans ses effets la malfaisance de cette civilisation moderne qui nous oblige, de gré ou de force, à nous adapter à la machine et à la bureaucratie, qui substitue à la notion réelle de l'homme celle de l'efficacité et du citoyen. Nous constatons que l'être humain n'est plus la fin mais tend de plus en plus à devenir le moyen. Nous voyons périr les valeurs éternelles, héritage de l'humanisme chrétien.

Mais tout cela nous le sentons plus ou moins confusément. Et c'est le grand mérite de Gheorghiu de nous mettre face à face avec ce problème, d'obliger notre pensée à s'y arrêter alors que notre instinct de conservation voudrait l'ignorer. En lisant la « 25e Heure » nous comprenons mieux que la science et la technique en sont arrivées à un tel point de développement qu'il s'agit désormais de la fin ou de la survie du genre humain. Le lecteur cherchera vainement l'opinion politique de l'auteur qui dénonce à la fin de son roman la branche USA de la civilisation comme il a dénoncé la branche russe, avec toutefois quelques nuances dues, semble-t-il, plus à une exigence du récit qu'à un choix intime entre deux maux. Il nous suggère une distinction nécessaire. Celle-ci nous mène à la question capitale qui est, aux yeux de certains, déterminante.

Certes, l'URSS offre l'exemple le plus avancé et le plus tragique de la civilisation technique. C'est que, systématiquement, dialectiquement, elle met tous les moyens au service des fins, le mépris et la négation de l'homme au service de l'étatisation industrielle en vue d'un but lointain. La vie et le développement de la civilisation technique russe étant assurés par le fonctionnement sans répit et sans réserves de son auxiliaire le plus précieux, l'organisation politique. Mais les mêmes signes peuvent s'observer dans l'Amérique capitaliste, sa formidable concentration technique et industrielle portant en elle cette finalité de l'écrasement de l'homme. La différence réside dans le stade atteint, l'Amérique distançant l'URSS dans son développement technique, celle-ci dépassant les USA par sa super-organisation politique, plus cruelle, plus dangereuse encore pour l'individu. Proudhon, Bakounine, Rosa Luxembourg avaient prévu cette inéluctable conséquence. L'appareil politique américain, lui, permet néanmoins (tous les jours un peu moins) une relative résistance de l'esprit pionnier et anglo-saxon qui freine le cours de l'étatisation politique, ainsi que le développement naturel de la technique. Encore que sur le second point ce soit moins apparent.

Mais doit-on et, dès à présent, parce que la pression exercée sur l'homme est moins violente aux USA qu'en URSS, parce qu'en Amérique il possède encore quelques libertés et qu'en servant la technique il en jouit, choisir le camp américain ? Les virtualités et les réalités totalitaires de l'Amérique sont indéniables, aussi en détruisant la Russie on n'aura pas pour autant détruit cette néfaste civilisation technique. Dans cette hypothèse, on se trouverait avant trente ans devant une branche américaine de la civilisation technique devenue, par le cours naturel de sa nature capitaliste accéléré par sa participation à la guerre, aussi cruelle pour l'individu que celle qui aurait été détruite. Gabriel Marcel dans sa préface ne pouvait manquer, en tant qu'écrivain catholique, de dire « le miracle est possible tant qu'il y aura des hommes pour penser et pour prier ». Nous inclinons à croire que l'action serait plus salutaire. Ce serait une funeste erreur que de s'abandonner à la pensée trop commode que l'enfer évoqué et dénoncé par Gheorghiu se trouve loin de nous. La distance n'existe plus. La bombe atomique et la bombe H ont tracé les limites de l'avenir. N'y a-t-il plus d'autre solution que d'être broyé par le monstre social soviétique ou par le décadent capitalisme américain ? Il n'y a pas de vraie liberté sans socialisme. Il n'y a pas de vrai socialisme sans liberté. Le syndicalisme saura-t-il créer une nouvelle synthèse d'organisation du monde qui n'exigerait de l'homme qu'une aliénation raisonnable de sa liberté, compatible avec sa dignité, ainsi qu'avec toutes les valeurs que nous plaçons, nous, au-dessus des dogmes ? Saurons-nous dénouer l'incompatibilité qui existe entre l'organisation économique et l'épanouissement libertaire des hommes ?

Ce qui importe, avant tout, c'est qu'il y ait une opposition absolue, un refus radical aux forces de destruction de l'homme. Il nous est, tout au moins en France, donné d'agir, de travailler pour le présent. Et cela c'est déjà préparer l'avenir.

Aussi, les militants qui s'interrogent sur le phénomène social le plus important de notre époque, angoissés par les perspectives actuelles, ne peuvent manquer de lire « la 25e Heure » et d'en faire leur profit. — **T. Ottavy.**

ESQUISSE DE LA GEOGRAPHIE ECONOMIQUE DU MONDE

Camarades,

Je n'ai naturellement pas l'intention de vous présenter, en cette brève causerie (1), un tableau d'ensemble de l'économie mondiale, un inventaire complet des productions et des courants d'échange ; ce que je voudrais seulement c'est essayer de vous indiquer les cadres successifs dans lesquels cette économie s'est développée au cours de l'histoire — car on ne comprend bien les choses que dans leur devenir — et celui dans lequel elle se poursuit aujourd'hui.

LES ÉTAPES DE L'ÉCONOMIE

CONSTITUTION DU GLOBE TERRESTRE

Et d'abord, il nous faut examiner le théâtre sur lequel s'exerce l'activité économique de l'homme, notre planète. Comment se présente physiquement la surface de la terre du point de vue de son influence sur l'activité humaine ?

La constitution de la terre est, en fait, très simple ; elle est formée de quatre grandes zones disposées symétriquement de part et d'autre de l'équateur.

I. — La première est la *zone équatoriale*. Elle s'étend de 15° de latitude nord à 15° de latitude sud environ et se caractérise d'un mot : c'est le pays de la tranquillité et de l'uniformité. Pas de vent. Une température uniforme et élevée d'un bout de l'année à l'autre et d'un bout de la journée à l'autre. Presque chaque jour, à la même heure, il pleut — la même quantité de pluie.

Le produit de ce climat régulier, chaud et humide, consiste en une végétation exubérante, débordante. La zone équatoriale est la zone de la *forêt vierge*.

Cette zone couvre, en Amérique, tout le bassin de l'Amazone (Brésil, Guyanes), en Afrique, tout le bassin du Congo (Congo français et Congo belge) et, en Asie, toute une partie de l'Indonésie (Bornéo, Célèbes, Nouvelle-Guinée).

II. — Au nord et au sud de cette zone s'étendent deux zones de caractère exactement opposé. Sous l'influence de vents très réguliers, les vents alizés — dont le mécanisme importe peu pour notre sujet — les pays qui sont situés sous les tropiques, aussi bien sous le tropique du nord (dit du Cancer) que sous celui du sud (dit du Capricorne), ne reçoivent, en effet, presque aucune pluie. Ces *zones tropicales* sont des *zones désertiques*. La végétation y est nulle, ou à peu près, et le climat en est rude, la température variant considérablement du jour à la nuit et de l'été à l'hiver.

La zone tropicale du nord — qui va, en gros, de 15° à 30° de latitude — comprend : en Amérique, les déserts qui sont à cheval sur la frontière séparant les Etats-Unis du Mexique (désert du Colorado, Bolson de Mapimi), en Afrique, l'immense Sahara qui s'étend d'un bout à l'autre de l'Afrique, de l'Atlantique à la mer Rouge, et se prolonge en Asie, par le grand désert de l'Arabie, puis par ceux du sud de la Perse (déserts de Lout, de Kirman, etc.), jusqu'à l'Indus et même au delà (désert de Thur). En ce dernier point, le désert se trouve brusquement interrompu par suite d'un phénomène local, mais d'envergure. Sous l'influence de vents humides en provenance de l'océan Indien, les vents de mousson, toute la partie tropicale de l'Asie orientale se trouve abondamment arrosée par des pluies d'été et échappe ainsi au désert. Ce dernier reprend cependant ses droits, mais plus au nord, juste au delà de la ligne où les pluies de mousson viennent finir. On a alors là tout un immense ensemble désertique, dans le nord du Tibet et au nord de la Chine, qu'on dénomme en gros le désert de Gobi. Tout se passe donc comme si la mousson avait eu pour effet de repousser vers le nord les deux zones, l'équatoriale et la tropicale.

Quant à la zone tropicale du sud — qui va aussi de 15° à 30° de latitude — elle se manifeste en Amérique par le désert qui couvre le nord du Chili, le sud de la Bolivie et le nord de l'Argentine, dont la partie la plus connue est le Gran Chaco ; en Afrique, elle constitue le désert de Kalahari, qui est situé entre la colonie du Cap et la Rhodésie ; enfin, elle se présente, en Océanie, avec l'Australie dont la plus grande partie est formée d'un désert (désert de Gilson).

III. — La troisième zone, qui est située au delà des zones tropicales et qui, comme les précédentes, existe symétriquement dans les deux hémisphères, est la *zone tempérée*. Celle-ci, double de la précédente à peu près, s'étend sur 30 à 35° de latitude, de 30° environ à 65°. Zone de climat en quelque sorte intermédiaire entre le climat équatorial et le climat tropical. Les extrêmes de température y sont moins éloignés que dans les zones tropicales, mais ils le sont sensiblement plus que sous l'équateur. Entre l'hiver et l'été notamment, la différence est grande, au point que, l'hiver, la végétation s'arrête presque complètement. Quant aux pluies, elles sont bien moins nombreuses et bien moins régulières que dans la zone équatoriale ; elles sont cependant assez fréquentes, et réparties plus ou moins régulièrement tout le long de l'année. Il en résulte que le sol des zones tempérées est, à l'état vierge, couvert de forêts comme celui de la zone équatoriale, mais ce sont des forêts où la végétation est moins puissante et où la plupart des arbres perdent leurs feuilles en hiver. La zone tempérée est la *zone des forêts d'arbres à feuilles caduques*.

(1) Causerie faite les 10 et 11 mars 1950 à Bordeaux, au **Cercle girondin d'Etudes sociales et économiques.**

Dans l'hémisphère nord, cette zone est celle dans laquelle sont compris, en Amérique : les Etats-Unis et une partie du Canada ; en Europe : l'Angleterre, la France, l'Europe centrale, et une partie de la Russie ; en Asie : une grande partie de la Sibérie et la Mandchourie.

Dans l'hémisphère sud, la zone tempérée est, en Amérique, celle de la plus grande partie du Chili et de l'Argentine ; en Afrique, celle de l'Afrique du Sud, et en Océanie, celle de la Nouvelle-Zélande.

IV. — Enfin, au delà des zones tempérées, on trouve, au nord et au sud, aussi bien dans la Terre de Feu que dans le nord de la Sibérie, la *zone des toundras*, où le sol est glacé durant toute l'année et dont l'unique végétation est faite de mousses et de lichens.

***

Il va sans dire que ce tableau n'est qu'un schéma d'ensemble et que de nombreux correctifs devraient y être apportés pour rendre compte des particularités locales.

De ces correctifs, il y en a deux particulièrement importants.

Le premier est dû à l'influence de la mer. Plus la mer est proche d'un lieu et plus importantes sont les modifications qu'elle apporte au climat, du fait de son influence régulatrice sur la température et de l'humidité dont elle peut charger les vents qui en partent. Nous avons vu le plus important des dérangements qu'elle apporte à la répartition des zones du fait de la mousson humide que l'océan Indien envoie sur le sud-est de l'Asie ; ailleurs son influence est moindre, mais nulle part elle n'est négligeable.

Le second correctif qui s'impose provient de ce que le passage d'une zone à l'autre n'est pas brusque. Entre deux zones successives prend place une zone intermédiaire, souvent de grande étendue, et qui a joué parfois un rôle de premier plan dans l'histoire.

Entre la zone équatoriale et les zones tropicales se trouve ainsi toute une vaste région de forêts dégénérées, « dégradées », qui porte des noms différents selon les lieux ou selon ses aspects, mais qu'on peut désigner du terme générique de *zone des savanes*.

Pareillement, entre les zones tropicales et les zones tempérées, il existe une région intermédiaire, qui n'est plus désertique mais où ne règne point encore la forêt, et que nous appellerons la *zone des steppes*, pour celle de ses parties qui est la plus proche du désert, et la *zone du maquis*, pour celle qui est la plus près de la zone des arbres à feuilles caduques.

***

Tel est donc le cadre géographique dans lequel l'activité productrice de l'homme a eu à s'exercer au cours de l'histoire, ou, ce qui revient à peu près au même, depuis les débuts de la civilisation.

Je précise que ce cadre n'a été tel que pour la période historique de la vie de l'humanité, et non pour les siècles précédents. Car, depuis l'apparition de l'homme sur la terre, apparition qui remonte à plusieurs centaines de milliers d'années, la face de la terre a souvent changé et ses climats ont varié — rappelez-vous les grandes périodes glaciaires du quaternaire durant lesquelles l'homme existait déjà — mais, depuis le début de ce qu'on appelle la période historique, c'est-à-dire depuis le moment où nous pouvons connaître le passé de l'homme non plus seulement par les vestiges qu'il a laissés dans le sol, mais par les événements dont il a été l'acteur, c'est-à-dire depuis seulement quelques milliers d'années, les caractéristiques du climat et de la végétation de notre terre n'ont pas sensiblement changé ; nous pouvons donc considérer notre tableau comme valable pour tout le temps qui nous sépare des premières civilisations.

Ce sont les caractéristiques économiques de ces civilisations et de celles qui leur ont succédé que nous avons maintenant à examiner.

DEPLACEMENTS DE LA CIVILISATION

Et d'abord, qu'est-ce que la civilisation ?

Laissant délibérément de côté toutes considérations morales et autres, sujet inépuisable pour le bla-bla-bla, nous dirons que la civilisation est la résultante d'un accroissement de la productivité du travail humain.

Lorsque l'homme ne produisait que ce qui lui était rigoureusement nécessaire pour entretenir sa vie, juste ce qu'il lui fallait pour ne pas mourir de faim, il n'y avait pas de civilisation ; l'homme était un « sauvage », non un civilisé. La civilisation n'est apparue que lorsque l'homme a commencé à produire, en quantité non négligeable, un surplus de produits, une « plus-value », quelque chose de plus que ce qui lui était nécessaire pour maintenir sa force de travail.

Nous dirons donc qu'une civilisation est d'un degré d'autant plus élevé que le surplus produit par le travailleur est plus grand et qu'à une époque donnée, la civilisation dominante est celle où ce surplus est alors le plus grand.

Cela dit, on constate que depuis quelque six mille ans qu'est apparue la civilisation, la civilisation dominante, c'est-à-dire celle qu'on appelle, pour chaque époque, « la civilisation » tout court, a changé à deux reprises de caractère et de lieu. Elle a occupé successivement trois des zones dans lesquelles nous venons de diviser la surface terrestre.

I. LA CIVILISATION DES GRANDS FLEUVES

Les premières civilisations sont apparues dans la zone où l'on s'attendait le moins à les y voir : dans la zone tropicale désertique. Leur base technique, c'est-à-dire l'invention qui a permis aux hommes de produire, pour la première fois, nettement plus de produits qu'il ne leur en était nécessaire pour vivre, est l'irrigation.

Contrairement à une opinion répandue, les sols désertiques sont très fertiles (précisément parce qu'ils ne produisent rien), en ce sens qu'ils contiennent en grandes quantités les substances nécessaires à la nutrition des plantes. Si celles-ci n'y viennent pas, c'est uniquement parce que, par manque d'eau, ces substances ne peuvent se dissoudre et être absorbées par la plante grâce à la sève. Mais, donnez de l'eau à un sol désertique, et vous y avez des récoltes magnifiques ! Dans le Sud tunisien, nombreuses sont les années où la récolte ne donne même point la semence, mais les rares années où il pleut, on obtient des rendements de 80 quintaux d'orge et même plus, pour un de semé !

Or, dans l'hémisphère nord, un certain nombre de déserts sont parcourus par de grands fleuves qui ont leur source, soit dans la zone équatoriale, soit dans la zone tempérée et qui, par inondation ou irrigation, peuvent fournir aux sols environnants toute l'eau nécessaire. En irriguant des terres désertiques l'homme a vu ainsi, pour la première fois, accroître considérablement sa productivité. C'est pourquoi les premières civilisations ont eu pour base

technique l'*irrigation* et, pour siège, les vallées des *grands fleuves de la zone tropicale.*

Cette civilisation, ou, plus précisément, la fonction dominante de cette civilisation, car, en tant que civilisation, elle existe toujours, a duré environ trois millénaires : les quatrième, troisième et deuxième millénaires avant l'ère chrétienne.

Ses principaux sièges en furent l'Egypte (avec le Nil), la Chaldée (avec l'Euphrate et le Tigre), et la vallée de l'Indus (dont on ne connaît la civilisation que par ses ruines, celles de Mohenjo-Daro et d'Harappa). Il faut y rattacher également les civilisations de l'Inde et de la Chine. Dans l'Inde du Gange et en Chine l'irrigation par les grands fleuves joue, en effet, également, un rôle de premier plan. Les artères de la civilisation en ces pays sont constituées par les vallées qu'irriguent ou inondent le Gange, le fleuve Bleu et le fleuve Jaune, mais comme, ainsi que nous l'avons dit, cette région, bien que située dans la zone tropicale, n'est pas désertique à cause de la mousson, on peut cultiver et obtenir d'assez bons rendements même en dehors des terrains irrigables, si bien que la civilisation y a pu déborder de la vallée et se répandre tout autour sur de larges espaces. Au lieu d'avoir une bande étroite de population et de civilisation comme en Egypte et en Chaldée, on a ici des civilisations qui s'étendent jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres des fleuves et que partagent des centaines de millions d'hommes.

⁂

Mais l'existence de grands fleuves à travers les déserts est un phénomène spécial à l'hémisphère nord et à l'Ancien Monde. Ni dans l'hémisphère sud ni en Amérique, il n'existe de grands fleuves traversant les déserts (à l'exception du Colorado, mais dont l'escarpement des berges rend difficile son utilisation pour l'irrigation), de sorte qu'il ne s'est point formé en leurs régions tropicales de grandes civilisations à l'instar de celles de notre Proche et Extrême-Orient, quoique les Indiens Pueblos qui peuplaient le désert du Colorado, et irriguaient leurs terres, étaient cependant parmi les tribus les plus civilisées d'Amérique, lors de l'arrivée des Européens.

En revanche, non plus dans les régions tropicales, mais dans la zone intermédiaire entre les régions tropicales et la région équatoriale, il s'était constitué en Amérique, avant l'arrivée de Colomb, tant dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud, des civilisations assez développées qui étaient, elles aussi, fondées sur l'irrigation et qui utilisaient à cet effet l'eau de rivières secondaires ou de lacs. Je veux parler de la civilisation toltéco-aztèque du Mexique, installée dans la zone intermédiaire entre la zone équatoriale et la zone tropicale de l'hémisphère nord, et celle des Incas située dans la zone correspondante de l'hémisphère sud. C'est également dans cette même zone, intermédiaire entre la forêt vierge et le désert, que se constitua, en Afrique, la civilisation nègre du Niger, mais le sol de la savane est moins riche que celui du vrai désert ; c'est sans doute pour cela que c'est seulement en plein désert que la civilisation née de l'irrigation prit tout son essor et donna le maximum de fruits.

II. — LES CIVILISATIONS MEDITERRANEENNES

Aux premiers siècles du premier millénaire avant notre ère, nous assistons à un premier déplacement de la civilisation. Celle-ci change de zone et son caractère se trouve entièrement transformé du fait que la source de plus-value, la nouvelle technique qui va permettre un nouvel accroissement de la productivité du travail humain, est d'une nature différente. Cette civilisation dont le rôle dominant durera au moins deux millénaires, aura comme base technique le commerce et son lieu d'élection sera la Méditerranée. La Méditerranée fait partie d'un grand ensemble géologique que les géologues dénomment la Téthys.

Durant longtemps, il y eut, en plus des deux grands océans nord-sud, l'Atlantique et le Pacifique, qui sont des traits essentiels de la figure de notre planète, une troisième grande mer qui, elle, était parallèle à l'équateur, et un peu au nord de celui-ci. Cette mer entourait tout le globe terrestre et c'est elle qu'on a baptisée Téthys, du nom d'une déesse marine mythologique.

En tant que mer continue, la Téthys a maintenant disparu, mais il en subsiste des fragments dont les principaux sont la mer des Antilles, entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, notre Méditerranée, entre l'Europe et l'Afrique, et l'ensemble des mers qui baignent les îles indonésiennes et qui séparent l'Asie de l'Australie.

C'est dans le deuxième de ces restes de l'ancienne grande mer, dans la Méditerranée, qu'est né et s'est développé le deuxième grand type de civilisation, un genre de civilisation que nous appellerons la *civilisation commerciale.*

Mais ce terme soulève immédiatement une question préalable : comment le commerce peut-il donner naissance à une civilisation, c'est-à-dire comment peut-il accroître la productivité du travail humain ?

Le commerce — j'entends par là uniquement le grand commerce, le commerce international — augmente la productivité du travail, parce qu'il permet de réaliser une *division internationale du travail,* et qu'une telle division est une source de plus-value parce qu'elle permet de produire, en chaque lieu, uniquement, ce qui peut y être produit avec le moins de travail, ce qui, en vertu des conditions particulières du lieu, y vient avec le moins d'effort.

Prenons un exemple !

Voici deux pays dont les habitants ont besoin pour se nourrir d'une céréale, mettons le blé, et de matières grasses, mettons de l'huile d'olive. Mais dans l'un des deux pays, l'olivier vient très facilement tandis que le blé n'y pousse que difficilement, de telle sorte que pour produire les quantités de blé et d'huile qui leur sont nécessaires, les habitants de ce pays n'ont besoin que de cent jours de travail pour produire toute l'huile qu'il leur faut pour l'année, tandis qu'ils doivent travailler deux cents jours pour obtenir la quantité de blé qui leur est indispensable (je choisis ces chiffres uniquement en raison de leur commodité). Dans l'autre pays, au contraire, on a besoin de travailler deux cents jour pour obtenir la même quantité d'huile que dans le premier pays et cent jours seulement pour obtenir la même quantité de blé.

Sans commerce, sans relations d'échange entre ces deux pays, on devra donc, dans chacun d'eux, travailler trois cents jours par an pour se nourrir en blé et en huile.

Or, supposons maintenant que le premier pays décide de ne produire que de l'huile puisque l'olivier prospère particulièrement bien sur son sol ; moyennant deux fois cent jours de travail, il produira toute la quantité d'huile

qui est nécessaire à ses habitants, plus celle qu'il faut aux habitants de l'autre pays.

De même, le second pays ayant décidé de ne faire que du blé, parce que le blé vient bien chez lui, pourra en deux cents jours de travail produire tout le blé nécessaire à sa propre population et à celle du premier pays.

Il suffira donc que le premier pays échange la moitié de sa production d'huile contre la moitié de la production de blé du second pour que chacun d'eux dispose finalement de la même quantité de blé et d'huile que précédemment, mais en ayant seulement travaillé deux cents jours au lieu de 300, soit cent jours de gagnés dans chacun des deux pays, cent jours pendant lesquels on pourra se reposer, ou produire autre chose.

Telle est la raison pour laquelle le commerce, les échanges internationaux, accroissent la productivité du travail.

Mais une objection vient tout de suite à l'esprit. Dans ce que nous venons de dire, nous n'avons pas tenu compte du coût du transport, c'est-à-dire des journées de travail nécessaires au transport de l'huile et du blé d'un pays à l'autre. Il est bien évident que si les journées de travail qu'exige ce transport dépassent les deux cents journées qui sont économisées par la spécialisation de chaque pays dans l'une des deux productions, alors cette spécialisation est sans intérêt et même néfaste. Il faut donc que le transport soit bon marché, c'est-à-dire qu'il puisse s'effectuer avec peu de travail.

Or c'est précisément à cause de cette condition que la civilisation commerciale est née sur les bords de la Méditerranée.

La Méditerranée est une mer ; or, comme l'on sait, les transports par eau, et tout spécialement ceux par mer, sont bien moins chers que ceux par terre. Cela est vrai de toutes les époques, aussi bien pour l'époque de la pirogue que pour celle de la turbine à vapeur.

D'autre part, la Méditerranée offrait des facilités de navigation uniques pour les bateaux de cette époque. En effet, on n'avait alors ni gouvernail ni boussole. On ignorait notre gouvernail moderne à axe de rotation vertical, le « gouvernail d'étambot », on ne savait diriger le navire qu'à l'aide d'une rame située vers l'arrière, ce qui ne permettait de gouverner que des navires de petit tonnage. Navires de petit tonnage, donc tenant difficilement la mer par gros temps — ce qui obligeait à ne pas trop s'éloigner des côtes, plus précisément, de côtes hospitalières pouvant offrir abri contre le mauvais temps. Comme, d'autre part, on n'avait point de boussole, on ne pouvait se guider que très approximativement d'après les astres, à condition que ceux-ci ne soient point cachés par les nuages ; il fallait donc, autant que possible, ne pas perdre de vue la terre, seconde raison pour ne pas s'éloigner des côtes. Ainsi, il fallait une mer où les terres étaient nombreuses et offrant de nombreux abris. Or, précisément, la Méditerranée, et tout particulièrement la Méditerranée orientale, berceau de la civilisation antique, est extraordinairement privilégiée à ce double point de vue. La Méditerranée orientale est, en effet, parsemée d'îles ; elle l'est à un point tel que l'on peut aller de Grèce en Asie mineure avec toujours une terre en vue ; d'autre part, tant ces îles que le continent possèdent des côtes extraordinairement découpées qui offrent toujours au marin en difficulté une baie, un havre, une grève dans lesquels ou sur laquelle le bateau peut être mis à l'abri de la « fureur des flots ».

Ajoutez à cela qu'occupant une zone intermédiaire, celle que nous avons appelée la zone du maquis, la Méditerranée se trouve baigner, au nord, la zone tempérée, et au sud, la zone tropicale, deux zones au climat fort différent, pour lesquelles les bienfaits de la division du travail peuvent donc jouer à plein. Les produits des trois zones, tempérée, maquis, tropicale, dont la dernière, d'ailleurs, ne l'oublions pas, jouissait déjà d'une civilisation très développée, pouvaient donc s'échanger les uns contre les autres, grâce à la Méditerranée, uniquement par voie de mer, c'est-à-dire à bon marché. C'est pourquoi naquit ce grand commerce maritime méditerranéen, base de la civilisation antique.

Si j'ai pris tout à l'heure, comme exemple, l'échange de l'huile contre le blé, c'est parce que cet échange fut celui qui fit la fortune d'Athènes, reine de la civilisation antique. La Grèce, et, tout particulièrement l'Attique, a un sol pauvre, ne donnant qu'un très faible rendement en céréales ; par contre, c'est le pays d'élection de l'olivier, qui, sur ses collines sèches et ensoleillées, prospère remarquablement. En revanche, un peu plus au nord, sur le bord nord-ouest de la mer Noire, cette annexe de la Méditerranée, dans les vastes plaines du bas Danube et du bas Dniepr, en ce qu'on appelle aujourd'hui la Roumanie et l'Ukraine, l'olivier ne vient pas, mais le blé pousse magnifiquement. C'est pourquoi Athènes put envoyer ses vaisseaux chargés d'huile dans les ports de la mer Noire et les en ramener chargés de blé. Telle fut la source de sa richesse, la racine de son immense destin.

Mais, bien entendu, les échanges méditerranéens ne se bornèrent pas à celui-là. On échangea de tout, et d'un bout à l'autre de la Méditerranée, du nord de la mer Noire jusqu'en Egypte, et des côtes de Syrie jusqu'au détroit de Gibraltar.

***

Il est important de constater que les deux autres fragments de la Téthys, la mer des Antilles, que Reclus appelle la « Méditerranée américaine », et les mers de l'Insulinde, furent également le site de civilisations analogues à celle de la Méditerranée.

Les Mayas (au moins ceux du « second empire »), qui peuplaient les côtes du Yucatan, et les Cebuneyes, qui peuplaient les îles antillaises, jouissaient un peu avant Colomb, avant l'arrivée des Caraïbes, d'une civilisation élevée d'origine certainement maritime, et probablement commerciale.

Quant à l'Insulinde, elle a été le foyer de la civilisation malaise, civilisation nettement commerciale, les Malais ayant été les grands commerçants et les colonisateurs à la fois de l'océan Indien et du Pacifique.

III. — LA CIVILISATION HERCYNIENNE

Nous arrivons maintenant à la troisième grande période de civilisation, celle qui est la nôtre, et dont le caractère principal est d'être une civilisation *industrielle*. Cette fois encore, « la civilisation » a changé de lieux et c'est, encore une fois, un nouvel accroissement de la productivité du travail humain, en provenance d'une nouvelle technique, qui a fait naître une nouvelle civilisation dominante. Après l'irrigation, après le commerce, l'utilisation à

des fins industrielles des forces naturelles est devenue le fondement de la civilisation.

Commençons ici encore par un rappel géologique.

A la fin de l'époque primaire, durant ce qu'on a appelé la période carbonifère, l'un des traits les plus marquants de la face de la terre était constitué par une grande chaîne de montagnes, plus exactement par un vaste système de chaînes de montagnes qui parcourait à peu près tout l'hémisphère nord, de l'est à l'ouest, et presque partout dans la zone tempérée de cet hémisphère.

En gros, ce système formait à peu près deux arcs dont la convexité était tournée plus ou moins vers le nord. Le premier, qu'on pourrait appeler l'arc asiatique, commençait quelque part en Indochine, traversait la Chine occidentale, puis, s'incurvant vers l'ouest, parcourait les régions de la frontière sibéro-mongolienne pour venir finir dans les environs de l'Oural. Là, la chaîne montagneuse subissait comme un décrochement vers le sud ; un second arc, qu'on pourrait appeler l'arc américano-européen prenait naissance en Crimée, traversait l'Ukraine, gagnait la région des Carpathes puis, s'incurvant à son tour vers l'ouest, allait traverser l'Allemagne centrale, puis la France, puis l'Angleterre, après quoi il s'incurvait de nouveau, cette fois vers le sud, et on le retrouvait au Canada dans la Nouvelle-Ecosse d'où il se prolongeait parallèlement à la côte est des Etats-Unis jusque dans la région des monts Apalaches.

La caractéristique de cette chaîne que les géologues ont appelée chaîne hercynienne, du nom donné par les Romains à la forêt qui couvrait les massifs montagneux qui restent de cette chaîne en Allemagne, est que, sur son bord externe, c'est-à-dire sur le côté convexe des arcs montagneux, il existe de nombreux et puissants gisements de charbon qui se sont formés à partir d'immenses amas de débris végétaux en provenance des forêts de cette époque et qui, au cours des siècles, par suite des chaleurs et des pressions développées par les grands mouvements géologiques qui se sont produits depuis lors, se sont transformés en ce que nous appelons le charbon de terre, ou encore la houille, corps combustible, doté d'un pouvoir calorifique élevé, presque le double de celui du bois, à poids égal.

Eh bien ! c'est sur ces gisements de charbon de l'antique chaîne hercynienne que s'est construite la nouvelle civilisation, notre civilisation, la civilisation industrielle, celle que l'on pourrait appeler, d'après son site, la *civilisation hercynienne*, de même qu'on a appelé méditerranéenne la civilisation commerciale.

Si c'est sur ces gisements de charbon que s'est établie la nouvelle civilisation, c'est parce que le charbon en est la base, parce que c'est lui qui, comme précédemment l'irrigation et la Méditerranée, a permis un nouvel accroissement de la productivité du travail.

De cette dernière forme de la civilisation je me propose maintenant de vous entretenir un peu plus en détail.

Robert LOUZON.

(*A suivre.*)

COMMENTAIRES SUR «L'EXPERIENCE BERLIET»

C'est avec un grand intérêt que nous avons pris connaissance de l'article sur « La fin de l'Expérience Berliet », paru dans la *R.P.* de mars.

Cette expérience dite ouvrière n'en avait que le titre. Car de gestion ouvrière il n'y en eut jamais. Que l'on nous dise gestion technocratique, sous contrôle politique, l'on serait plus près de la vérité.

Il est vrai qu'à son début, ce fut un grand enthousiasme parmi les ouvriers, mais ceux-ci déchantèrent bientôt. On put entrevoir les dangers pour la classe ouvrière que font courir les nationalisations d'entreprise.

C'est ainsi que l'on vit entrer dans l'usine, comme chefs de service, des personnes adhérant au parti politique alors à la tête de l'entreprise par l'intermédiaire de M. Mosnier, administrateur séquestre, désigné par M. Yves Farge. Cela se produisit également à l'échelle inférieure. Alors qu'en gestion ouvrière on n'aurait dû passer à l'échelon supérieur qu'après essai pratique et technique.

On a vu dans certains ateliers, du temps de la gestion de M. Mosnier, des ouvriers traités de fascistes pour s'être mis en grève afin d'obtenir une augmentation de salaires ; et, dans l'un de ces ateliers surtout, menacés d'être renvoyés, s'ils ne reprenaient pas le travail, pour en embaucher d'autres. Est-ce que dans une gestion ouvrière les ouvriers doivent se mettre en grève, pour obtenir une amélioration de leur sort ?

On a vu, comme le signale l'article signé Léon, le renvoi de trois cadres non adhérents du parti des masses. Après attaques portées contre eux par le journal des cellules du parti dans l'entreprise.

Mais le plus beau, ce qui situera mieux la gestion ouvrière, ce fut la fin de l'année 1945. La première distribution de bénéfices, appelée « prime production-gestion » fut faite au pourcentage des salaires. Aucune centrale syndicale ne s'éleva contre cette injustice qui permettait aux hauts placés de l'échelle hiérarchique de toucher dix et quinze fois plus que les bas salaires.

Par la suite seule la petite centrale C.N.T. osa dénoncer cette iniquité, déclarant que les bénéfices de l'entreprise, étant le produit du travail de *tous*, devaient être répartis à part égale entre tous.

Après comme avant le départ de M. Mosnier, l'on assista surtout à des luttes politiques sous le couvert du syndicalisme, la technocratie continua à se développer avec tendance à devenir aristocratique.

Pour nous la gestion ouvrière, c'est la collectivisation des entreprises sous le contrôle du personnel au profit et pour le bien-être de tous. Mais tant que l'on favorisera les intellectuels au détriment des manuels, il ne peut y avoir de gestion ouvrière. Car si les cadres sont le cerveau qui conçoit, les manuels sont les bras qui exécutent le travail, « et très souvent dans de très mauvaises conditions », le tout formant un corps dénommé Entreprise où chacun s'emploie au mieux de ses moyens.

Léon signale que les sections syndicales C.F.T.C.-F.O. obtinrent du nouveau patron : le paiement de deux mois et demi de salaires reconnaissant la bonne gestion ouvrière. Une simple question : Où furent pris les 230 millions nécessaires au premier versement de cette indemnité ? Ne furent-ils pas pris dans les réserves faites durant ladite gestion ? Si oui, n'aurait-on pas dû distribuer au personnel ces millions, car pendant les cinq ans que dura cet état de choses les ouvriers eux ne touchaient que les tarifs syndicaux, appelés par la suite salaires de zone.

Pour cette répartition de deux mois et demi payable en trois fois, les manœuvres toucheront trente mille francs, mais les « haut de l'échelle hiérarchique » à 100.000 francs par mois toucheront 250.000 francs. « Justice partout », alors qu'une fois de plus l'on aurait dû répartir la somme totale allouée pour cette indemnité d'une façon uniforme à chaque membre du personnel au prorata de son temps de présence de 44 à 49. Car ces 230 millions ne représentent qu'une partie des bénéfices réalisés pendant 5 ans.

On pourrait s'étendre sur d'autres faits qui ne feraient que renforcer ce qui est dit plus haut.

Ainsi qu'on le voit y eut-il gestion ouvrière Berliet ? Sans crainte de se tromper on peut répondre *non*.

Combien de fois avons-nous entendu des ouvriers dire, devant ces petites combines : « Vivement le retour des patrons ».

Qu'a-t-on fait pour les œuvres sociales ?

Le Comité Central d'Entreprise acheta un château pour servir de lieu de convalescence aux malades du personnel et de colonie de vacances aux enfants. On n'ose pas nous dire le prix de revient total des réparations. Très bonne idée ! Mais n'est-ce pas une des personnalités de l'usine qui disait que la journée d'un convalescent, à Letra, revenait plus cher que dans un palace de la Côte d'Azur ?

On édifia un magnifique stade qui coûta un nombre respectable de millions, mais il n'y a pratiquement pas de douches dans l'entreprise pour les ouvriers effectuant un travail particulièrement sale.

Cependant nous restons convaincus que la gestion ouvrière est possible ; mais sur des bases syndicales, sans couleurs politiques ou odeurs religieuses. Alors seulement la gestion ouvrière pourra être une *réalité*.

Pierre BERNARDET.

LIBRE RÉPONSE A ROGER HAGNAUER

Le syndicalisme révolutionnaire et le problème de l'Internationale

La scission syndicale internationale est un fait acquis depuis plusieurs mois. Confédération Internationale des Syndicats Libres et Fédération Syndicale Mondiale s'opposent avec violence et s'affirment chacune la seule internationale syndicale véritable. Dans la *Révolution prolétarienne* de février, R. Hagnauer s'appuyant sur deux arguments essentiels : la différence de nature des deux organisations et la hiérarchie des périls, invite les syndicalistes révolutionnaires à le suivre à F.O. et à la C.I.S.L.

Réformisme et stalinisme

Les textes publiés dans la *R.P.* de décembre 49 expriment avec une clarté provocante le contenu réel de la C.I.S.L. En particulier la Déclaration est tout entière imprégnée du plus traditionnel esprit réformiste.

Pour lutter contre la guerre, voici des solutions nouvelles : sécurité collective, désarmement et création d'une force de police internationale, participation aux organismes de collaboration internationale (gouvernementaux !).

Pour transformer la condition ouvrière et le régime économique des Etats capitalistes, la C.I.S.L. a « trouvé » également d'audacieuses solutions : le plan Marshall, le point 4 de Truman, l'unification de l'Europe (capitaliste !).

La conclusion logique de cette déclaration s'exprime dans les paroles d'Irving Brown rapportées dans le même numéro de la *R.P.* Avec ingénuité (ou cynisme) il définit parfaitement le rôle du réformisme à l'époque du capitalisme décadent : aider en Europe et en Amérique « à remettre en état la vieille machine industrielle ». L'autre conclusion normale est l'approbation implicite du pacte Atlantique : « en attendant la réalisation d'un pareil système » (de sécurité collective)... la C.I.S.L. se donne pour but « d'appuyer tous accords régionaux compatibles avec la Charte des Nations Unies et nécessaires à la défense de la démocratie... contre toute agression totalitaire ».

Tout cela justifie on ne peut plus nettement l'appréciation que les révolutionnaires ont toujours donnée du réformisme (Hagnauer aurait-il sur ce point oublié son passé ?), *expression des intérêts impérialistes au sein du mouvement ouvrier.*

***

De l'autre côté la F.S.M. est accrochée toujours plus étroitement à la politique de la bureaucratie stalinienne des différents syndicats qui la constituent, cette politique n'exprimant en dernière analyse que les intérêts momentanés de la politique étrangère des dirigeants du Kremlin.

La F.S.M. conçoit la lutte pour la paix comme le soutien inconditionnel de la politique soviétique : participation aux « Combattants de la paix », références fréquentes aux accords de Yalta et de Potsdam, aujourd'hui association à la campagne de calomnies contre la Yougoslavie et exclusion des syndicats yougoslaves.

Hier encore les bureaucraties syndicales staliniennes des pays capitalistes, lorsque Moscou prônait l'entente avec les « démocraties alliées », se vautraient dans une politique de collaboration de classes et de « produire d'abord ». En fait ces directions utilisent les luttes syndicales au mieux des intérêts de la bureaucratie russe. Celle-ci, par sa politique de rapines dans les pays du glacis, par ses méthodes policières dans le mouvement ouvrier, par ses accords de trahison avec l'impérialisme (en 1939 comme en 1944) continue chaque jour davantage à affaiblir le mouvement ouvrier et à le diviser face à l'impérialisme.

Par là, la F.S.M. ne représente pas les intérêts des travailleurs mais *les intérêts de la caste privilégiée des bureaucrates soviétiques*, intérêts antagonistes à ceux des prolétaires russes comme à ceux des prolétaires du monde entier.

Deux Internationales ouvrières

C.I.S.L. réformiste et F.S.M. stalinienne ont-elles pour autant perdu leur caractère d'organisations ouvrières ? Hagnauer le nie pour l'une comme les staliniens le nient pour l'autre.

A la C.I.S.L. sont représentés travailleurs américains et travailleurs britanniques. A la F.S.M. sont représentées les fractions les plus nombreuses des travailleurs organisés de France et d'Italie. Quand les mineurs américains de Lewis remportent la victoire, c'est une victoire aussi pour la classe ouvrière française parce que c'est un affaiblissement de l'impérialisme américain et un recul du danger de guerre. Quand les métallos français luttent pour les 3.000 fr. en mars 50 comme lorsque les ouvriers français se lançaient dans la bagarre en novembre-décembre 47, c'est aussi notre lutte, parce que chaque coup porté à la bourgeoisie française est une victoire pour nous.

Mais les victoires des ouvriers américains resteront des victoires incomplètes, sans cesse remises en question, tant qu'ils seront garrottés par la poli-

tique de collaboration de classes des dirigeants de l'A.F.L. et du C.I.O. devenus aujourd'hui les alliés de Truman — c'est-à-dire de l'impérialisme américain.

De même les luttes des ouvriers français ou italiens iront d'échec en échec, s'ils ne se libèrent pas du carcan stalinien qui leur empêche de retrouver le chemin du front uni des travailleurs et des méthodes démocratiques d'organisation et de contrôle des luttes capables d'inspirer confiance à toute la classe ouvrière.

Ce n'est pas par un souci d'équilibre et de symétrie que l'Ecole Emancipée met en balance Jouhaux et Frachon, la C.I.S.L. et la F.S.M. : c'est parce que ces deux *Internationales ouvrières* trahissent aujourd'hui la lutte pour l'émancipation des travailleurs en s'intégrant dans la politique des blocs, en posant le problème essentiel de la guerre dans le cadre de la politique des blocs.

La hiérarchie des périls

Et cela nous amène au second point de la démonstration d'Hagnauer : *pour lui aujourd'hui l'ennemi principal n'est plus le capitalisme mais le stalinisme.* C'est là finalement le point de rencontre essentiel entre Hagnauer et la C.I.S.L. : « Pour l'heure, dit la Déclaration, les menaces de guerre émanent des régimes totalitaires que nous condamnons ». Les silences prudents du vieux maquignon Jouhaux n'y changent rien. La lutte contre le stalinisme est le point de ralliement n° 1 des leaders de la C.I.S.L.

Ainsi à l'ouvrier français, anglais ou américain surexploité par un patronat de combat, à l'Algérien qui subit la répression Naegelen, au paysan hindou, au noir américain, Hagnauer explique aujourd'hui que c'est avant tout (sinon uniquement) « du meilleur moyen d'éliminer » le stalinisme qu'il faut se préoccuper !

Pour l'E.E. l'objectif n° 1 *reste* la libération des opprimés par le renversement du capitalisme décadent, par la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme fauteur de guerre. Cette lutte de l'ensemble de la classe ouvrière, quelles que soient ses tendances, passe par la lutte *au sein du mouvement ouvrier* contre le stalinisme et contre le réformisme, freins essentiels à la prise de conscience des travailleurs. L'Ecole Emancipée dénonce comme le plus grand des crimes la guerre que prépare l'impérialisme et qu'acceptent par toute leur orientation la bureaucratie stalinienne et la bureaucratie réformiste. Toute autre attitude aboutit infailliblement à se ranger avec Washington contre Moscou. C'est seulement dans le cours de leur lutte révolutionnaire contre l'impérialisme que les prolétaires extirperont du mouvement ouvrier le stalinisme et le réformisme.

L'unité syndicale et le rôle de « l'Ecole Emancipée »

La condition de cette lutte est, sur le plan syndical, la libre confrontation de toutes les tendances au sein d'un mouvement syndical unifié nationalement et internationalement. L'E.E. pour sa part a puissamment contribué à faire triompher l'unité syndicale dans l'enseignement. En obligeant staliniens et réformistes à cohabiter dans une même maison, où règne une démocratie acceptable qu'elle se donne pour tâche de maintenir et d'approfondir, l'E.E. a démontré *concrètement* la possibilité de l'unité syndicale.

A partir de cette unité des enseignants, l'E.E. a lutté pour la reconstruction de l'unité confédérale. Même si les actuels dirigeants de la F.E.N. n'appliquent pas les motions qu'ils votent, et préfèrent se laisser glisser dans un corporatisme de plus en plus étroit, l'E.E. par son action nationale, par les initiatives locales et le travail quotidien de ses militants, cherche à tirer parti au maximum de l'unité fédérale, dans la lutte des travailleurs, pour retrouver le chemin d'une véritable unité confédérale brisée par les manœuvres politiques des deux équipes confédérales.

S'en prenant à notre ami Legrand, Hagnauer se targue de préférer le mineur en grève au « professeur qui descendu de sa chaire vote l'ordre de boycottage des expéditions militaires en Indochine par les dockers ». Ce parallèle démagogique est indigne. En fait il permet de masquer le véritable problème : que font les enseignants dans la lutte contre la guerre d'Indochine ? L'E.E. n'a pas attendu ces derniers mois pour tenter d'impulser une action fédérale et pour réaliser ce qu'il lui était possible de réaliser dans ce domaine. Aujourd'hui elle est aux côtés des dockers en lutte. Et cette claire attitude, passée et présente, l'autorise à faire les réserves nécessaires devant un mouvement dirigé par les staliniens et qui, à cause de cela, ne peut être un mouvement général et uni mais seulement un mouvement partiel risquant dans certaines conditions de tourner à une pure et simple aventure coûteuse pour la classe ouvrière et ses organisations. Ces réserves n'empêchent pas mais au contraire sollicitent plus impérieusement l'affirmation de notre solidarité avec toute lutte ayant pour but le retrait du corps expéditionnaire français d'Indochine.

Jamais l'E.E. ne s'est contentée « de phrases savantes ». Tendance du mouvement syndical enseignant, elle ne se considère pas comme une chapelle soucieuse de préserver une quelconque pureté doctrinale, mais comme l'élément le plus conscient, l'avant-garde du syndicat. C'est au sein du syndicat qu'elle travaille, pour l'amener à une politique plus juste, tirant parti de son unité et de sa force — *les intérêts de tendance sont liés aux intérêts de l'ensemble du syndicat.*

Cette attitude commande aujourd'hui notre position face à la scission internationale. Consciente de la nécessité impérieuse d'une unité syndicale internationale, image de l'interdépendance toujours plus étroite de tous les problèmes à l'échelle planétaire, l'E.E. refuse le choix F.S.M.-C.I.S.L. Je pense qu'elle doit proposer à la F.E.N. de demander à la F.S.M. et à la C.I.S.L. l'envoi d'observateurs, représentants des différentes tendances du mouvement syndical enseignant français, qui assisteront aux travaux des deux organisations internationales et y participeront à titre consultatif, maintenant ainsi un lien que seule la F.E.N. peut maintenir entre les enseignants et les prolétaires du monde entier.

R. CHERAMY.

La tâche qui s'impose en premier lieu...

La bureaucratie réformiste a plus d'une fois été un jouet entre les mains du stalinisme, et cela continue. On peut même aller plus loin : à la longue, si la lutte contre le stalinisme est dirigée par les réformistes, avec la politique qui les caractérise, avec les méthodes bureaucratiques qu'ils aiment tant, ce n'est pas eux mais les staliniens qui pourront triompher.

La politique du réformisme n'est pas la nôtre : ni ses méthodes ni ses buts ne sont les nôtres. Nous ne pouvons prendre et ne prendrions aucune responsabilité pour eux, et cela devrait être clairement et constamment exposé à tous ceux qui sont à portée de notre voix ou de notre plume, même si cela ne rencontre pas toujours une approbation enthousiaste de la part de ceux avec qui nous nous allions sans hésiter dans le mouvement ouvrier pour lutter contre la domination stalinienne.

Mais si les révolutionnaires ne sont pas des réformistes et si les réformistes ne sont pas des révolutionnaires, les uns et les autres sont à présent naturellement et nécessairement des alliés contre le stalinisme. Les comptes que nous devons régler avec les réformistes, le seront sur une base de classe et dans un sens de classe et non sous la direction de la réaction totalitaire ou en alliance avec elle. Le stalinisme est le poison le plus violent qui ait jamais couru dans les veines de la classe ouvrière. L'éliminer, c'est la tâche qui s'impose en premier lieu à l'attention de chaque militant.

MAX SCHACHTMAN

(Confrontation internationale, nov.-déc. 49)

Trois grèves, un congrès, un défilé

GREVES A IVREA

Pendant plus de quarante jours le personnel de Ressari et Varzi a fait grève, des premiers jours de février aux premiers jours d'avril.

Il s'agit d'une usine de textile, à Ivrea, une de ces usines éparpillées dans les provinces de Turin, Novare et Milan. La revendication concernait une prime à la production, cette formule très chère à la confédération syndicale socialo-communiste. (Mais, dans ce cas, la confédération démocrate-chrétienne était d'accord.) On se trouve en face d'un personnel payé d'une manière inhumaine, avec une moyenne pour les hommes de 20.000 lire par mois et pour les femmes (qui sont la majorité) de 15.000 lire.

La lutte fut vraiment longue et intéressante car on était arrivé à maintenir étroitement unis des travailleurs généralement peu conscients de leurs propres intérêts (beaucoup de jeunes filles sont trop préoccupées par le peu d'argent qu'elles perdent pour penser à revendiquer un juste salaire). Mais à la fin tout se termina par une défaite. La direction de la Varzi n'a accepté aucune des revendications posées par la Commission intérieure ou par les organisations syndicales. Cependant :

1.) les communistes ont présenté le résultat final comme une grande victoire (puisque, ayant pris la responsabilité de la conduite des opérations, ils avaient aussi celle de la défaite) ;

2.) nous sommes arrivés à cette défaite parce que les sociaux-communistes n'ont pas voulu étendre l'agitation aux autres établissements, soit de la même firme, soit dans les usines de textile en général, parce qu'ils ont comme tactique de se battre sur le plan national uniquement pour des mots d'ordre à caractère ouvertement politique ;

3.) il est très grave que le personnel n'ait jamais été tenu au courant de la situation, jusqu'au dernier moment, ainsi que cela arrive fréquemment, si bien que la lutte se révéla inutile pour la formation d'une conscience d'émancipation.

Pendant la même période, à l'Olivetti (fabrique de machines à écrire) des mouvements à caractère revendicatif et politique se succédaient. Ceux ayant trait aux salaires rassemblaient la majorité (et obtenaient un résultat intéressant : une augmentation de 10 lire de l'heure) ; ceux à caractère politique, c'est-à-dire la participation des employés et ouvriers aux grèves déclenchées par la Fédération métallurgiste communiste par solidarité pour les morts de Modène ou de Mélissa, étaient négatifs. On en est arrivé à la participation, lors de ces grèves, de 127 ouvriers et 2 employés sur environ 5.000 personnes !

Mais à mon avis il faut mentionner un fait plus grave encore: pour une souscription en faveur des grévistes de la Varzi (qui gagnent un quart des salaires payés à l'Olivetti), seules 372 personnes, dont 70 employés souscrivirent ; et on recueillit 56.000 lire alors que, peu de jours avant, le personnel sollicité avait obtenu une augmentation par la grève.

LES CIMENTIERS DE CASALE

Dans le Casalese il y a, plutôt il y avait, quelques-unes des plus importantes fabriques de ciment d'Italie : Buzzi, Milanesi-Azzi, Marchin, l'Italcementi...

(A noter que Marchin est propriétaire de la Fiat. En 1930, Agnelli en personne tenta de s'emparer de la Milanesi-Azzi ; la résistance de cette fabrique fut rapidement vaincue et la Fiat s'insinua là aussi, étendant son monstrueux monopole financier bien en dehors de l'industrie automobile).

Du point de vue syndical, les événements se déroulèrent de la façon suivante : il s'agissait de confirmer ou non le contrat périmé. Les ouvriers demandent l'augmentation de la prime de production ; les patrons soutiennent qu'il ne sera possible de confirmer la vieille prime à la production que dans le cas seulement où le minimum de production augmenterait. Toutefois, les patrons seraient disposés à envisager la possibilité de l'institution du travail aux pièces ! (On sait à quels errements conduit le travail aux pièces !)

Depuis la veille de Pâques, on fait une heure de grève toutes les 8 heures. Et ce n'est pas encore fini.

Mais comment se présente réellement la situation ?

Chaque jour, l'extraction se révèle plus difficile. Les chantiers atteignent jusqu'à 300 mètres de profondeur. L'Italcementi, par exemple, a licencié tout le monde et s'est retiré à Bergamo ; mais d'après certains bruits, il transférerait son exploitation en Sicile où les matières premières sont à fleur de terre. Rendement, par conséquent, assuré. En revanche, la main-d'œuvre italienne est peu mobile ; il est difficile de persuader un ouvrier de laisser son pays pour aller dans un autre, mis à part le fait que si la situation est grave dans la province de Casale, celle de Sicile, où les chômeurs seraient heureux d'être occupés, est misérable.

On se trouve, en somme, dans un embarras presque inextricable, la dépression augmentant continuellement dans le Casalese.

Les dépôts dans les banques locales diminuent à vue d'œil, et on ne renouvelle pas les versements. La crise vinicole, nationale, atteint ici son maximum, puisque les travailleurs n'ont pas même l'argent pour boire. Si d'une part les patrons ont suivi le système typique de la bourgeoisie italienne, en pressurant l'entreprise et en réemployant les profits pour d'autres genres de production et des placements à l'étranger, d'autre part, il est un fait qu'aujourd'hui, il est antiéconomique d'exploiter les mines dans ces conditions. On aboutit à la conclusion que la prolongation de la grève sert uniquement les propriétaires des carrières, qui n'ont plus intérêt à faire travailler les gens.

(Quels seront dans de tels cas les systèmes à adopter au moment où ceux de la lutte syndicale se montreront insuffisants ? Il est clair que c'est seulement en atteignant les capitaux de ces maîtres de carrières et fabriques de ciments, là où ils sont employés avec profit. Dans ce cas seulement la lutte peut avoir un sens et donner des résultats.)

LA LANCIA ET L'AURELIA

Dans les milieux syndicaux liés aux démocrates-chrétiens, des observations très vives et peut-être trop vives ont circulé, à propos de l'agitation de la Lancia. (Etablissements Lancia de Turin : fabrique d'automobiles.) Dans une des usines, la 22, il y eut de l'agitation pour réclamer aux propriétaires des cours de qualification adaptés, un service d'assistance et des règlements de travail meilleurs. Et la grève, provoquée aussi par le fait que certains ouvriers ont été licenciés à la suite de ces agitations, a connu une certaine durée et une certaine intensité « journalistique ».

Dans les publications de gauche, on démontre que l'usine 22 est spécialisée dans le montage des véhicules industriels, que la production est excellente et d'un grand rendement, que les responsables de la Lancia vivent trop loin de l'établissement pour en comprendre les nécessités qui ne sont pas seulement d'ordre économique.

Dans les milieux dont je parlais au début, au contraire, on est resté soucieux, en constatant que la grève de la Lancia est survenue juste à point pour ralentir la préparation du nouveau type que l'usine lançait en concurrence avec la 1400 Fiat. Le fait est que l'Aurelia devait sortir avant la nouvelle voiture Fiat. Au lieu de cela, à force de ralentissements, elle a été finie après, presque en silence (et le factotum de la Fiat, Valetta, n'assistait pas à la présentation de la nouvelle Lancia).

Je répète qu'il est dit dans les journaux de gauche que l'usine 22 construit des véhicules industriels ; la concurrence avec l'Aurelia ne peut donc être qu'indirecte. Dans les milieux de la gauche démocrate-chrétienne, la Fiat n'est certainement pas bien vue, car elle constitue depuis toujours un complexe à la fois très puissant pour le capital et une place forte pour le P.C. On ne peut certes pas parler de collusion, mais il est toujours intéressant de signaler que l'on puisse y penser.

(A l'occasion des agitations de la Lancia, les métallurgistes du Piémont furent invités à se mettre en grève par solidarité : deux heures de grève... à l'Olivetti déjà citée, seulement 34 grévistes. A la Fiat même la grève ne connut pas un grand succès.

A propos de grèves et de la Fiom (Fédération des employés et ouvriers métallurgistes), liée aux socialo-communistes, il y a plus de cinq mois que le comité directeur ne s'est pas réuni, en dépit de tous les règlements et statuts en vigueur. Les deux heures de grève ont été décidées sans demander l'opinion du Comité directeur lui-même, mais en appelant, au contraire, les secrétaires de province qui sont tous, du premier au dernier, militants du parti communiste.

UN CONGRES D'ETUDES

Vers la fin du mois de mars, à Bologne, quelques militants anarchistes et sympathisants se sont réunis pour étudier la situation dans le domaine du travail. Les rapports, une trentaine en tout, sur la situation dans les différentes entreprises industrielles, agricoles, maritimes, commerciales, ont été très intéressants, et il serait bon d'en parler longuement. Mais dans ce cas, il faudrait toute une étude. Le sens en a été le suivant : il faut se détacher de la vision autoritaire et extérieure du mouvement ouvrier ; les syndicats servent à toucher les masses et à les déchaîner à des fins politiques bien établies, avec des résultats toujours négatifs. Tous les rapports ont, au fond, répété **qu'il faut agir dans des conditions économiquement logiques.** On ne peut pas, par exemple, exiger des allocations quand sur cinq ouvriers, 4 ne travaillent pas (comme sur certains chantiers navals) ; on ne peut pas lutter pour l'amélioration des salaires des mineurs de Sicile puisque l'unique résultat serait une augmentation du prix du soufre, à tel point que la vente ne pourrait se faire (1).

Nous reviendrons sur tout cela. L'important était de signaler une activité limitée en apparence, mais que nous croyons grosse de résultats, et meilleure que les agitations de la prétendue gauche italienne.

PREMIER MAI A BOLOGNE

Les gens sont allés vers les jardins Marguerite dès le matin. Beaucoup de jeunes, garçons et filles : étudiants, pensionnaires des écoles professionnelles ; beaucoup de vieux, paysans, artisans, ouvriers ; en somme, plus que la **classe,** le peuple. Et le cortège a défilé au moins pendant quatre heures ; des chars allégoriques, beaucoup d'écriteaux, beaucoup de drapeaux, hommes et femmes en tenue sportive, garçons et filles en culottes courtes, femmes en tabliers, maçons avec la truelle à la main, charcutiers avec des jambons suspendus autour de leurs chars.

Un genre de défilé corporatif, et pourtant...

Et le soir feux d'artifice, grandes beuveries et mangeaille : des dizaines et des dizaines de milliers de personnes compressées, en sueur, fatiguées, mais joyeuses.

Une fête, le Premier Mai ! Les paroles de menace s'adressaient seulement aux capitalistes américains, aux provocateurs de guerre, aux ennemis de l'U.R.S.S. et résonnaient, résonnaient, résonnaient... dans un mélange de friture et de sueur.

Le tout orchestré, contrôlé, surveillé, discipliné, par les cadres du parti communiste italien. Et cependant parmi ces gens, parmi ce peuple (et je crois même, parmi certains militants) il y avait un sens de la vie bien différent de celui de la bourgeoisie. Il est triste qu'il soit exploité à des fins qui n'ont rien de commun avec le bien-être et la liberté du travailleur.

C. DOGLIO.

3 mai 1950.

---

(1) La parole est à Louzon. (N. du T.)

Erreur en deçà, vérité au delà...

Pendant que l'Etat français persiste dans sa folle politique de surpopulation, l'Etat japonais, lui, légalise et encourage les pratiques néo-malthusiennes, ainsi que l'avortement pur et simple.

C'est il y a deux ans que la loi visant à la limitation des naissances a été votée ; elle est maintenant en pleine application.

Aux termes de cette loi :

1.) L'avortement est autorisé par simple décision du médecin lorsque la santé de la mère est en jeu ; il est autorisé par simple décision des « comités de protection eugénique » quand il est justifié par des « raisons économiques », c'est-à-dire lorsque la famille ne dispose pas de ressources suffisantes pour élever convenablement l'enfant.

Dans les huit premiers mois de l'année dernière, il y eut ainsi 146.000 avortements « légaux ».

2.) Tous les « préservatifs » peuvent être vendus librement, et 800 « centres pour la santé publique » ont été créés afin de donner des consultations gratuites sur la manière de se servir desdits préservatifs, ce à quoi s'ajoutent un grand nombre d'annonces et d'articles (avec dessins à l'appui) publiés par les quotidiens et les hebdomadaires (particulièrement les journaux de mode), ainsi que neuf films qui ont été spécialement tournés dans ce but et qui sont donnés dans les cinémas publics avec la seule restriction qu'ils sont interdits aux enfants.

Epuration et Syndicalisme

*Le camarade Simond, des instituteurs du Rhône, nous communique l'article suivant refusé, après cinq mois d'attente, par l'*Ecole Libératrice*, l'organe du Syndicat National des Instituteurs. Nous le reproduisons volontiers.*

C'est une fâcheuse politique celle de l'autruche. Se boucher les yeux devant un problème ne supprime pas ce problème. Tarder à le résoudre ne fait que l'envenimer.

Nous continuons à penser et à dire que l'esprit de résistance a été abusivement confondu avec le syndicalisme. Aucun syndicaliste ne peut admettre que des différends d'idées, quelle qu'en soit l'importance, soient sanctionnés par un renvoi de la profession exercée, à plus forte raison, comme dans le cas Lavenir, par le vol de ses droits à la pension.

APPEL A LA RAISON

La question de la révision des sanctions est maintenant posée au grand jour.

Le 27 septembre, le bureau du S.N.I. a voté en effet une résolution dans laquelle :

« Il s'élève contre la campagne systématique de révision des sanctions d'épuration prononcées lors de la Libération. »

Il estime :

« 1° Qu'une demande quelconque d'étude de l'une d'elles ne saurait être envisagée si les événements nouveaux pouvant la modifier ne sont pas portés à la connaissance de la première instance ayant délibéré lors de la Libération ;

« 2° Qu'une instruction nouvelle ne devrait pas être ouverte sans avis favorable de cette instance. »

La prise en considération de ce vœu aboutit pratiquement au rejet de toute révision et s'oppose à la motion de la Loire et du Rhône retirée de l'ordre du jour du congrès de Nancy sur la promesse de Bonissel et de Delanoue d'envisager l'examen des cas étudiés par les sections.

Je cite :

« Le C.S. de la section du Rhône,

« Considérant que les sanctions prises au titre de l'épuration varient d'un département à l'autre, au point de donner l'impression d'une justice féodale ;

« Considérant que les fonctionnaires dits d'autorité sont souvent plus légèrement frappés que les fonctionnaires dits d'exécution, au point de donner l'impression d'une justice de classe ;

« Considérant que si l'on a consulté les organisations syndicales pour punir, on ne les a pas consultées pour amnistier ;

« Réclame une reconsidération nationale sur le plan universitaire de l'épuration entreprise au lendemain de la Libération, au sein du S.N. d'abord, dans ses organismes réguliers, et selon les principes unitaires démocratiques et prolétariens qui lui sont propres. »

Les faits étant exposés, qu'il me soit permis de rappeler quelques lignes parues sous ma signature dans l'*Ecole Emancipée* du 13 octobre 1947 :

« J'entends que des camarades s'étaient compromis : pas tant qu'on veut bien le dire en ne comptant pas les nombreux malins qui furent d'obscurs renégats sous l'occupation et grossirent ensuite les rangs des résistants de septembre.

« J'entends que certains camarades qui avaient lutté et souffert, perdu des êtres chers, se trouvaient alors dans un état d'esprit favorable à l'épuration. Mais je tiens à écrire ce que j'ai si souvent répété en éveillant peu d'échos.

« A la Libération, les syndicalistes pouvaient, au sein de leur organisation, blâmer ou exclure ceux qu'ils estimaient coupables : *ils n'avaient pas le droit* de se substituer à la justice et à l'administration pour proposer des sanctions ; ce n'était pas leur rôle. »

Cette prise de position avait soulevé quelques critiques, plus « dirigées » qu'individuelles d'ailleurs.

Il ne peut en être de même aujourd'hui où la période de fièvre de 1944 a été tempérée par d'amères désillusions.

Qui ne connaît des exemples de hauts personnages fortement compromis maintenant blanchis et redevenus tout-puissants !

Pour s'en tenir au « monde enseignant », on peut constater qu'un ministre de l'Education nationale de Vichy est rentré dans l'Université ;

Que son secrétaire général a été réintégré ;

Que le secrétaire du pire adversaire de la laïcité, Jacques Chevalier, a conservé son poste d'instituteur ;

Que la plupart de ceux qui font appel à des voies extra-syndicales obtiennent peu à peu satisfaction.

Dans ces conditions, allons-nous laisser les camarades qui nous *demandent directement justice* subir *seuls* des peines qui, par comparaison, apparaissent comme exagérées et souvent injustes ?

Pour ne prendre qu'un exemple, allons-nous refuser d'examiner le cas d'André Lavenir, poursuivi sous Daladier, déplacé par Vichy, révoqué sans pension à la Libération, qui, appliquant sa politique discutable de présence à tout prix, a réussi néanmoins à sauver de nombreux camarades des camps de concentration et de la déportation, à faire rapporter cinquante révocations, annuler plusieurs centaines de déplacements d'office, réintégrer plus de quatre cents francs-maçons ?

Qu'on m'entende bien : Il ne s'agit pas d'excuser « certains arrivistes conscients ou inconscients », de sauver des délateurs (y en eut-il vraiment parmi nous ?), mais de reconsidérer le cas de tous ceux qui acceptèrent des idées que nous pouvons ne pas approuver, mais qui ne relèvent que de la liberté de pensée.

Je sais que dans beaucoup de départements, les sanctions furent rares ou nulles.

Je sais que la question n'a pu préoccuper de bons camarades qui ignorent que dans le Rhône dix révocations ou mises à la retraite furent prononcées dont plusieurs avec suppression de pension, ce qui constitue un vol manifeste.

C'est pourquoi j'écris ces lignes à titre d'information, sans vain désir de polémique.

Humainement, l'erreur existe. Le bureau national ne s'est certes pas rendu compte qu'il est contraire à la justice (même bourgeoise...) de soumettre une révision de procès à l'organisation qui a condamné en première instance.

Je n'accuse personne : je demande à tous de repousser les solutions de facilité et de prendre nettement position.

Les instituteurs qui s'enthousiasment si promptement pour les causes généreuses, qui sont par tradition dans tous les combats contre les injustices, se doivent d'examiner le cas de *ceux qui font appel au jugement de leurs pairs.*

G. SIMOND.
25 novembre 1949

Avec les cheminots Force Ouvrière

Ce que, pour son format, on est convenu d'appeler la grande presse n'apporte pas au mouvement syndical Force Ouvrière la publicité que celui-ci serait en droit d'espérer s'il était, comme certains le prétendent, un appendice gouvernemental, ou une construction préfabriquée importée des U.S.A. A ce congrès des cheminots Force Ouvrière, réuni dans la grande salle de la Mutualité les 26, 27, 28 et 29 avril 1950, la table réservée aux journalistes est restée à peu près vide, ce qui, semble-t-il, ne serait pas arrivé à l'époque pas tellement lointaine où les quotidiens confiaient à des observateurs attentifs le soin de suivre le mouvement social. Même le journal du parti socialiste S.F.I.O. n'avait pas jugé utile de déplacer un rédacteur, ce qui, soit dit en passant, infirme l'accusation portée précédemment contre ce mouvement des cheminots, lors de sa naissance, d'être d'origine socialiste. Ou alors, c'est que les socialistes s'occuperaient bien peu de leurs enfants ! L'abstention encore plus totale de « Franc-Tireur », qui n'a pas publié une seule ligne sur le congrès, est tout à fait surprenante et risque de faire penser à une résolution prise d'ignorer systématiquement F.O.

Il y avait pourtant à ce congrès une chose à quoi les journaux sont ordinairement sensibles : le nombre. Non pas seulement quatre cents, comme l'a imprimé par erreur « Force Ouvrière » mais bien six cents délégués (588, chiffre officiel) composaient une assistance comparable à celle qui, voilà deux ans, procédait, au même lieu, à la constitution de la C.G.T.-F.O. elle-même. Il est juste de rappeler que les cheminots bénéficient de la gratuité du déplacement. Mais le séjour à Paris n'était pas gratuit, lui, il s'en faut ! Réunir six cents militants dans son premier congrès ordinaire constitue une preuve de vitalité de la jeune Fédération des cheminots, reconnaissons-le.

Quoique le nombre ne soit pas le souci exclusif du militant syndicaliste, il convient d'insister encore sur ce point et de noter que ces six cents délégués représentaient environ 400 syndicats, lesquels, selon des renseignements puisés à bonne source, et recoupés par le rapport financier très clair présenté au congrès, réunissent au minimum 40.000 cotisants réguliers. Ce n'est pas un chiffre formidable, cela ne représente, approximativement qu'un dixième de l'effectif total des cheminots, mais c'est tout de même important, surtout si l'on pense aux grandes possibilités matérielles, à l'appareil considérable et très actif de la « maison d'en face », aux difficultés de la situation, au désarroi des esprits, à la pauvreté des moyens financiers de F.O.

Deux traits suffisent à peindre l'assistance : elle était jeune, elle était libre. Elle comprenait une majorité de figures nouvelles pour qui se souvient encore des congrès de cheminots d'avant la guerre de 1939. Lorsque Clerc, un des rares « anciens » du bureau fédéral, eut terminé son exposé préliminaire et ouvert la discussion du rapport moral, le président constata l'inscription de 42 délégués désirant participer au débat. Il y eut quelque crainte pour l'horaire minutieusement établi (comme il sied dans les chemins de fer). Mais on s'arrangea très bien avec 10 minutes pour chacun. Tous purent ainsi très librement et très commodément dire ce qu'ils avaient à dire. Il n'y eut pas que des fleurs pour le bureau fédéral ; les exposés ne furent pas tous ordonnés, adroits, substantiels ; mais ils étaient indiscutablement sincères et dégagés de l'esprit manœuvrier apanage des vieux routiers de congrès, sans autre précaution oratoire que celle-ci, qui revenait comme un leitmotiv : « C'est la première fois que je prends la parole devant un congrès fédéral... »

Quelques orateurs évoquèrent l'unité d'action avec les communistes — mais seulement pour la condamner ; pas une voix ne s'éleva en sa faveur. Ce n'est pas rejeter l'union ouvrière : c'est seulement constater l'impossibilité d'agir avec ceux pour qui le mouvement syndical ne représente plus qu'un instrument. Quelqu'un évoqua un article de Monmousseau où le héros de la grève des cheminots de 1910 avait affirmé la nécessité de planter le poteau-frontière soviétique à Saint-Nazaire. L'orateur répondit que les cheminots syndicalistes refusaient de s'enrôler pour cet objectif militaire et politique si nettement avoué.

Mais les débats furent surtout consacrés aux deux préoccupations actuelles des cheminots : les salaires ; la situation de la S.N.C.F.

Echelle mobile et productivité

Il est malaisé de se retrouver dans les « échelles », les « échelons », les « filières » et les « coefficients », qui, avec le reclassement et les questions « catégorielles », passionnent, comme il est normal, les militants cheminots. Aussi bien faut-il dégager le problème des salaires de considérations, certainement importantes pour telle ou telle catégorie, mais non primordiales pour l'ensemble. Il ne s'agit pas de négliger les questions accessoires, mais de leur donner la place qui leur convient.

L'essentiel du problème a été dit à ce congrès dès le moment où Clerc a enregistré l'échec de la position de la C.G.T.-F.O. Force Ouvrière voulait obtenir la baisse des prix pour revaloriser le pouvoir d'achat des salaires. Or, malgré des efforts méritoires, mais dispersés, les prix n'ont nullement diminué. Quelques baisses ont été annulées par des hausses sur d'autres produits. Si l'on tient compte du début de l'augmentation légale des loyers, il faut admettre que le pouvoir d'achat des salaires a encore diminué. Les responsables du budget familial le savent bien et s'en rendent plus vite compte que les statisticiens. Ceux-ci n'ont pourtant pas pu masquer le fait.

Selon les derniers chiffres connus, l'indice d'ensemble des prix de détail à Paris (34 articles) — celui-là même qui servait de base autrefois à la convention de la presse parisienne — est passé en mars à 1.906 et en avril à 1.922, contre une moyenne mensuelle de 1.817 l'année dernière (base 100 en 1938).

Ainsi, force est bien de constater que, au lieu de rattraper le décalage existant entre leur « standing » de 1938 et celui d'après-guerre, les travailleurs français voient leurs moyens se réduire encore.

On aura une idée assez précise de cette réduction en comparant deux chiffres. L'indice déjà cité de 1.922 en avril 1950 représente une multiplication des prix de 1938 par vingt. Or l'indice du salaire du manœuvre homme de la métallurgie parisienne (le « manœuvre-balai » qui servait jusqu'ici de base à tous les calculs de salaires) ne représente, même compte tenu de la récente augmentation de 5 %, qu'une multiplication par dix du salaire de 1938. L'augmentation des salaires atteint à peine la moitié de l'augmentation des prix.

Certes, le reclassement a pu apporter aux cheminots des compensations que la plupart des ouvriers de l'industrie privée attendent encore, et certains avantages particuliers obtenus et maintenus grâce à l'action syndicale ont pu leur éviter une chute aussi verticale du niveau de vie. On doit cependant noter qu'ils n'ont, récemment, touché qu'une indemnité provisionnelle à valoir sur les augmentations futures, et l'on conçoit fort bien leur attente d'une tactique syndicale nouvelle en matière de salaires.

Le secrétaire général de la C.G.T.-F.O., Robert Bothereau, a senti ce besoin, et c'est d'applaudissements vigoureux que le congrès a salué l'annonce de la revendication de l'échelle mobile des salaires, revendication logique, indispensable, urgente.

Si l'on est vraiment décidé à lancer ce mot d'ordre et à en assurer le succès, il convient de ne pas en diminuer l'importance ni la valeur. L'échelle mobile doit garantir le pouvoir d'achat du salaire. Elle le plafonne, c'est exact. Mais pour l'instant, il s'agit essentiellement de le rétablir, de le remonter au palier qu'il avait atteint en 1938. Cette nécessité paraît absolue si le mouvement syndical Force Ouvrière entend accomplir son premier travail de défense des travailleurs.

Pourquoi parler, dès maintenant, d'une échelle mobile qui serait accrochée à la productivité ? Pour sacrifier à la mode ? Sûrement pas ! Mais, pratiquement, qu'est-ce que cela pourra rapporter de plus ?

Il a déjà été fait un sort à cette idée, prétendument nouvelle, par une caricature représentant la productivité comme la carotte que l'on balance devant l'âne pour lui faire tirer sa charrette toujours plus fort. La formule a eu son succès devant le congrès. Cela ne veut pas dire que les cheminots se désintéressent de la question. Bien au contraire. Mais ils ont les pieds dans le réel, et, comme tous les travailleurs, ils se rendent parfaitement compte que si l'équilibre économique a été rétabli, c'est, pour la plus grande part, au détriment de la classe ouvrière.

La solution du problème des salaires est dans le rajustement sur 1938, avec institution de l'échelle mobile fondée sur l'indice des prix. Aussi simple que cela paraisse sur le papier, cela implique un effort considérable des syndicats.

Situation difficile de la S.N.C.F.

Pour cet effort, les cheminots se heurtent à un gros obstacle. La S.N.C.F. se trouve pour le moment dans une situation difficile. Le secrétaire confédéral André Lafond, cheminot, a donné à ses collègues deux chiffres qui en disent long. Il y a actuellement dans les parcs de la S.N.C.F. 150.000 wagons inutilisés. Le déficit de 1950 serait déjà de l'ordre d'environ 100 milliards de francs.

D'autres chiffres précisent encore la gravité de la crise des chemins de fer. La moyenne hebdomadaire des wagons chargés, 237.000 en avril 1938, est tombée à 204.000 en avril 1950. Les recettes de la semaine au 29 avril 1950 sont de 4.747 millions de francs contre 5.415 millions pour la semaine correspondante de 1949 (ramenée aux tarifs actuels). On remarque notamment une baisse considérable du transport du charbon, dont le stock à fin avril dépasse deux millions de tonnes.

Il n'apparaît pas que le congrès ait réservé à cet état de crise toute l'attention nécessaire. Lacune d'autant plus regrettable que le rajustement des salaires entraîne fatalement dans les chemins de fer une répercussion sur les tarifs, et qu'une des causes du déficit réside précisément dans le fait que les tarifs sont déjà trop élevés par rapport à ceux des transports routiers.

Cette situation n'est pas nouvelle et n'est pas imputable à la nationalisation. Mais la suppression de la concurrence routière sous l'occupation l'avait fait quelque peu oublier. Elle se retrouve aujourd'hui avec une acuité accrue.

Comment résoudre cette grave question ? Les cheminots ont d'autant plus à s'en préoccuper qu'ils sont déjà, partiellement, les gestionnaires de leur exploitation, les propriétaires de leur outil, puisqu'ils ont cinq représentants (dont un seul pour Force Ouvrière) au conseil d'administration de la S.N.C.F.

Ce qu'on peut appeler la solution paresseuse, c'est l'appel constant aux finances de l'Etat, qui aboutit à faire peser le déficit sur l'ensemble des prix.

Un délégué du réseau de l'Est, le camarade Quincy, n'a pas craint de dire au congrès que les cheminots ne devraient pas chercher au dehors la solution du problème, que cette solution se trouvait en eux-mêmes, dans leur effort pour s'élever du stade revendicatif au stade constructif.

— La solution est en nous ! Nous devons être capables d'équilibrer l'exploitation des chemins de fer !

On peut saluer cette affirmation de principe comme une preuve que les travailleurs des chemins de fer ne renoncent pas à l'objectif essentiel du mouvement syndical.

Mais une affirmation de principe ne suffit pas. Il faut examiner la situation dans tous ses détails et trouver des solutions positives dont l'urgence est indiscutable.

La solution étatique, constitution d'une société nationale des transports qui absorberait les transports routiers, ou renforcement de la taxation des routiers pour élever leurs prix au niveau de ceux de la S.N.C.F., ne ferait probablement que déplacer le problème.

Le duel du rail et de la route ne pourrait-il se transformer en leur union par une collaboration des organisations syndicales des cheminots et des routiers ? L'avenir des chemins de fer et, par conséquent, des cheminots en dépend.

***

La jeune équipe du bureau fédéral des cheminots Force Ouvrière a, on le voit, du pain sur la planche. A l'issue de ce beau congrès, il faut lui souhaiter bon courage et bonne chance.

CHAMBRICE.

« LA SAGA DES D.P. »

Tel est le titre d'un important numéro du **Bulletin du Groupe de Liaison Internationale** tout entier consacré à l'importante, à l'angoissante question des « personnes déplacées ».

Ce bulletin, conçu comme les précédents, représente un effort de documentation objective, d'information sincère. On a gardé le souvenir du numéro spécial consacré au travail forcé en U.R.S.S. et qui contient des documents irréfutables d'origine soviétique.

On peut se procurer le numéro 4 **(La saga des D. P.)** et les numéros précédents en s'adressant :

— soit à la Documentation Economique et Syndicale, 198, avenue du Maine, Paris-14e — CCP 5450-00.

— soit à Walusinski, 78, rue de l'Université, Paris-7e.

— soit à Charles Cordier, Lycée Marcel Roby, Saint-Germain-en-Laye (S.-et-O.). CCP Paris 527-672.

Les Centres d'apprentissage base de l'éducation ouvrière

Les réunions pascales des syndicats de l'Enseignement ne semblent pas modifier l'orientation actuelle du syndicalisme universitaire. Mais il n'est pas inutile de fixer l'attention sur les débats de la Commission administrative de la Fédération de l'Education Nationale Force Ouvrière élargie le 3 avril dernier aux militants de l'Enseignement primaire, secondaire et technique présents à Paris. C'est là, peut-être, que « l'essentiel » a été le mieux entrevu et le plus nettement posé. L'essentiel... c'est-à-dire la place du syndicalisme universitaire au sein du syndicalisme ouvrier.

La confusion « autonome » a en effet déterminé un conflit entre deux conceptions de l'action F.O. dans l'Enseignement — conflit qui ne peut être résolu actuellement, mais qui engage un avenir peut-être plus proche qu'on ne le pense. Dans presque toutes les catégories la majorité des militants demeurent dans les organisations autonomes qui, par leur importance numérique, dominent sur le plan corporatif. A l'exception de quelques individualités dans le Secondaire et le Technique (branche : Ecoles), de deux ou trois sections d'instituteurs exclusivement F.O., presque tous les camarades de la Fédération F.O. adhèrent à la Fédération autonome et y militent. Anomalie que l'on ne peut condamner — acceptable, si elle se place sous le signe du provisoire — justifiée, si elle est efficace, c'est-à-dire si l'on ne se contente pas d'une adhésion purement... « morale » à la C.G.T.-F.O. Mais la réaction qu'elle a provoquée — inévitable, facilement prévisible — nous paraît aussi salutaire que normale.

Deux syndicats de la Fédération F.O. se sont constitués, lors de la scission confédérale, par la rupture non seulement avec la C.G.T., mais avec les éléments staliniens (qui dans l'Enseignement, en dépit de leurs affirmations publiques, souhaitent le prolongement de l'expérience autonome, favorisant toutes leurs opérations de noyautage). Deux syndicats rejettent la formule « autonome » qu'ils jugent « impensable » et affirment que la scission ouvrière imposait un choix immédiat. Et naturellement cette fidélité à la base fondamentale du syndicalisme universitaire s'explique par le caractère de classe des corporants et des groupements. C'est le *syndicat du petit personnel* et celui des « Centres d'apprentissage ».

Un aspect de la réforme de l'enseignement

Fixons notre attention sur ce dernier qui tenait son congrès à Paris, au début des vacances. La presse évidemment n'a parlé que de son « homologue » cégéto-stalinien. Or le syndicat national F.O. semble aujourd'hui capable de tenir en échec le syndicat de la C.G.T. et de surclasser nettement celui de la C.F.T.C. Mais ce n'est pas seulement pour des raisons de tendance que les syndicalistes doivent s'intéresser à la question des « centres d'apprentissage ».

Nous ne cesserons pas de répéter qu'une « Réforme de l'Enseignement » vraiment syndicaliste doit subordonner la formation des... « élites » à l'éducation de la jeunesse ouvrière — de celle (comprenant de 45 à 50 pour cent de toute la jeunesse française) dont la « scolarité » s'arrête à 14 ans. Elever cet âge maximum sera sans portée réelle, si l'on n'intègre pas complètement « l'apprentissage » et la formation professionnelle dans l'Enseignement, si l'on ne donne un sens beaucoup plus large au mot « scolarité ». En marge des établissements classiques, modernes et techniques — qui par leurs programmes et leurs cadres gardent le caractère d'institutions permanentes à l'évolution lente — l'attention doit se porter sur les organismes souples, s'adaptant aux nécessités économiques, sociales et locales où l'orientation professionnelle ne contrarie pas les vocations tardives. Les cours complémentaires de l'Enseignement primaire — ruraux et urbains — avaient été créés pour jouer ce rôle particulier dans une scolarité dont le prolongement demeurait facultatif.

Avec une tendance plus nettement ouvrière, les centres d'apprentissage représentent actuellement le même esprit. Tout justifierait la coordination de ces deux activités, l'accord de ces deux catégories. La lamentable « course aux coefficients » explique de déplorables malentendus, que l'on dissiperait aisément, si l'on s'élevait au-dessus des égoïsmes de catégories, renforcés par la vanité des titres.

On a déjà noté le caractère spontané et empirique du développement de l'enseignement technique. C'est encore plus net dans la naissance et la prolifération des centres d'apprentissage. Des nécessités mouvantes et contradictoires expliquent la complexité des problèmes posés. Un personnel multiple : directeurs et directrices de centres, chefs de travaux, professeurs de technique théorique et de technique appliquée, professeurs d'enseignement général, économes, assistantes sociales et infirmières, surveillants et surveillantes, personnel des services économiques — un recrutement hétérogène avec une majorité d'anciens ouvriers possédant une haute qualification professionnelle et qui font observer que « *la somme de connaissances théoriques et techniques que suppose la pratique parfaite d'un métier de base* » est au moins équivalente à celle que représente la science d'un bachelier.

Régulariser la situation de tous, imposer un statut pour toutes les catégories en attendant la « fonctionnarisation générale », ce sont là les premières tâches du syndicat. Mais celui-ci n'entend pas limiter son action à ces objectifs corporatifs.

L'Enseignement technique en général, les centres d'apprentissage en particulier demeurent assez sérieusement menacés. On veut les atteindre par le moyen des restrictions budgétaires, en justifiant celles-ci par quelques abus dont un certain désordre et la politique de clientèle des staliniens furent les premières causes. Mais ce n'est là qu'un prétexte. Le patronat condamne les centres d'apprentissage, où l'enseignement général tient une place honorable, parce qu'il entend monopoliser l'apprentissage à son profit. Des préventions, provoquées par la « politisation » des centres, persis-

tent dans les milieux universitaires, parlementaires et administratifs et gênent quelque peu l'effort de nos camarades.

La lutte contre l'arbitraire politique

Raison de plus pour soutenir cet effort. Car il s'agit de liquider un double héritage. Celui de Vichy qui avait tenté d'encadrer la jeunesse dans les centres placés sous le signe du « maréchal ». Celui des staliniens qui, dans le même esprit totalitaire, ont occupé l'Enseignement technique en plaçant leurs créatures à tous les postes responsables : de la direction du ministère aux directions de centres en passant par les inspections. Si l'on ajoute aux effets de cette colonisation, la dangereuse concurrence des centres privés — patronaux ou confessionnels — on appréciera l'audace des militants syndicalistes, pour qui la scission confédérale a vraiment marqué l'heure de la libération.

Il faudra demander à l'un de nos amis du syndicat de consacrer, à cette importante question, la place qu'elle mérite dans une revue syndicaliste révolutionnaire. Contentons-nous aujourd'hui de préciser les tendances fondamentales de leur action qui ne tend pas seulement à libérer un personnel soumis à des chefs ou très engagés en Stalinie ou pas assez hardis pour se dégager. Il s'agit aussi d'arracher la jeunesse ouvrière à un encadrement politique réalisé dès la sortie du centre, après avoir été soigneusement préparé par une propagande à l'intérieur du centre, que l'administration encourage ou tolère.

Assurer la sécurité du personnel, afin de l'armer contre les politiciens, devient donc une nécessité urgente. Mais il importe aussi de répondre à des critiques patronales — quelquefois pertinentes — en fournissant aux centres l'équipement indispensable, en les spécialisant, en les adaptant aux nécessités économiques, aux besoins de main-d'œuvre qualifiée, à l'évolution des techniques.

Tous les syndicalistes de l'Enseignement, que l'autonomisme n'a pas corrompus, que le corporatisme n'aveugle pas, comprendront-ils pour la soutenir — même en perdant des points dans la course aux coefficients — la mission qui incombe aujourd'hui au syndicat F.O. des Centres d'apprentissage, dont les militants — nous l'avons constaté à leur congrès — se retrouvent naturellement aux sources du syndicalisme universitaire : esprit ouvrier, lutte contre l'arbitraire politique et administratif, respect de la dignité ouvrière ?

Il y a un demi-siècle, c'étaient des instituteurs — ruraux en majorité — qui avaient déterminé le mouvement, aux lendemains des secousses de l'affaire Dreyfus, en prenant conscience de la duperie de la démocratie bourgeoise. A ces enseignants de souche paysanne, succèdent des ouvriers devenus enseignants qui ont apprécié la sinistre duperie de l'étatisme totalitaire. Nous n'en sommes ni surpris ni contrariés. Que ceux-ci s'inspirent de l'exemple de ceux-là, en joignant au courage dont ils ne manquent pas l'autre qualité essentielle des pionniers : la persévérance !

Roger HAGNAUER.

A PROPOS DU CONGRÈS DE PAQUES DU S.N.E.S.

Enseignements de l'autonomie

Suivre les débats d'un congrès syndical comme celui du S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire, affilié à la F.E.N. autonome) n'est pas en soi chose assez passionnante pour qu'il puisse être question d'en faire ici un compte rendu. Et puis il faudrait que très consciencieusement j'en aie moi-même suivi avec toute l'attention possible les longs débats. Ce n'est pas le cas et certains camarades pourraient me reprocher ce dilettantisme apparent. Apparence seulement car la réalité est autre, que je laisserai deviner au travers de ces quelques remarques.

Pour bien comprendre le congrès d'un tel syndicat, il faut savoir qu'il groupe de très nombreuses et très diverses catégories de fonctionnaires. La longue évolution qui a amené la majorité du personnel des lycées et collèges à se syndiquer a permis aux plus conscients des syndicalistes de l'enseignement secondaire de comprendre que les buts à atteindre justifiaient, nécessitaient cette union des efforts en un seul syndicat. Est-ce parce que cette union n'est achevée que depuis peu (l'entrée dans le syndicat du personnel de l'intendance ne date que de quelques années, la fusion des collèges classiques et des collèges modernes est plus récente encore) ? Est-ce parce que cette union des catégories ne supprime évidemment pas les catégories ? Est-ce parce que les luttes pour le reclassement et la révision des statuts ont avivé ou ressuscité des querelles, des rivalités, où l'esprit syndicaliste, faut-il le dire, n'a aucune part ? Toujours est-il que rien n'est plus facile, en une telle assemblée, de susciter les débats les plus épineux et les plus interminables en soulevant l'un des éternels problèmes qui nourrissent la hargne et l'envie de tous ceux pour qui la solidarité, la fraternité syndicales ne devraient jamais jouer qu'à leur profit.

On comprend, dans ces conditions, que des occasions aussi séduisantes soient saisies par de nombreux orateurs. Cela ne suffit évidemment pas à expliquer la longueur des débats (trois journées et demie et deux séances de nuit), mais c'est un premier aspect qui me paraît important. D'autant plus que la minorité cégétiste, craignant par-dessus tout l'isolement, voit dans la lutte démagogique des revendications de catégorie un terrain rêvé de propagande. Elle y mêle, avec un art de la manœuvre qu'il faut lui reconnaître, des questions de personnes qui lui permettent de relever l'autorité de certains de ses militants à qui la palme du martyre refait une vertu.

Mais il faut dire aussi que les débats ne sont pas toujours demeurés dans ces bas-fonds de la rivalité intestine. Les séances de commission, encore que très insuffisantes dans leur durée pour certaines d'entre elles tout au moins, ont représenté un effort sérieux. L'animation des débats montra seulement que leur travail n'avait pu être poussé assez avant ou que les sujets intéressaient beaucoup de camarades. Un après-midi sur les questions internationales, ce n'est, en quantité, pas si mal. Quant au résultat, il faut signaler la défaite des staliniens, ce qui ne signifie pas nécessairement un résultat très positif pour le syndicalisme.

Ici, j'entends déjà l'objection de bons camarades de la majorité : que demander de mieux ? N'est-il pas fait barrage à toutes les initiatives incongrues des cégétistes ? N'est-il pas répondu à leurs cri-

tiques ou à leurs informations tendancieuses de la façon qui convient, c'est-à-dire en montrant où est la vérité et en donnant les preuves suffisantes ?

Le débat sur les questions internationales illustre cette objection que je me fais à moi-même : Hambourger, le secrétaire aux questions internationales, d'une part, notre ami Ruff, d'autre part, ont eu l'accord du congrès, tant sur la question de la Confédération Mondiale des Enseignants que sur la question d'Indochine. Mais quoi ! Il aura fallu tout ce temps pour discuter, sans peut-être convaincre aucun de ceux qu'il faudrait démystifier, des principes de la liberté et de la paix avec ceux qui acceptent que ces principes soient foulés aux pieds par leur grand chef infaillible !

La plus importante des associations d'enseignants aux U.S.A., la N.E.A., pratique-t-elle la discrimination raciale comme le prétendent les staliniens ? Les enseignants « progressistes » y adhèrent-ils, comme le dit Hambourger ? L'absurdité d'un tel débat ne réside pas dans les questions posées, mais dans la personnalité d'une partie des interlocuteurs, ceux qui sont si scrupuleux sur le respect de la démocratie, le respect des libertés aux U.S.A., mais qui approuvent en même temps la plus vaste entreprise concentrationnaire de tous les temps. Les mêmes considèrent attaquées les libertés universitaires en France, mais ces libertés garanties dans le pays où le syndicat n'est qu'un organe de transmission des ordres d'un pouvoir ultra-centralisé. Les mêmes staliniens soutiennent l'organisation de cellules « communistes » d'élèves des lycées et collèges et votent avec la majorité une motion condamnant toute propagande politique à l'intérieur des établissements, quels qu'en soient les instigateurs. Il est remarquable, d'ailleurs, que les militants du S.N.E.S., longtemps insensibles aux attaques antilaïques, ne semblent pouvoir prendre conscience simultanément des deux périls qui guettent l'école laïque : l'ancien (et toujours actuel) et le nouveau, le papal et le maréchalesque. Syndicalement ce dernier est plus subtilement dangereux, car il est dans la place. Le responsable stalinien de la commission d'action laïque n'a-t-il pas le front d'affirmer que l'objectivité n'est pas le fort de certains professeurs fanatiques ? Puisqu'il ne donne pas de précision, il faut croire qu'il s'agit de fanatiques de notre genre qui ne prenons Lyssenko que pour un agent gouvernemental et qui prétendons encore que le théorème de Pythagore n'a pas été démontré par Lobatchewsky.

Un moine a dit, avec les apparences de la raison, que la manifestation la plus parfaite de la liberté résidait dans l'abandon de celle-ci aux mains du supérieur de son ordre. Il y a là une logique puérile qui a toujours eu la faveur des intellectuels. Il est normal qu'un certain nombre y succombe. Il est normal et encourageant que ceux qui y résistent conservent l'espoir de ramener ces fanatiques (car pour nous, c'est en cet abandon de soi-même, de son propre jugement au profit d'un maître tout-puissant, d'une doctrine toute-puissante, totale, que réside le fanatisme) à une plus simple et plus juste conception des tâches difficiles qui attendent les hommes libres. Il est navrant, au contraire, qu'entre ces fanatiques qui croient sans voir et sans réfléchir et ces hommes, — tout simplement — il y ait un marais d'indifférents à qui suffit la lutte pour un surclassement de leur catégorie (il y a des histoires dites de cadre unique qui dépassent ce que les meilleurs humoristes ont pu imaginer), et tout juste au-dessus de ces professeurs du porte-monnaie des collègues qui se considèrent comme des spécialistes qui du latin, qui de l'histoire, qui des mathématiques et ne veulent pas — à la légère, disent-ils — prendre parti. En attendant, ils s'en tiennent à cette règle du bon sens des personnages de Molière qui veut que la vérité soit au milieu et qu'en ne pensant rien on est au milieu.

Cela explique, selon moi, que ce congrès se soit déroulé si longuement sans qu'aucun débat sur l'orientation syndicale ait pu être ouvert. Le fait n'est pas nouveau. Dans les quelques congrès qui ont suivi la libération et précédé la scission, un seul, à notre souvenir, permit aux thèses opposées d'être confrontées. Depuis l'an dernier de nouveaux statuts assez étranges prévoient le dépôt des motions d'orientation **avant** le congrès. Les votes sur ces motions fixent partiellement la composition de la commission exécutive. On devine que, les résultats acquis, les congressistes jugent inutile de discuter sur ce qui n'a plus, pour beaucoup d'entre eux, qu'un intérêt historique.

Comment les choses se sont-elles passées, lors du dépôt des motions et des listes de candidats ? Sous le prétexte que les cégétistes forment une « tendance » fortement disciplinée, la majorité sortante, favorable à l'autonomie, a défini la motion présentée par certains d'entre nous comme une motion de « tendance F.O. », alors que justement nous entendions montrer qu'il n'y a pas de tendance F.O. Le problème de l'affiliation confédérale n'est, selon nous, qu'un aspect de l'orientation syndicale, un aspect à vrai dire plus important sur le plan de la fédération que sur celui du syndicat. Certains « autonomes purs », comme ils se disent, et qu'il vaudrait mieux appeler des « autonomes-autonomistes » ont vu dans notre « manœuvre » un danger. Ne s'agissait-il pas de faire front, tous syndicalistes libres unis, contre ceux qui n'agissent qu'aux ordres d'un parti (lequel, etc...) ? Une prise de position aussi nette avait de quoi effrayer les spécialistes (du latin, des mathématiques...), plus haut cités, de quoi rebuter aussi, et cela est plus grave, ceux qui voient dans le refus d'une telle prise de position la meilleure garantie contre les risques futurs d'une épuration de l'enseignement du genre de celle qui a été opérée dans les démocraties populaires. La majorité des « autonomes-autonomistes » s'en est tirée en définissant à sa manière l'autonomie syndicale, qui n'est plus une position (provisoire) mais une doctrine (permanente ?), qui permettra aux syndicats de l'enseignement de prendre « les initiatives les plus hardies » (c'est dans la motion) ; quant à la définition elle-même, elle est singulièrement mince, et pourtant creuse, eu égard à ces vastes ambitions : est autonome qui se déclare d'accord avec la majorité du bureau sortant. On pourrait croire, de l'extérieur, que la « grande doctrine » est ainsi ramenée à la plus plate question de personne et qu'il y a des « bonzes » qui tiennent à leur place. Or, au contraire, je crois qu'il n'en est absolument rien.

Alors, la « grande doctrine » n'est-elle pas seulement une façade, une étiquette conservée par tradition ? Malgré certains bons militants en qui nous pouvons garder confiance, en dépit de leurs efforts courageux et sympathiques pour conserver la vie, l'atmosphère syndicales à ce grand corps sans âme, n'y a-t-il pas une force d'inertie supérieure dans ses effets à la volonté, aux efforts des meilleurs et qui ramène le syndicalisme des professeurs vers la forme, très peu syndicale, très voisine de « l'amicale », où se complaisaient, avant guerre, tous ceux qui, aujourd'hui, aspirent au moment où, pour résoudre leurs petits problèmes, ils pourront dire : « Enfin seuls ! » ?

G. WALUSINSKI.

P. S. — A la relecture, ces remarques me paraissent bien incomplètes. J'ai craint, par exemple, d'être accusé de partialité systématique dans mes appréciations. Je n'ai pas suffisamment dit combien

les interventions de Ruff avaient, en général, dépassé les meilleures. Et pourtant, là est peut-être le fait le plus significatif, — et décourageant. Il semble que le langage syndicaliste, la majorité accepte avec plaisir de l'entendre et, au fond, l'approuve ; mais dans l'immédiat l'effort demandé est trop grand pour passer de l'approbation à l'action. La majorité se satisfait de grandes déclarations et d'une action à la petite semaine que la résistance aux manœuvres staliniennes suffit à meubler. — W.

Une déclaration du Groupe d'études syndicalistes de Lyon

La situation actuelle se caractérise par l'influence déterminante des problèmes internationaux. La division du monde en deux blocs d'intérêts opposés domine et écrase la libre détermination des travailleurs et du mouvement syndical de chaque pays.

D'une part, le camp de l'impérialisme américain comprenant, à des degrés divers, toutes les forces traditionnelles du capitalisme.

En France, patronat, gouvernement et toutes les classes dirigeantes viennent de marquer leur opposition fondamentale à la classe ouvrière et leur volonté de lui reprendre les avantages cédés au lendemain de la libération du territoire.

D'autre part, le camp de l'impérialisme russe, représenté par les Etats dits « démocraties populaires » et les partis « communistes » nationaux.

En France, le P.C.F. et les organisations qu'il contrôle et plus particulièrement la C.G.T.

L'assujettissement évident de cette dernière, par le canal de ses dirigeants, se manifeste par son agitation politique permanente, mais stérile quant aux objectifs revendicatifs des travailleurs. Son but final reste bien le renversement du régime actuel, mais pour le remplacer par une économie étatique reposant sur un régime policier excluant toute indépendance syndicale.

En face de ces deux blocs, la naissance de l'Internationale de Londres n'autorise encore que de faibles espoirs. En France, les forces saines, parce que libres et autonomes, de la classe ouvrière sont divisées et condamnées ainsi à l'impuissance. Elles sont contraintes trop souvent de subir et de suivre la C.G.T., au détriment des travailleurs.

L'échec des mouvements revendicatifs accentue et précipite la désaffection syndicale et risque de rejeter de nombreux militants dans un syndicalisme de secte ou un corporatisme étroit.

Le mouvement syndical doit-il s'intégrer dans un bloc ?

Notre seule chance de salut, celle de tous les travailleurs du monde, consiste à construire une force autonome et démocratique de la classe ouvrière, capable de lutter contre tous les oppresseurs, américains, russes ou français.

Ces constatations nous amènent à préciser que seul un regroupement de syndicalistes libres (respectueux des principes de fédéralisme, de démocratie et d'indépendance à l'égard de tout parti, église ou gouvernement), prélude au regroupement syndical, peut permettre de s'opposer au double danger :

a) du capitalisme privé et de ses forces réactionnaires, donc dictature de l'argent.

b) de la déviation du syndicalisme politique intégré dans un Etat dictatorial.

Et, d'autre part, **donner une orientation saine à la classe ouvrière pour engager le véritable combat de défense des revendications, meilleure forme de lutte contre les dangers de guerre et de dictature.**

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Dès aujourd'hui, nous voulons essayer de préparer un tel regroupement de tous les militants, à quelque centrale qu'ils appartiennent, voire même s'ils sont actuellement inorganisés.

Les événements posent des problèmes généraux, des objectifs revendicatifs, que les syndicalistes doivent étudier ainsi que les moyens d'action propres à les résoudre.

Leur étude et leur discussion renoueraient avec les saines traditions démocratiques du mouvement syndical, développeraient l'esprit de compréhension mutuelle indispensable à tout travail commun entre militants d'origines différentes et permettraient de dégager l'orientation générale utile à l'action de tout syndicaliste.

C'est pourquoi, les camarades soussignés décident de constituer un groupe d'études dont la structure et le fonctionnement seront déterminés par les règles et principes démocratiques du mouvement syndical.

Appellent tous les syndicalistes approuvant les lignes générales de cette déclaration, à participer à la vie et aux débats du groupe.

Ont signé cette déclaration, des camarades de :

C.N.T., C.G.T., C.F.T.C., F.O., Inorganisés, Métaux ;

F.O., C.G.T. : Sécurité sociale ;

F.O. : Produits chimiques, Hospices civils ;

Reconstruction, U.C.E.S. et Révolution Prolétarienne.

COMMENTAIRES

Après les initiatives de Grenoble et de Saint-Etienne, des camarades de Lyon viennent de constituer un groupe d'études syndicalistes.

A l'issue de leurs premières réunions, ils ont élaboré la déclaration ci-dessus. Certes nécessiterait-elle de longs commentaires !

Il suffira pour l'instant de se reporter aux numéros précédents de la **R. P.** pour connaître la pensée et les soucis des camarades.

Cependant certains termes pourraient choquer l'esprit de militants n'ayant pas participé aux débats, aussi j'apporterai quelques précisions.

Nous disons : « Notre seule chance de salut consiste à construire une force autonome et démocratique de la classe ouvrière. »

Il n'est pas question, comme certains le craignaient, de créer une nouvelle centrale autonome. Nous pensons tout simplement que, pour l'avenir et quels qu'en soient les délais, la seule solution de paix face aux deux blocs sera le fait d'un mouvement syndical uni, comprenant tous les courants respectueux de la démocratie ouvrière, indépendant de tout parti, gouvernement, secte, église, se déterminant par lui-même et pour lui-même.

Aujourd'hui, plus modestement, nous voulons préparer un regroupement de tous les militants qui souscrivent à la nécessité de l'union des forces syndicalistes libres, et tel est le premier objectif du cercle d'études.

Un autre problème fort controversé fut celui de la discipline du cercle.

Pour nous il ne saurait y avoir d'autre discipline que celle des syndiqués de l'organisation à laquelle appartient chaque camarade.

La preuve en a été faite lors de notre seconde réunion. Le sujet de discussion à l'ordre du jour était : « Les conventions collectives ».

Chacun sait que les camarades de la C.N.T. sont contre le principe même de ces conventions. Il ne pouvait donc s'agir de leur imposer une discipline qui les aurait conduits à s'opposer à leur syndicat.

La discussion très animée a permis à chacun d'entendre les arguments divers et d'enrichir sa pensée, de comprendre pourquoi tel camarade d'une autre centrale pense de telle façon.

C'est encore là un objectif du cercle que d'apprendre à chacun à connaître des camarades d'origines différentes, procédant de méthodes de raisonnement différentes, ayant des positions différentes, mais tous désireux au même titre de lutter pour un même objectif qui s'impose à nos yeux comme une nécessité : le regroupement des forces syndicalistes libres.

Enfin une dernière explication sur la participation de camarades inorganisés à notre cercle.

Nous pensons que c'est là une des caractéristiques de la situation actuelle. En effet ce non-sens pour un cercle syndicaliste n'en est pas un dans l'immédiat.

Nous comprenons, précisément devant l'éparpillement des forces saines du mouvement syndical, que des camarades pour la plupart ex-responsables de sections ou de syndicats, se posent pendant un certain temps le problème de leur appartenance à une centrale.

Le cercle devrait précipiter leur participation à l'action quotidienne, leur faire prendre conscience qu'il est impossible de rester inorganisés, et faciliter dans une certaine mesure leur choix pour une organisation.

Quelques mots sur la composition de notre cercle et ses projets pour l'immédiat.

Au départ ce sont les camarades métallurgistes qui constituent l'ossature puisque, aussi bien, nous y trouvons des ouvriers, employés, techniciens et cadres appartenant à toutes les centrales et courants existant dans la région : C.F.T.C., C.N.T., C.G.T., C.G.T.-F.O. (il n'y a pas d'autonomes à Lyon à notre connaissance) et **Reconstruction, U.C.E.S.** et **Révolution prolétarienne.**

Il est possible d'entrevoir dès aujourd'hui la participation active de militants d'autres syndicats tels que : Hospices civils, Sécurité sociale, Produits chimiques, Municipaux, qui ont assisté aux premiers débats.

D'autres contacts sont en cours et notamment du côté de l'Enseignement. Aussi avons-nous des raisons d'espérer dans le développement et le rayonnement de notre cercle.

Nous donnerons d'autres détails sur sa vie et son organisation dans les mois qui viennent. Nous aimerions que les camarades nous adressent leurs objections, voire leurs suggestions susceptibles de nous éviter des erreurs ou de faciliter notre travail et pour cela nous faisons appel à toutes les bonnes volontés.

F. FUVEL.

Aux camarades lyonnais nous signalons que les prochaines réunions se tiendront à la Brasserie de l'Etoile, cours Gambetta, les :

Vendredi 19 mai. Sujet de discussion : **La productivité.**

Vendredi 1er juin. Sujet de discussion : **Le pouvoir d'achat et les moyens d'action pour l'améliorer.**

Aux camarades habitant la banlieue ou le département, nous indiquons qu'une réunion extraordinaire sera prévue pour un dimanche matin.

S'adresser provisoirement au camarade : Fuvel, 3, rue des Docks, Lyon (5e).

Le syndicalisme et les idéologues

Décidément il faut « **repenser le syndicalisme, reviser ses tactiques traditionnelles, abandonner une terminologie prétendument révolutionnaire parfaitement dépassée, exprimer victorieusement des pensées nouvelles issues de l'expérience la plus concrète** ». Ces formules, présentées avec habileté et ténacité, largement diffusées dans les cadres de la C.G.T.-F.O., de ses fédérations et de ses unions, paraissent plus claires par ce qu'elles condamnent que par ce qu'elles apportent de positif. Seuls des initiés peuvent en préciser l'orientation et le but. Que l'on signale dans la même publication « **le jeu personnel assez curieux** » de Lafond, cependant que Chevalme ne dissimule guère ses sympathies pour l'entreprise... Voilà qui éclaire le débat.

D'un côté le militant qui a été porté au bureau confédéral par la minorité, de l'autre celui que son civisme éloigne depuis 1939 de l'action purement ouvrière (sa position courageuse sous l'occupation n'infirme pas cette constatation).

On ne gagne rien à dissimuler cette opposition. Nous avons suffisamment prouvé que nous ne souhaitons pas une « cristallisation » des tendances à l'intérieur de F.O., comme en certaines organisations autonomes. Mais une confrontation publique et claire de conceptions divergentes présente beaucoup moins de dangers que de discrètes opérations dont les militants de base sentiront les effets trop tardivement pour réagir.

Il s'agit paraît-il de tirer la leçon de l'échec des grèves du premier trimestre et de l'actuel désarroi syndical. Nous l'avons tenté ici même. Et l'on peut se féliciter des observations de Ravachol (**R.P.** d'avril) qui s'accrochent à la réalité vivante. Choisir le lieu et le jour de l'action — préférer ici l'effet de surprise, là le mouvement à longue échéance, la « course de vitesse » ou la « course de fond » — chercher de nouvelles formes de manifestations... ce sont là des problèmes que l'expérience ouvrière spontanée peut résoudre efficacement — sinon facilement — lorsque les politiciens, les doctrinaires, les penseurs et les « repenseurs » ne s'en mêlent pas. Ce n'étaient pas des révolutionnaires orthodoxes, les camarades du Livre qui, avant 1914, sauvaient le métier en imposant aux machines un rythme humain. Ce n'est pas l'application de thèses et de mots d'ordre qui a provoqué le magnifique mouvement d'occupations des usines de 1936. Les résultats obtenus justifient les tactiques employées. Succès provisoires ? Bien sûr. Lorsque ce sera définitif, il n'y aura plus de mouvement, plus de syndicalisme. Si l'humanité n'est pas morte, lors de cette suprême stabilisation, les penseurs pourront méditer tranquillement sur un monde dont les lignes ne se déplaceront plus.

Si l'on veut demeurer simple et concret, les causes de l'échec des grèves (échec qui ne fut d'ailleurs ni général ni complet) peuvent être aisément décelées.

On établira la vérité par l'absurdité et la malfaisance des propositions contraires — c'est-à-dire des moyens des deux adversaires du syndicalisme

libre : le parti stalinien et le grand patronat, qui souhaitaient tous deux l'échec du mouvement. Or celui-là a voulu la grève généralisée, celui-ci a soumis toutes les entreprises à un centralisme intransigeant. Alors, pas de doute sur la formule utile : **décentraliser l'action, chercher des succès immédiats sur des points favorables.** Ce n'était pas la certitude de la victoire, c'était simplement partir avec le maximum de chances. Si l'on veut discuter sainement sur la méthode d'action et son efficacité, on s'en tiendra à l'examen de ces conditions élémentaires de l'action.

Mais si l'on veut prouver « **l'impuissance de la grève** », il faudra trouver des arguments plus sérieux que celui du « **dirigisme des salaires favorisant la grève et le succès des revendications générales** ». Que les staliniens aient joué alternativement le rôle de briseurs ou de provocateurs de grèves, selon les tournants de leur politique — qu'ils poursuivent ainsi leur œuvre de corruption du mouvement ouvrier — nous n'avons pas attendu nos surpenseurs pour le constater et l'affirmer.

Mais en quoi le syndicalisme est-il atteint par cette politique qui n'a triomphé que par son reniement ? Ce qui nous apparaît comme suffisamment établi, c'est que le dirigisme des salaires a eu comme résultat constant de bloquer ceux-ci et que les augmentations générales accordées — en prévision ou à la suite de grèves — ont toujours laissé la part des salaires purement professionnels fort au-dessous d'une revalorisation normale.

« **Prétendre que le gouvernement a encouragé le patronat à la résistance serait un slogan trop facile. Il n'a eu qu'à laisser faire : la liberté suffisait pour que la hausse éventuelle ne fût pas générale, qu'elle s'adaptât aux situations particulières.** »

Il faut évidemment abuser dans la prétention pour opposer des faits aux idées de nos logiciens.

Un premier fait ? Pendant le dernier trimestre de 1949, il a suffi au conseil des ministres d'évoquer l'obligation légale du parallélisme entre l'élévation du minimum vital et celle du socle de base des fonctionnaires, pour que l'on opposât les rigueurs de l'équilibre budgétaire aux velléités conciliantes de certaine fraction du patronat.

Un deuxième fait ? Loin d'adapter les propositions aux situations particulières, les organisations patronales ont imposé des formules générales à tous leurs adhérents. De ce côté-là, la discipline et le centralisme ont eu leur plein effet — ce qui évidemment justifiait un alignement parallèle de l'autre côté et favorisait les entreprises staliniennes. Si dans certains cas, des résultats supérieurs aux formules générales ont été obtenus, on le doit exclusivement à l'action syndicale menée sous le signe de la liberté.

C'est le dirigisme et l'étatisme qui ont désarmé la classe ouvrière. C'est le dirigisme qui a été le meilleur moyen de résistance du patronat... Et les quelques succès obtenus sont dus exclusivement à la renaissance du syndicalisme...

Inutile n'est-ce pas d'insister sur le caractère « **irréel, illusoire** » (sic !) des objectifs des grèves. Là encore les faits sont plus tenaces que les idées. Et nous avons suffisamment démontré que l'effort pour la libération des salaires se déclencha spontanément... Les primes et indemnités multiples, la fameuse prime de vacances, l'acrobatie autour des qualificatifs et des coefficients... autant de moyens détournés de forcer en quelques points le blocage des salaires, sans parler des « dessous de table »... par lesquels des patrons intelligents avantagèrent des professionnels indispensables...

Convenons d'ailleurs que si l'on invite la classe ouvrière à réviser ses tactiques traditionnelles — c'est en vertu de postulats aussi définitifs que contradictoires. Ici, on nous affirme que l'intervention gouvernementale aurait permis à la classe ouvrière de remporter des succès généralisés. Là, on nous dit que c'est l'intervention de l'Etat qui explique l'échec (« La grève, arme émoussée du prolétariat », **Combat** du 8-5-50). Parce que, grâce aux nationalisations, l'Etat est devenu le maître de 40 % de la production. Ces faiseurs de systèmes sont d'ailleurs également irritants avec leur pesée sur les faits pour en tirer des arguments. Pour des raisons budgétaires, et parce que le plus grand des patrons, l'Etat, a encouragé la résistance patronale. Mais le gouvernement demeure naturellement plus sensible qu'un patron de combat comme Michelin aux réactions populaires, et l'on a obtenu dans certains services publics des avantages refusés aux salariés de l'industrie privée. Encore une fois ce sont là des aspects et des conditions de la lutte ouvrière que les syndicalistes ne peuvent ignorer et qui éclairent leurs délibérations et leurs actions. Tout cela ne justifie pas des solutions politiques, paternalistes ou juridiques. Et ce n'est pas l'institution d'une magistrature du travail — indépendante de l'Etat ! — qui permettra d'imposer un arbitrage indiscuté aux classes antagonistes.

Cette idée originale que nous présente J. Fabiani dans **Combat** (article déjà cité) ne vaudra même pas à son auteur un brevet d'inventeur. Car l'expérience a déjà été tentée. Par la République espagnole en 1932, sous une forme constitutionnelle — aussi dans la France du Rassemblement populaire, lorsque l'on proposa des arbitres que leurs fonctions dégageaient de l'autorité gouvernementale. On pourrait peut-être étudier objectivement ces expériences. Même si l'on concluait par un jugement favorable, il n'en resterait pas moins que nous n'en sommes pas à **définir le droit, mais à l'imposer par la force ouvrière.**

C'est là justement où réside le principal danger de toutes ces séduisantes opérations intellectuelles. Nous pourrions sans doute rappeler à tous ces braves gens, qui méprisent notre fidélité aux formules traditionnelles, qu'il ne s'agit plus de bâtir en utopie sur leurs doctrines et leurs plans. Depuis plus de dix ans, ce sont leurs idées et non les nôtres qui ont été appliquées. Du plan De Man à l'étatisme triparti, en passant par la Charte du Travail et le totalitarisme brun, jaune ou rouge... les « organisateurs » ont pu exercer leurs talents, sans être gênés par les syndicalistes révolutionnaires. Très spirituel de citer la phrase de Jaurès sur « le squelette plus consistant que le germe » et d'ajouter que c'est le germe qui représente la vie. Seulement les microbes pathogènes sont également vivants... assez virulents même pour transformer rapidement des corps solides en cadavres et en squelettes...

Actuellement, nous n'avons plus de temps à perdre. La besogne qui s'impose à la C.G.T.-F.O., c'est le regroupement des syndicalistes libres et la formation de militants. Il paraît — selon les autonomes de l'Union des Cercles d'Etudes syndicalistes (bulletin du 25 avril 1950) que cette préoccupation prouve le « malaise des bureaux F.O. ». Admirons donc — sans l'envier — l'aisance de nos camarades qui nous reprochent de recommander l'unité sans proposer de programme. Toujours le même préjugé intellectualiste. Là, l'idée remplace l'action, l'institution juridique se substitue à « l'arme émoussée de la grève » (sic !). Ici, l'unité organique est subordonnée à l'acceptation d'un programme. Ne se trouvera-t-il pas à F.O., à la C.N.T., chez les autonomes, suffisamment de solides militants ouvriers pour répondre à tous ces logiciens, comme Candide à son professeur Pangloss : **«Cela est bien dit, mais il faut cultiver notre jardin !** »

R. H.

POUR UN PARTI REPUBLICAIN DU SYNDICALISME

Les *Etudes Matérialistes* d'octobre 1949 ont publié une lettre dans laquelle j'exprimais ma croyance en la nécessité de la matérialisation d'une foi syndicaliste qui lui permette d'affirmer sa doctrine à tous les carrefours, sa présence dans tous les domaines de l'activité humaine. Les premières expériences du Comité intersyndical que nous avons réussi à créer dans la Loire pour la « coordination démocratique de l'action syndicale », pour ne pas être entièrement décevantes (on ne peut d'ailleurs pas établir encore un bilan), se heurtent d'ores et déjà aux difficultés qui naissent de l'absence de cette « matérialisation » de la foi syndicaliste.

Dès les premiers mouvements revendicatifs de la Loire, à l'occasion des conventions collectives, on retrouve la C.F.T.C. encadrée de militants syndicalistes *remarquables* aux côtés des cégétistes qu'ils n'ont pas peur d'approcher et qui n'arrivent pas à les déborder. La C.F.T.C. s'efforce en vain d'entraîner F.O. dans le même sillage. Du côté F.O., les communiqués au nom de l'anticommunisme vitupérant, paraissent se féliciter de l'absence de combativité ouvrière et considérer comme une victoire la non-participation des syndicats F.O. aux fronts uniques.

D'où vient cette incapacité F.O. et cette capacité C.F.T.C. ? Sinon de la communauté de réaction des militants C.F.T.C., basée sur une foi commune, sur la certitude que l'activité n'est pas perdue dans des îlots isolés les uns des autres. Un secrétaire d'U.D.-F.O. même s'il est un militant de valeur, ne peut compter à peu près sur aucune aide, ni nationale ni à la base, dans une organisation qui semble se faire un credo du sommeil, en attendant la fin de la C.G.T., et qui croit contrecarrer le communisme en contrecarrant les mouvements revendicatifs ouvriers même les plus légitimes. Un secrétaire d'U.D.-C.F.T.C. peut comme celui de l'U.D.-C.G.T. avoir la certitude que ses appels auront des échos, se ramifieront au maximum dans des équipes actives et fraternelles.

***

Matérialiser la foi syndicale, c'est créer le parti syndicaliste qui nous manque. Et cela ne peut se créer que par en haut. Ce que le noyau de la *R.P.* a fait pour Hagnauer est ce qu'un tel parti devrait faire pour tous les problèmes de l'action ouvrière. Sa création m'apparaît maintenant non seulement comme une nécessité, comme la réponse à un besoin, mais comme un devoir pour ceux qui exercent l'influence de leur pensée sur le syndicalisme.

Une telle création donnera au syndicalisme révolutionnaire son Eglise, et l'existence de cette Eglise rendra la foi aux militants qui savent vouées à l'inutilité leurs expériences dispersées à la base.

Le problème est celui-même de cet « ETAT FORT AU SERVICE DE LA LIBERTE » que Louzon définissait si bien dans son étude du « socialisme » à propos de l'ère des organisateurs et où il contredisait une des conceptions de nos camarades anarchistes.

Quelles que soient les tendances syndicales non staliniennes, elles ont le sens de cette nécessité d'une république syndicale réelle et toutes pensent qu'une véritable confédération ne peut être qu'une république.

La lutte pour la revendication ouvrière est aussi la lutte pour la conquête d'une centrale apte à la revendication, ou pour la conquête d'une coordination solide des luttes revendicatives ouvrières. La lutte revendicative se confond avec la construction des moyens de lutte. La lutte revendicative se confond au sein de tout ce mouvement syndical avec la construction d'une république ouvrière.

Nous luttons pour les « droits de l'homme et du citoyen » du syndiqué. Il nous faut un parti républicain du syndicalisme.

Un tel parti ne peut ressembler évidemment à ceux qui sont les partis de lutte des impérialismes les uns contre les autres ou les partis adaptés aux institutions des républiques bourgeoises. Il ne peut être que le parti d'une république qui n'existe pas encore, même en tant que république embryonnaire au sein de l'autre, en tant que IVe Etat au sein du IIIe... ou du Ve (celui des techniciens).

Mais comme les partis républicains d'avant les républiques, il doit se faire l'allié naturel de toutes les revendications maximums de liberté, et en déterminer les bases économiques précises, c'est le parti du droit des ouvriers aux 3.000 francs immédiats, du droit d'Hagnauer à la vie militante, du droit de Jean Cassou à ne pas admirer le tableau qui représente des terrassiers en grève, s'il préfère trois pommes de Cézanne sur une assiette.

Cette omniprésence de la foi qui permet de vivre malgré les contradictions inextricables qu'engendre la vie même, qui n'est que le tissu de ces contradictions, comme pour les syndiqués C.F.T.C. ou C.G.T., le parti syndicaliste doit la matérialiser pour les constructeurs isolés et sans espoir de la république syndicaliste revendicative ouvrière et humaine.

Il faut créer le parti ou plutôt l'organisme correspondant à la F.A.I. de la C.N.T. espagnole pour le syndicalisme. Une ligue syndicaliste unitaire démocratique qui ferait appel à tous ceux qu'a déçus le R.D.R. et qui donnerait dans *Franc-Tireur*, dans les revues qu'elle peut toucher dès sa création ou dans les tracts qu'elle diffuserait, chaque jour, chaque semaine, chaque mois, l'image de ses discussions, de son élaboration progressive, de son orientation sur les problèmes d'actualité, une ligue syndicaliste unitaire démocratique qui serait une sorte d'« encyclopédie vivante permanente », d'« état-major de confiance » pour les armées d'hommes libres du syndicalisme, de laboratoire doctrinal, du mot d'ordre d'urgence des heures difficiles, d'agence S.V.P. du renseignement introuvable, une conscience collective, un refuge de vaincus qui réparent leurs armes et leurs forces, une telle ligue syndicaliste, enfin, ne peut être que l'œuvre d'une équipe de techniciens sociaux, alors que la république syndicaliste revendicative, qui se construirait à l'abri du rempart de cette ligue, ne peut pas être leur œuvre...

La naissance de la cellule initiale d'une telle ligue syndicaliste me semble dépendre de la seule volonté, de la seule foi des techniciens ou soi-disant tels du syndicalisme révolutionnaire et de la liberté. Ce comité technique pour la construction de la ligue syndicaliste unitaire démocratique existe déjà, mais dispersé en groupuscules épars... « divisés par d'obscures querelles ». Que demain, *Ecole Emancipée ; Action Ouvrière ; Révolution prolétarienne ; Combat Syndicaliste ; Libertaire ; Temps Modernes ; Bulletin de l'U.C.E.S. ; Groupe Reconstruction ; Cartel National d'Unité d'Action ; Groupe unitaire démocratique de la Loire ; Confrontation Internationale ; Franc-Tireur*, et les personnalités intellectuelles ou artistiques qu'avaient rassemblées le R.D.R. se retrouvent à égalité de représentation autour d'une table pour recenser leurs troupes, leurs tribunes, leurs moyens de propagande et ils auront donné sa première base à cette foi dont l'ambiance générale est nécessaire à la reconstitution des innombrables armées d'hommes libres, même pour les plus simples, les plus tangibles, les plus matérielles escarmouches, celles des batailles pour le beefteak quotidien.

Mais la ligue syndicaliste unitaire démocratique « cette machine sociale à engendrer une foi » si elle dépend de la volonté d'une poignée d'hommes, du moins pour lancer sa première étincelle, dépend, elle aussi, de la foi de ces hommes-là, car s'il est des Eglises où il suffit de feindre la foi, il ne suffit pas de ne pas la feindre quand il s'agit de l'Eglise syndicaliste, il suffit d'en douter pour que cette Eglise syndicaliste ne puisse exister...

J. DUPERRAY.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

MARDI 4 AVRIL. — Congrès du parti communiste à **Gennevilliers.**

MERCREDI 5 AVRIL. — M. Van Zeeland est chargé de former le nouveau gouvernement belge.

Congrès de la **Ligue de l'Enseignement** à Biarritz.

La Fédération des **directeurs d'écoles primaires** se transforme en syndicat autonome.

JEUDI 6 AVRIL. — Attaque du Vietminh en **Cochinchine.**

MARDI 11 AVRIL. — En **Bolivie**, le parti communiste est mis hors la loi.

Note **soviétique** aux Etats-Unis au sujet du survol du territoire soviétique par un avion américain.

MERCREDI 12 AVRIL. — Congrès de **l'union nationale des Etudiants** à Arcachon ; on doit discuter des relations avec l'union internationale où l'influence communiste paraît prépondérante.

JEUDI 13 AVRIL. — Comité national confédéral de **la C.G.T.**

VENDREDI 14 AVRIL. — Formation en **Grèce** d'un cabinet de coalition.

SAMEDI 15 AVRIL. — Violents incidents au cours de l'évacuation par la police de l'usine de la S.N.E.C.M.A., boulevard Kellermann.

Graves incidents à **Brest** au cours de la grève du bâtiment.

DIMANCHE 16 AVRIL. — Victoire des partisans de Tito dans les élections de la zone B de **Trieste** occupée par les Yougoslaves.

A Lyon, M. G. Bidault propose la création d'un grand conseil de **l'Atlantique pour la paix.**

Comité National de la **C.F.T.C.** qui réclame la fixation immédiate du minimum vital.

LUNDI 17 AVRIL. — Au cours de nouveaux incidents à **Brest** un jeune manœuvre est tué.

MARDI 18 AVRIL. — Grève générale à **Brest**, sur mot d'ordre des trois centrales syndicales.

Violents incidents à **Tulle** provoqués par les communistes au conseil départemental de la **C.G.A.**

Grève générale à Saigon sur l'ordre du Vietminh.

MERCREDI 19 AVRIL. — La **Fédération des syndicats autonomes** lance un appel pour la réunion d'un congrès ouvrier.

VENDREDI 21 AVRIL. — Grève des **dockers** à Londres.

SAMEDI 22 AVRIL. — Réunion des délégués des comités d'entreprise de la métallurgie, par **la fédération des métaux C.G.T.**

JEUDI 27 AVRIL. — Déclaration du maréchal Tito à **Belgrade**, favorable à des relations cordiales avec l'Italie et la Grèce.

Sérieux recul des communistes aux élections hollandaises.

VENDREDI 28 AVRIL. — Le gouvernement met fin aux fonctions de **M. Joliot-Curie**, haut commissaire à l'énergie atomique

L'indemnité de chômage est portée à 210 fr. par jour.

SAMEDI 29 AVRIL. — Dans l'impossibilité de constituer un gouvernement, le prince régent de Belgique décide de dissoudre **le parlement.**

Fin du Congrès de la fédération **des cheminots F.O.**

L'Epuration biologique et l'Académie russe des Sciences agricoles

Les savants russes ne sont guère plus respectés que les travailleurs, quoi que prétendent les Joliot-Curie et les Prenant. Ils ne se comportent non plus guère autrement, si l'on en juge d'après ce tableau d'une séance à l'Académie des Sciences brossé par Edmond Stevens (*France-soir*, 14 mars) :

Lyssenko, qui était considéré par des biologues sérieux comme une espèce de charlatan, dénonçait la théorie des chromosomes, rejetait les résultats des travaux de Mendel et de Morgan, et se proclamait lui même un disciple d'Ivan Mitchourine, célèbre agronome russe qui avait fait naître de nouvelles espèces de pommes et croyait à la transmission des caractères acquis.

Lyssenko s'était fait, pendant les épurations de 1930 et des années suivantes, une réputation assez effrayante : on le considérait comme un homme disposant de fortes relations au Kremlin et dangereux à avoir comme ennemi.

Quant aux biologistes qui appuyaient toujours les théories de Mendel et de Morgan, ils devinrent rapidement des cibles faciles pour être traités de « servilité à l'égard de l'Occident bourgeois ».

Lyssenko fut donc nommé président de l'Académie Lénine pour les sciences agricoles. Le jour de son triomphe suprême arriva le 8 avril 1948, lorsqu'il annonça à une session spéciale de cette académie que ses théories avaient été officiellement approuvées par le Comité central du parti communiste.

Immédiatement après, les adversaires humiliés de Lyssenko défilèrent l'un après l'autre à la tribune pour y faire amende honorable.

En tête de cette procession de pénitents se trouvait l'académicien Piotr Joukovsky, lequel deux jours seulement auparavant avait vigoureusement attaqué les théories de Lyssenko et avait pris la défense des chromosomes. Joukovsky déclara d'une voix tremblante :

« Mon discours d'il y a deux jours était indigne d'un membre du parti communiste et d'un savant soviétique. J'admets que ma position était fausse. »

Faisant allusion aux raisons qui avaient provoqué son changement d'attitude, le savant à la barbe blanche continua d'une voix suppliante :

« Je suis nanti de grandes responsabilités, car je travaille au comité qui attribue les Prix Staline ainsi qu'à la Commission des experts qui décerne les diplômes scientifiques. Je considère donc que mon devoir moral consiste à devenir un Mitchouriniste honnête, un biologiste soviétique honnête. Camarades mitchourinistes, je déclare que je passe dans les rangs des mitchourinistes et que je les défendrai désormais. Je le fais honnêtement... Oublions le passé qui me séparait de Trofime Lyssenko. Croyez-moi : aujourd'hui j'agis et je parle comme un vrai membre du parti, c'est-à-dire honnêtement. » (Applaudissements.)

Ces citations sont tirées de la sténographie officielle de la session. D'autres savants succédèrent à Joukovsky pour se rétracter, comme lui, à l'exemple de Galilée qui, forcé de désavouer son affirmation suivant laquelle la Terre tournait autour du Soleil, aurait tout de même murmuré : « Et pourtant..., elle tourne ! »

L'Académie approuve finalement à l'unanimité une lettre de salutations à Staline qui se terminait par ces mots :

« **Vive la science biologique la plus avancée des Mitchourinistes ! Gloire au grand Staline, chef des peuples, guide et étoile de la science la plus progressiste !** » (Applaudissements tumultueux et prolongés se transformant en ovations.)

Seuls quelques savants particulièrement entêtés refusèrent de se rétracter et furent traités comme il se devait.

L'académicien Nemtchinov fut bruyamment conspué lorsqu'il affirma :

« La théorie des chromosomes en matière d'hérédité appartient au fond inaltérable des connaissances humaines. Aussi longtemps que je serai directeur de l'Académie Timinazet, cette théorie ne sera pas cachée aux étudiants. »

La claque officielle se mit alors à battre des pieds et à hurler : « Démission ! ».

Le bruit et les interruptions augmentèrent encore lorsque Nemtchinov osa défendre un membre de sa faculté, le professeur Jebrak, qui avait commis péché mortel en publiant un article dans une revue américaine. Tout en déplorant cet « acte antipatriotique », Nemtchinov insista sur le fait que Jebrak était tout de même un savant distingué et qu'il refusait de le révoquer de sa faculté ou de liquider les travaux expérimentaux dirigés par ce professeur.

Peu après la session, Nemtchinov fut révoqué de son poste de directeur et les travaux de Jebrak supprimés.

« La révolution préfabriquée » de Tchécoslovaquie en 1948

Peu à peu la vérité se fait sur les conditions dans lesquelles se produisit le coup de force à Prague en février 1948. D'une série d'articles de M. Fernand Peroutka publiés sous ce titre : « Edouard Benès fut-il coupable ? » dans le *Monde*, il convient de retenir tout particulièrement comment fut préparée la prise du pouvoir par les Staliniens (*Monde*, 14 mars) :

Au début de 1945 Benès alla à Moscou pour la deuxième fois. Sans joie. L'Allemagne s'effondrait sous une pression irrésistible, les Russes se sentaient déjà vainqueurs, leur affabilité avait disparu. Sous le gant de velours on sentait la poigne d'acier qui y avait toujours été. La Russie avait maintenu avec obstination son point de vue que les pourparlers au sujet du futur gouvernement tchécoslovaque devaient avoir lieu à Moscou. Cela signifiait que le docteur Benès se trouverait exposé à une lourde pression. Il se rendait compte du danger. Il prévoyait qu'il se trouverait en état d'infériorité par rapport à la coalition des communistes tchèques, slovaques et russes. Avant son départ de Londres il avait déclaré que les communistes ne s'empareraient du portefeuille de l'intérieur qu'après être passés sur son cadavre. Or il vécut et les communistes reçurent le ministère de l'Intérieur. L'atmosphère de Moscou était irrésistible.

Un homme politique aussi averti que le président Benès comprenait parfaitement ce que signifiait un communiste à la tête du ministère de l'Intérieur. Il suffit de regarder une carte : partout où ils contrôlaient le ministère de l'Intérieur les communistes firent leur coup d'Etat, et ils n'en tentèrent aucun là où ils ne détenaient pas ce ministère. Occuper cette position, pour eux c'est être maîtres de toute la puissance effective d'un Etat : contrôle de la police et des autres formations armées, contrôle de toutes les sources d'informations secrètes. Cela permet d'assurer au parti communiste le monopole de l'armement, ce qui tôt ou tard devient un facteur décisif quand la politique n'est plus qu'une simple question de force. Tout cela Benès le savait, et pourtant il ne sut pas résister. D'ailleurs — car ce serait une injustice que de ne parler que de lui — ils ne résistèrent pas non plus les autres politiciens démocratiques tchécoslovaques qui allèrent avec lui négocier à Moscou. Tout ce qui alors est arrivé, et ce qui n'est pas arrivé, est leur œuvre commune. Il ne fut pas le seul à reculer : eux aussi battirent en retraite.

Il faut situer avant février 1948 les origines du coup de force communiste. En février 1948 on a simplement tiré les conséquences de ce qui s'était passé trois ans plus tôt. La révolution a eu lieu en Tchécoslovaquie dès 1945 lorsque les communistes, lors des négociations de Moscou, s'emparèrent du ministère de l'Intérieur, puis plus tard, sous la protection des baïonnettes de l'armée rouge qui occupait le pays, se saisirent de la majorité des positions-clés de l'Etat et occupèrent tous les postes importants dans les entreprises privées et les organisations nationales. Ils créèrent ainsi un rapport de forces à leur avantage qu'il ne fut plus possible de corriger. En outre les communistes commencèrent à cultiver la peur de l'armée rouge, cet instrument primordial de leur puissance. Ils avaient encore soigneusement édifié un autre centre de puissance et de despotisme, l'U.R.O., le Conseil central des syndicats, qui traçait un cercle de feu autour des démocrates et complétait la domination communiste sur la rue, cette scène classique de toutes les révolutions. Maître sévère et tyrannique de toutes les couches de la classe laborieuse, et même de celles qui n'étaient pas d'accord avec ses buts politiques, l'U.R.O. était toujours prêt à paralyser l'Etat par la grève générale. Cette institution était également le chef suprême des milices ouvrières organisées dans toutes les usines du temps de l'occupation russe. Ces milices armées avec le matériel laissé sur place par l'armée soviétique constituaient une menace permanente. Lorsque les efforts des démocrates réussirent à ramener dans le pays des conditions de vie plus normales et que l'opinion publique se dressa contre ces ouvriers qui appuyés aux murs jouaient avec leurs revolvers au lieu de travailler, on proclama rapidement que les milices ouvrières étaient dissoutes. Mais le jour du putsch de février elles surgirent dans toute leur réalité de la clandestinité : de longues files de silhouettes sombres, le fusil à l'épaule, occupèrent les rues principales et les places, incarnations de la formule classique de Lénine sur « la supériorité décisive à l'endroit décisif ».

En réalité la révolution était déjà faite lorsque le rapport des forces avait été faussé, lorsqu'un parti révolutionnaire avait concentré dans ses mains une telle somme de pouvoir qu'il n'était plus possible de lui résister même en agissant illégalement. Les émigrés de Londres étaient revenus fièrement, en vainqueurs qui apportent la liberté. Ils étaient dans les rangs de ceux qui avaient été vainqueurs de Hitler, mais d'un autre côté ils avaient perdu tout ce qui pouvait être perdu. Ils faisaient comme s'ils avaient ramené la liberté ; en vérité ils avaient rapporté une révolution communiste presque terminée. Un communiste était ministre de l'Intérieur, donc maître de toutes les forces armées. Un autre communiste était ministre de l'Information, donc maître des âmes et juge surpême absolu du choix des nouvelles qui devaient ou non pénétrer en Tchécoslovaquie. La route de la vérité était coupée. Journaux, écrivains, artistes, films, radio, étaient soumis à son impudent bon plaisir. Ce dont il n'était peut-être pas capable fut confié à un autre communiste qui siégeait dans le gouvernement comme ministre de l'Education nationale. Sa tâche consistait à introduire la mentalité communiste dans ce qui restait : le théâtre et l'école.

Un autre communiste devint ministre de l'Agriculture. C'était d'une suprême habileté : sûrs de leur influence sur la classe ouvrière, les communistes avaient décidé de pénétrer par tous les moyens dans les campagnes, qui leur avaient si longtemps résisté. Les élections de 1946 prouvèrent qu'au ministère de l'Agriculture on ne s'était pas endormi : ce furent les campagnes qui décidèrent du succès électoral du parti communiste. Lorsque parvint de Moscou la nouvelle que les communistes exigeaient aussi le ministère de l'Agriculture, il fut évident que cela complétait la tentative pour contrôler toute la vie du pays.

Les communistes occupèrent encore d'autres positions importantes dans le gouvernement avec leurs hommes de paille. On imposa comme président du conseil un homme (le social-démocrate Fierlinger) dont personne ne doutait qu'il fût un traître, qui, par ambition forcenée, ne respectait aucun principe et avait déjà vendu à Moscou — où il était ambassadeur — le gouvernement démocratique de Londres. Au ministère de la Défense nationale on installa un homme qui n'était pas membre du parti communiste uniquement parce que ce parti ne le désirait pas, préférant que ces hommes travaillent pour lui avec de faux nez. Au ministère de l'Industrie fut nommé un homme qui n'était pas non plus communiste, mais qu'aucun scrupule de conscience ne risquait d'empêcher de le devenir à n'importe quel moment. Dans la pratique, c'est le ministère de l'Industrie qui de sa propre autorité décidait quelle usine devait être nationalisée, que ce fût légal ou non. Ainsi tous les ministères qui ont une influence décisive sur les masses, sur les armes, sur les âmes et sur la propriété, étaient occupés par des communistes ou par les marionnettes dont il tiraient les ficelles. A côté d'eux les ministres démocratiques dans les départements qui restaient ne pouvaient s'intéresser qu'à des choses bien éloignées de la brûlante actualité politique : veiller à ce que les trains arrivent à l'heure, à ce que le courrier soit bien distribué, mettre au point une nouvelle loi sur la profession de dentiste, etc.

Dès 1945 les communistes étaient en mesure de faire sans grandes difficultés leur coup d'Etat au moment qu'ils jugeraient opportun.

ENTRE NOUS

Notre titre est-il absurde ?

D'Alsace, nous avons reçu la lettre suivante :

Chers camarades,

J'ai hésité un peu à me réabonner à la « R. P. » dont j'étais pourtant un lecteur avant-guerre. J'ai essayé ici, dans mon milieu (prof. et instituteurs) de faire des abonnés. A peu près sans succès, puisque quelques-uns qui s'étaient abonnés ont abandonné, je crois, non sans m'avoir fait part de leurs critiques.

Excusez ma brutalité, mais je crois que la « R. P. » est restée une sorte de petite famille qui se refuse à évoluer dans le sens normal de l'histoire syndicale et économique, qui conserve jalousement, « bourgeoisement », ses habitudes, ses slogans, sa « ligne », et qui se félicite presque de rester une minorité, sans influence réelle sur les syndiqués du rang.

Ce titre même « la Révolution PROLETARIENNE », que vous ne voudriez évidemment pas changer pour un empire, est devenu une absurdité. Où donc se trouve le « prolétariat » français ? Et qu'entendez-vous par là ? Si vous osiez poser publiquement la question dans votre revue, et vous demander franchement ce que signifierait réellement une « révolution prolétarienne », aujourd'hui, ou demain ? En France ou dans le monde ? L'abrutissement généralisé des masses — par les partis, ou les gouvernements, ou les églises... — qu'en pensez-vous ?

Il y a pourtant la nécessité d'une revue d'étude des questions syndicales, d'une revue révolutionnaire, et libre, où, comme dans la « R. P. », la contradiction serait acceptée, où les militants pourraient se retrouver. Mais il faudrait au moins un autre « drapeau » que celui que vous vous obstinez à brandir et qui ne réussit qu'à vous conserver l'estime d'une minorité de « convaincus », d'amis pour souscrire, mais vous supprime, dès l'abord, bien des sympathies, et toute action en profondeur.

Changerez-vous le titre ? J'imagine que le « noyau » va pousser un rugissement d'indignation ! Et pourtant, qu'importe le titre ! L'essentiel n'est-il pas dans le contenu ? Je préférerais mille fois une « Revue du Syndicalisme Libre » ou une « Revue d'Etudes Syndicales » qui publierait des textes révolutionnaires, à une « Révolution Prolétarienne » syndicaliste révolutionnaire, où je distingue mal la signature des « prolétaires », et où, bien souvent, le contenu « révolutionnaire » de certains articles reste à démontrer. (Et de quelle révolution ?)

Il me semble que vous avez peur du succès, peur de lancer votre revue, d'en faire vraiment un organe de masse, qui appointerait sa rédaction, et ferait du bénéfice. Je crois que c'est possible parce que vous êtes sans concurrent, et que votre équipe, malgré une certaine déformation dans la « vision syndicale » des événements et des hommes, est un groupe d'hommes sympathiques, sachant accepter la libre discussion. C'est tellement rare aujourd'hui...

Croyez-vous qu'il n'existe pas, dans toutes les centrales syndicales (de la C.F.T.C. à la C.G.T., en passant par la C.N.T., la C.G.A. ou la C.G.C., etc.) quelques militants sincères, intelligents, persuadés de l'intérêt de la discussion, et de l'existence possible, *malgré tout*, de certains points de rencontre ?

Voilà ce qu'il faudrait tenter !

Pourquoi ne pas essayer ?

Je propose que vous ouvriez la discussion sur ce thème, dans votre prochain numéro : « Pour une nouvelle revue du syndicalisme libre, quel titre proposeriez-vous ? »

Avec mes sincères et amicales salutations syndicalistes.

Jean REGANY.

●

L'idée de changer de titre n'est pas de celles qui puissent nous faire « rugir » et, bien souvent, il nous est apparu que notre titre était un peu voyant, un peu bruyant ; nous savons des « possibles » qui renoncent à s'abonner parce qu'ils le trouvent compromettant aux yeux de leur concierge ou de leur facteur.

Ce qui nous surprend, c'est que, en partant de phénomènes accidentels et passagers, le camarade Jean Régany puisse arriver à nier jusqu'à l'existence même du prolétariat. Les individus et les classes se renouvellent sans cesse, et les prolétaires de 1950 ne sont plus ceux de 1848, de 1871, de 1910 ou de 1920. L'état matériel et moral du prolétariat français n'est certes pas actuellement des plus brillants, mais l'époque elle-même n'est pas très belle. Parce qu'une classe sociale présente les aspects particuliers de l'époque — ce qui est inévitable — est-ce une raison pour contester son existence, sa permanence ? Aurait-on cessé de produire, et la classe des producteurs prolétaires aurait-elle disparu ?

Nous ne pensons pas que, du fait qu'elle est détournée de son cours et usurpée, l'idée de la révolution prolétarienne, faite par le prolétariat et pour le prolétariat, soit devenue une absurdité.

Mais la lettre de Jean Régany appelle bien d'autres commentaires, que nous laissons à nos lecteurs le soin de formuler, en ouvrant ici la discussion souhaitée.

LES CAHIERS FERNAND PELLOUTIER

Le numéro 8-9 (mai 1950) vient de paraître.

On peut y lire :

Un éditorial : le syndicalisme américain et nous.

Des études : Productivité et Education ouvrière, par Bourbonneux.

— Evolution de l'esprit patronal, par Guy Thorel.

— L'Internationale des Associations d'éducation ouvrière, par Denyse Wurmser.

— Une belle expérience d'éducation nouvelle, par N. Rouays.

La chronique de l'éducation ouvrière.

Une page importante de F. Pelloutier.

Et des « **Notes sur la situation et l'action ouvrières** » (La grève des mineurs américains, les salaires en Grande-Bretagne, etc.).

Le numéro double de 36 page : 40 francs.

On peut aider ces « Cahiers » à vivre et à se développer (sachant qu'ils sont une tribune de recherche et de libre discussion sur les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrières) en s'abonnant. Abonnement ordinaire, 6 numéros : 100 francs. — Abonnement de soutien, 200 francs minimum. Par virement au CCP Paris 2850-04. Fédération de l'Education Nationale Force Ouvrière, 78, rue de l'Université, Paris-7e.

Envoyer la correspondance à Walusinski, même adresse.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MOIS D'AVRIL 1950

RECETTES		
Abonnements		
Ordinaires	88.070	
De soutien	22.000	
		110.070
Souscription		13.580
Vente au numéro		1.320
Publicité		2.480
Comptes divers		15
Total des Recettes		127.465
Caisse et Chèque postal 1er avril		170.320
		297.785
DEPENSES		
Routage, affranchissements, expéditions		11.860
Frais généraux		1.040
Comptes divers		1.170
Total des Dépenses		14.070
Solde au 30 avril 1950 :		
Caisse	23.246	
Chèque postal	260.469	
		283.715
Balance		297.785

N.B. — Le numéro d'Avril n'était pas payé.

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 1er avril	1.427
Au 30 avril	1.450

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Paul Sirieix (Rhône) 1000 ; B. Glauffret (Alpes-Maritimes) 1000 ; R. Lapeyre (Seine-et-Oise) 500 ; Jean Cornec (Paris) 1000 ; Papillon-Valety (Paris) 1000 ; Paul Berlot (Seine) 1000 ; Julien Aufrère (Seine) 1000 ; Vivarais (Paris) 1000 ; Yvonne Hagnauer (Seine-et-Oise) 1000 ; Roger Hagnauer (Seine-et-Oise) 1000 ; Langeais (Paris) 1000 ; Marcel Lancia (Jura) 1000 ; Marie-Rose et Jean Paupy (Puy-de-Dôme) 1000 ; J. Langue (Tunisie) 1500 ; Lebeau (Paris) 1000 ; Lisa Feldberg (Belgique) 1000 ; Fradin (Paris) 1000 ; Buren (Côte-d'Or) 1000 ; N. Rouays (Loire) 1000 ; J. Monnery (Loire) 1000 ; Duyck (Paris) 1000 ; A. Rosmer (Seine-et-Oise) 1000. — Total : 22.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

L. Gamba (Paris) 100 ; M. Ruffin (Paris) 100 ; Chantepic (Var) 70 ; L. Ancely (Paris) 100 ; A. Acker (Paris) 200 ; H. Gandon (Paris) 100 ; Ch. Durand (Seine) 100 ; Lavalette (Bouches-du-Rhône) 50 ; Anonyme (Paris) 600 ; Un camarade, 20 ; Maitre (Paris) 70 ; Pillier (Paris) 100 ; Buissonnière (Allier) 100 ; Aucouturier (Paris) 100 ; Mlle Giroud (Haute-Savoie) 100 ; Juliot (Paris) 100 ; Jean Itard (Paris) 100 ; G. Bénézé (Seine) 100 ; R. Deveaux (Paris) 50 ; E. Delusme (Seine) 100 ; G. Leroy (Paris) 250 ; Vonau (Paris) 100 ; Anonyme 100 ; Letertre (Paris) 100 ; Lerai (Seine) 100 ; Chardy (Seine) 100 ; Boudet (Paris) 100 ; P. Bouvier (Hautes-Alpes) 300 ; P. Mader (Paris) 600 ; L. Chauvet (Paris) 100 ; J. Le Gall (Seine-Inférieure) 100 ; J. Hervé (Indre-et-Loire) 100 ; En souvenir de Paul Delesalle, 500 ; Gionta (Paris) 200 ; Germaine Goujon (Seine-Inférieure) 100 ; R. Barbet (Somme) 50 ; D. Leblanc (Haute-Vienne) 100 ; Mlle Beffy (Rhône) 100 ; J. Gourlay (Finistère) 100 ; A. Jardin (Côte d'Or) 200 ; J. Talon (Loire) 200 ; J. Parrot (Doubs) 50 ; Pérat (Aisne) 100 ; A. Fabre (Alpes-Maritimes) 600 ; Françoise Serret (Ardèche) 100 ; R. Guihéneuf (Seine) 100 ; L. Laumière (Seine-et-Oise) 200 ; L. Le Coutaller (Morbihan) 200 ; E. Aliot (Finistère) 200 ; Marcelle Dudon (Alpes-Maritimes) 100 ; P. Costa (Bouches-du-Rhône) 150 ; J. Loriot (Côte d'Or) 500 ; Y. Hébert (Gironde) 100 ; Y. Caps (Gironde) 100 ; J. Gibrat (Finistère) 100 ; F. Martin (Drôme) 100 ; Mme L. Sourd (Paris) 100 ; J. Bénistant (Ardennes) 50 ; M. Delage (Indre) 100 ; R. Séguela (Aude) 300 ; M. Bavard (Côte d'Or) 200 ; G. Meyssonnier (Côtes-du-Nord) 100 ; Mlle Le Mée (Côtes-du-Nord) 100 ; L. Sirtig (Eure) 20 ; J. Vidalenc (Hérault) 100 ; A. Bermon (Var) 200 ; Borias (Gard) 200 ; J. Marie (Seine) 200 ; G. Vedel (Seine-et-Oise) 100 ; J. Duperray (Loire) 150 ; E. Chevance (Côtes-du-Nord) 100 ; M. Nénert (Haute-Vienne) 100 ; Trella (Finistère) 100 ; R. Sentenac (Alpes-Maritimes) 100 ; J. Gorce (Gironde) 100 ; Géron (Deux-Sèvres) 100 ; E. Boudault (Maine-et-Loire) 100 ; Lily Wullens (Oise) 100 ; Mme Chanier (Paris) 100 ; L. Roure (Loire) 100 ; L. Neboit (Loire) 100 ; Darou (Nord) 100 ; Lerai (Seine) 300 ; A. Pelletier (Seine) 300 ; Marcelot (Nièvre) 100 ; Sennegon (Paris) 100 ; Vente de bouquins par P. Gamache (Isère) 1000. — Total : 13.580 francs.

"Mon ami Vassia"

(Souvenirs du Donetz)

par Jean ROUNAULT

Le mérite particulier de « Mon Ami Vassia » tient à ce qu'il apporte, volontairement ou non, une réponse à la question qui est au fond de chacun de nous : dans l'enfer russe n'y a-t-il que des esclaves aveugles et muets ? Faut-il désespérer ? Reste-t-il une espérance ? **(Pierre Monatte, « La Révolution prolétarienne »).**

Un document qui est une œuvre d'art. **(Raymond Millet, « Le Monde »).**

En nous décrivant un prolétariat absolument réfractaire à la propagande, il nous apporte une révélation nouvelle dont tout le monde sentira l'importance. **(Marcel Thiébaud, « Revue de Paris »).**

Ni l'horreur ni le pittoresque n'attestent pour nous l'authenticité de ce récit, mais qu'il ait gardé l'accent d'origine. Cette relation d'un séjour du côté des esclaves récuse la colère et le ressentiment et n'accepte pour titre que le souvenir d'un nom et d'une amitié : **Mon Ami Vassia. (Félix Daumas, « La Table Ronde »).**

Un chef-d'œuvre de force et de mesure où les faits parlent sans commentaire... **(André Ferran, « La Dépêche du Midi »).**

Quoi que vous pensiez vous-même, lisez. L'auteur ne cherche pas à vous convertir, mais à vous laisser une image vraie de ce qu'il a vu. Quoi de plus précieux ? **(André Maurois, « Opéra »).**

Un ouvrage d'un tragique intense dans sa modération voulue d'expression. **(Maurice Vaussard, « L'Aube »).**

...Un accent d'authenticité bouleversante. Il n'y a dans le livre de Jean Rounault ni haine ni esprit partisan. Il n'en est que plus accablant. **(J.-A. Hesse, « Franc-Tireur »).**

Lisez ce livre, écrit sans passion, totalement dépourvu d'esprit partisan, où transparaît même à chaque page une profonde sympathie pour « l'homme russe ». **(« Le Canard enchaîné »).**

Le livre n'est pas exempt de vertus proprement littéraires : concision et netteté du récit, portraits enlevés d'un trait sûr, et surtout le rendu savoureux des conversations qui, toujours, ont le ton juste et la vivacité de la « chose entendue », plus difficile encore à restituer que la « chose vue ». **(Gabriel d'Aubarède, « Les Nouvelles Littéraires »).**

Un livre comme celui-là peut beaucoup pour la défense de l'homme et on ne le fera jamais trop circuler parmi ceux qui pensent que cette cause peut encore être défendue. **(Alain Sergent, « Défense de l'Homme »).**

Adressez vos commandes à la Documentation Economique et Syndicale, 198, avenue du Maine, Paris-XIVe. — C.C.P. 5450.00.

Aux Editions Sulliver, 76, rue Bonaparte, Paris-VIe.